



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 11 MARS 1922.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY 11TH MARCH, 1922.

Avis divers

AVIS

Vu la grève des typographes de Québec, les numéros 7 du 18 février, 8 du 25 février et le numéro 9 du 4 mars 1922, de la "Gazette officielle de Québec" n'ont pas été publiés. Ce numéro, qui porte les numéros 7, 8, 9, 10, remplace les numéros 7, 8 et 9 ainsi que le numéro 10 de cette date.

859

Miscellaneous Notice

NOTICE

Owing to the strike of the Quebec printers, the numbers 7 of the 18th February, 8 of the 25th February, and the number 9 of the 4th March, 1922, of the "Quebec Official Gazette" were not issued. The present number, which bears the numbers 7, 8, 9, 10, replaces the numbers 7, 8 and 9 and the number 10 of this date.

860

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "*Gazette Officielle*" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

31

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rates.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number

Slips \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "*Official Gazette*" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

32

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire les nominations suivantes :

Québec le 23 novembre 1921.

L'honorable Jacob Nicol, C. R., de Sherbrooke, dans Notre Province de Québec, membre de Notre Conseil Exécutif de Notre Province, Trésorier de la province et Ministre des affaires municipales. 753

Québec, 18 janvier 1922.

M. Georges Jobin, instituteur, Notre-Dame-du-Lac, Témiscouata, inspecteur d'écoles pour le district d'inspection suivant, savoir : Dans le comté de Kamouraska : Saint-Germain, Sainte-Hélène, Saint-André, Saint-Alexandre, Saint-Eleuthère et les cantons Bungay, Parke et Chabot ; dans le comté de Témiscouata : Notre-Dame-du-Portage, Saint-Antonin, Saint-Modeste, Saint-Epiphanie, Saint-Hubert, Saint-Honoré, Saint-Louis-de-Ha!-Ha!, Saint-Mathias-de-Cabano, Notre-Dame-du-Lac, Saint-Eusèbe, Sainte-Rose-du-Dégel, Saint-Benoît-Abbé, Rivière-Bleue, Saint-David-d'Escourt, les Etroits-du-Lac-Long (canton Botsford) et le canton Robinson.

Québec, 21 janvier 1922.

M. Robert Marshall Miller, charpentier, de Saint-Hubert, comté de Chambly, juge de paix pour le district de Montréal.

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Quebec, November, 23rd, 1921.

The Honourable Jacob Nicol, K. C., of Sherbrooke in Our Province of Quebec, to be a member of Our Executive Council, Treasurer of the Province and Minister of municipal affairs. 754

Quebec, 18th January, 1922.

Georges Jobin, teacher, Notre-Dame-du-Lac, Témiscouata, to be school inspector for the following inspection district, to wit: In the county of Kamouraska: Saint Germain, Sainte Hélène, Saint André, Saint Alexandre, Saint Eleuthère, and the townships of Bungay, Parke and Chabot; in the county of Témiscouata: Notre-Dame-du-Portage, Saint Antonin, Saint Modeste, Saint Epiphane, Saint Hubert, Saint Honoré, Saint-Louis-de-Ha!-Ha!, Saint-Mathias-de-Cabano, Notre-Dame-du-Lac, Saint Eusèbe, Sainte-Rose-du-Dégel, Saint Benoit-Abbé, Rivière-Bleue, Saint David-d'Escourt, Les-Etroits-du-Lac-Long (Botsford township), and the township of Robinson.

Quebec, 21st February, 1922.

Robert Marshall Miller, carpenter, of Saint Hubert, county of Chambly, to be a justice of the peace for the district of Montreal.

Québec, 25 janvier 1922.

M. James Perry, gentilhomme, Québec, juge de paix pour le district de Québec.

M. J.-B. Gagnon, mesureur de bois, du village de Saint-Alexis, comté de Chicoutimi, juge de paix pour le district de Chicoutimi.

M. Raoul Gauthier, gentilhomme, Park Amherst, Westmount, juge de paix pour le district de Montréal.

M. Olivier-R. Laflèche, médecin, de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé, juge de paix pour le district de Trois-Rivières.

M.M. Aimé Gaudreault, cultivateur, et Philibert de Launière, marchand, du Lac Bouchette, comté du Lac Saint-Jean, juges de paix pour le district de Roberval.

Québec, 3 février 1922.

M. Joseph Jean, cultivateur, de Saint-Antoine-de-Padoue, comté de Matane, juge de paix pour le district de Rimouski.

M.M. Cyrille Bourassa, forgeron, Ovila Lamontagne, Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

M. Arthur McKenzie, contre-maître, Grand-Flamand, comté de Saint-Maurice, juge de paix pour le district de Trois-Rivières.

Québec, 7 février 1922.

M. J.-Ephrem Prévost, pharmacien, Montréal, juge de paix pour le district de Montréal.

M. Joseph-Napoléon Tremblay, gérant, de Van Bruyssel, comté de Québec, juge de paix, avec juridiction sur les districts de Roberval et de Chicoutimi, conformément à l'article 3361 des S. R. Q., 1909.

M. Exias Violette, gérant, Mont-Joli, comté de Matane, juge de paix pour le district de Rimouski.

M. George W. Short, cultivateur, West Brome, comté de Brome, juge de paix pour le district de Bedford.

M. Albert-Jos. Archambault, comptable, du village de La Providence, comté de Saint-Hyacinthe, juge de paix pour le district de Saint-Hyacinthe.

M.M. J.-N. Desrosiers, marchand, de Saint-Alphonse-de-Caplan, et Gastien Roy, industriel, de Port-Daniel, comté de Bonaventure, juges de paix pour le district de Gaspé. 717

Quebec, 25th January, 1922.

James Perry, gentleman, Quebec, to be a justice of the peace for the district of Quebec.

J. B. Gagnon, lumber culler, of the village of Saint Alexis, county of Chicoutimi, to be a justice of the peace for the district of Chicoutimi.

Raoul Gauthier, gentleman, Amherst Park, Westmount, to be a justice of the peace for the district of Montreal.

Olivier R. Laflèche, physician, of Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, county of Maskinongé, to be a justice of the peace for the district of Three Rivers.

Aimé Gaudreault, farmer, and Philibert de Launière, merchant, of Lac Bouchette, county of Lake Saint John, to be justices of the peace for the district of Roberval.

Quebec, 3rd February, 1922.

Joseph Jean, farmer, of Saint Antoine-de-Padoue, county of Matane, to be a justice of the peace for the district of Rimouski.

Cyrille Bourassa, blacksmith, Ovila Lamontagne, Montreal, to be justices of the peace for the district of Montreal.

Arthur McKenzie, foreman, Grand-Flamand, county of Saint-Maurice, to be a justice of the peace for the district of Three Rivers.

Quebec, 7th February, 1922.

J. Ephrem Prévost, druggist, Montreal, to be a justice of the peace for the district of Montreal.

Joseph Napoléon Tremblay, manager, of Van Bruyssel, county of Quebec, to be a justice of the peace with jurisdiction over the counties of Roberval and Chicoutimi, in accordance with article 3361 of the R. S. Q., 1909.

Exias Violette, manager, Mont-Joli, county of Matane, to be a justice of the peace for the district of Rimouski.

Georges W. Short, farmer, West Brome, county of Brome, to be a justice of the peace for the district of Bedford.

Albert Jos. Archambault, accountant, of the village of La Providence, county of Saint Hyacinthe, to be a justice of the peace for the district of Saint Hyacinthe.

J. N. Desrosiers, merchant, of Saint Alphonse-de-Caplan, and Gastien Roy, manufacturer, of Port-Daniel, county of Bonaventure, to be justices of the peace for the district of Gaspé. 718

Arrêtés en Conseil

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 24 janvier 1922, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 25 janvier 1922.

No. 138

Concernant l'annexion du canton de Chilton à la municipalité du canton de Chertsey, pour fins électorales.

L'honorable procureur général, dans un mémoire en date du 24 janvier (1922) recommande que le canton de Chilton, situé dans le district électoral de Montcalm et qui n'est pas organisé en municipalité, soit annexé pour les fins électorales, à la municipalité du canton de Chertsey, dans le même district électoral, conformément

Orders-in-Council

COPY OF A REPORT of a Committee of the Honourable Executive Council, dated the 24th. of January, 1922, approved by the Lieutenant Governor the 25th of January, 1922.

No. 138.

Respecting the annexation of the township of Chilton to the municipality of the township of Chertsey, for electoral purposes.

The Honourable the Attorney-General, in a memorandum dated the 24th of January, 1922, recommends that the township of Chilton, situated in the electoral district of Montcalm and which is not organized into a municipality, be annexed for electoral purposes, to the municipality of the township of Chertsey, in the same

aux dispositions de l'art. 192a des S. R. 1909, édicté par la loi 5 G. V, Ch. 17, section 9.

Certifié,

791

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 8 septembre 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 12 septembre 1921.

No 1759

Concernant l'annexion de certains rangs du canton de Matane à la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, pour fins électorales.

L'honorable procureur général, dans un mémoire en date du 8 septembre (1921) recommande que les rangs XI, XII, XIII, et XIV du canton de Matane, situés dans le district électoral de Matane et qui ne forment partie d'aucune municipalité, soient annexés, pour les fins électorales, à la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, dans le même district électoral, et que l'arrêté en conseil décrétant telle annexion soit publié dans la *Gazette officielle de Québec*, pour prendre effet le trentième jour qui suivra la date de sa publication, le tout conformément aux dispositions de l'article 192a des Statuts refondus, 1909, édicté par la loi 5 George V, chapitre 17, section 9.

Certifié,

793

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

CONSEIL EXECUTIF

Québec, 28 février 1922.

PRESENT: le lieutenant-gouverneur en conseil.

Attendu qu'il est à propos de modifier les honoraires payables pour l'enregistrement des véhicules-moteurs, et d'établir, sous l'autorité de l'article 1432 des Statuts révisés, 1909, tel que remplacé par 11 George V, chapitre 20, section 14, les taux des honoraires payables à l'avenir pour l'enregistrement des véhicules de promenade et des voitures de commerce.

Il est ordonné, 1. Qu'à compter du premier jour de mars, 1922, inclusivement, l'honoraire payable pour l'enregistrement de tout véhicule de promenade soit de quatre-vingt-dix centins par cheval ou toute fraction d'icelui, pourvu, toutefois, que l'honoraire payable pour un véhicule de promenade n'exécède pas quatre-vingts piastres;

2. Qu'à compter du premier jour de mars 1922, inclusivement, l'honoraire payable pour l'enregistrement de tout véhicule de commerce soit de cinquante piastres par chaque tonne, ou fraction de tonne, de capacité;

3. Que, nonobstant le paragraphe 2 qui précède, l'honoraire payable pour l'enregistrement de véhicules de commerce possédés par des cultivateurs et employés sur leurs fermes exclusivement, et aussi de balayuses pneumatiques, de wagons à patrouille, ambulances, pompes à incendie, dévidoirs, trucks à échelles, voitures de sauvetages, voitures d'arrosage et balayuses possédés par des corporations municipales, n'est que de une piastre et cinquante centins, par véhicule;

4. Que l'ordre en Conseil No 984 en date du 10 juin 1921 est révoqué.

Le greffier du Conseil Exécutif,
A. MORISSET.

823

electoral district, pursuant to the provisions of article 192a of the R. S., 1909, enacted by the Act. 5, G. V, ch. 17, section 9.

Certified,

792

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

COPY OF A REPORT of a Committee of the Honourable Executive Council, dated the 8th of September, 1921, approved by the Lieutenant-Governor the 12th of September, 1921.

No 1759

Respecting the annexation of certain ranges of the township of Matane to the municipality of the parish of Sainte-Marie-de-Sayabec, for electoral purposes.

The Honourable the Attorney-General in a memorandum dated the 8th of September, 1921, recommends that the ranges XI, XII, XIII and XIV of the township of Matane, and which do not form part of any municipality, be annexed, for electoral purposes, to the municipality of the parish of Sainte-Marie-de-Sayabec, in the same electoral district, and that the Order in Council decreeing such annexation be published in the *Quebec Official Gazette*, to become effective thirty days after the date of its publication, the whole pursuant to the provisions of article 192a of the Revised Statutes, 1909, enacted by the Act 5 G. V, chapter 17, section 9.

Certified,

794

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

EXECUTIVE COUNCIL

Quebec, February 28th, 1922.

PRESENT: the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas it is expedient to modify the fees payable for the registration of motor-vehicles, and to establish, under the authority of article 1432 of the Revised Statutes, 1909, as replaced by 11 George V, chapter 20, section 14, the tariff of fees payable in the future for the registration of touring vehicles and of commercial vehicles.

It is ordered, 1. That on and from the first March, 1922, inclusively, the fee payable for the registration of any touring vehicle be ninety cents per horse-power or any fraction thereof, provided, however, that the fee payable for a touring vehicle shall not exceed eighty dollars.

2. That on and from the first of March, 1922, inclusively, the fee payable for the registration of any commercial vehicle be fifty dollars per each ton, or fraction thereof, of capacity.

3. That notwithstanding the foregoing paragraph 2, the fee payable for the registration of commercial vehicles owned by farmers and operated on their farms exclusively, and also of vacuum cleaners, patrol wagons, ambulances, fire engines, reels, ladder trucks, salvage wagons, sprinklers and sweepers owned by municipal corporations be only one dollar and fifty cents per vehicle.

4. That the order in Council No. 984, dated the 10th of June 1921, be revoked.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

824

CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, 28 février 1922.

PRESENT: le lieutenant-gouverneur en Conseil

Attendu que, d'après un rapport du chef du service forestier et du chef du service apicole et sucrier, il conviendrait de réduire le chiffre des redevances exigées en vertu de l'arrêté du Conseil du 23 mars 1920, qui réglait les conditions auxquelles pouvaient être accordés les permis pour exploiter les sucreries sur les terres de la Couronne, vu que les prix actuellement payés pour le sucre et le sirop d'érable sont beaucoup tombés depuis un an;

Il est ordonné, que les redevances mentionnées dans la clause "4" de l'arrêté du Conseil No 541, du 23 mars 1920, soient annulées et que, dorénavant, il ne soit perçu qu'une royauté de cinq (5) sous par gallon de sirop et de un demi (½) sou par livre de sucre d'érable. Toutes les autres conditions du permis restant en vigueur.

Le greffier du Conseil exécutif,

825

A. MORISSET.

EXECUTIVE COUNCIL

Quebec, February 28th, 1922.

PRESENT: the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, according to a report of the chief of the woods and forest service and of the chief of the Bee and maple sugar service, it would be expedient to reduce the amount of the dues exacted by the Order in Council of the 23rd of March, 1920, fixing the conditions under which permits for the exploitation of sugaries of Crown lands were granted, seeing that the prices presently paid for maple sugar and syrup are much lower than they were a year ago;

It is ordered that the dues mentioned in paragraph "4" of the order in Council No. 541, of the 23rd of March, 1920, be revoked and that, henceforth, the royalty collected be only five (5) cents per gallon of maple syrup and of one half (½) cent per pound of maple sugar. All the other conditions of the permit shall remain in force.

A. MORISSET,

826

Clerk of the Executive Council.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes ;

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles pourront concerner,—SALUT.

J.-A. HUDON,
Assistant-Procu-
reur-Suppléant.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et formant la paroisse civile de Saint-Narcisse, dans le comté de Rimouski, telle qu'érigée par proclamation du 17 août 1921, Nous a été présentée, demandant d'ériger ce territoire en municipalité sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski";

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India ;

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

J. A. HUDON,
Acting-Deputy-
Attorney-General.

WHEREAS in and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the divisions of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory hereinafter described forming the civil parish of Saint Narcisse, in the county of Rimouski, as erected by proclamation of the 17th of August, 1921, has been presented to Us, making application to erect this territory into a municipality under the name of "The municipality of the parish of Saint-Narcisse -de-Rimouski.

ATTENDU qu'il nous a été démontré que ce territoire contient une population de trois cents âmes, et qu'il restera dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Blandine, d'où une partie de ce territoire sera détaché par suite de l'érection de la municipalité de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski, une population de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan et la description technique de ce territoire ont été approuvés par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à ladite requête.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que ledit territoire savoir:

Tout le territoire borné comme suit:

Le territoire à être érigé—suivant les bornes ci-après déterminées—en une municipalité distincte, sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski", dans le comté de Rimouski, est pris dans les cantons de Duquesne et de Macpès, et ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel d'enregistrement pour ces deux cantons, sont les mêmes que celles qui lui sont assignées par la proclamation du 17 août 1921, l'érigeant en paroisse pour les fins civiles, à savoir:

Vers le nord-ouest, les lots numéros: de un à dix-huit du quatrième rang du canton de Duquesne; de 24 à 47 du troisième rang et de 8 à 23 du quatrième rang du canton de Macpès;

Vers le nord-est, dans le canton de Macpès, les lots numéros: 23 du quatrième rang, 7 du cinquième rang, 12 du sixième rang et 17 des septième et huitième rangs;

Vers le sud-est, les lots, dans le canton de Macpès, numéros de 8 à 12 du sixième rang, de 13 à 17 du septième rang, de 18 à 47 du neuvième rang et, dans le canton de Duquesne, de un à 4 du dixième rang, de 5 à 12 du huitième rang et de 13 à 19 du sixième rang, tous inclus chacun à chacun;

Vers le sud-ouest, dans le canton de Duquesne, les lots numéros: 19 dans le cinquième rang, 13 dans les sixième et septième rangs et 5 dans le huitième et neuvième rangs.

Des lots renfermés dans les bornes ci-dessus décrites, ceux—dans Macpès—des numéros: de 24 à 47 du quatrième rang et de 8 à 47 du cinquième rang, tous inclus, sont détachés de la municipalité de la paroisse de Sainte-Blandine et tous les autres lots proviennent d'un territoire non encore organisé, est érigé en municipalité et forme, à compter de ce jour, une municipalité sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski".

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. **TÉMOIN**: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, membre de Notre très honorable Conseil Privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains a population of three hundred souls and that there shall still remain in the municipality of the parish of Sainte Blandine, from which a part of this territory is detached for the erection of the municipality of the parish of Saint-Narcisse-de-Rimouski, a population of three hundred souls;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the plan and technical description of this territory, have been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to grant the petition.

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz:

All that territory bounded as follows:

The territory to be erected—with the boundaries hereunder described—into a separate municipality, under the name of Saint-Narcisse-de-Rimouski, is taken in the townships of Duquesne and Macpès, and its boundaries with reference to the official cadastre for these two townships, are the same as those assigned to it by the proclamation of the 17th August, 1921, erecting it into a parish for civil purposes, to wit:

On the north-west, the lots number: one to 18 of the fourth range of the township of Duquesne; from 24 to 47 of the third range and from 8 to 23 of the fourth range of the township of Macpès;

On the north-east, in the township of Macpès, the lots number: 23 of the fourth range, 7 of the fifth range, 12 of the sixth range and 17 of the seventh and eighth ranges;

On the south-east: the lots in the township of Macpès, numbers 8 to 12 of the sixth range, 13 to 17 of the seventh range, 18 to 47 of the ninth range, and, in the township of Duquesne, from one to 4 of the tenth range, and 5 to 12 of the eighth range and from 13 to 19 of the sixth range, all included jointly and severally;

On the south-west, in the township of Duquesne, lots numbers: 19 of the fifth range, 13 of the sixth and seventh ranges and 5 of the eighth and ninth ranges.

Out of the lots contained in the boundaries hereinabove described, those—in Macpès—the numbers: from 24 to 47 of the fourth range and from 8 to 47 of the fifth range, all inclusive, are detached from the municipality of the parish of Sainte Blandine and all the other lots are taken in the territory not yet organized, is erected into a municipality and forms from this date a separate municipality of under the name of "The municipality of the parish of Saint Narcisse".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. **WITNESS**: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our

Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement de Notre province de QUÉBEC, ce TREIZIÈME jour de FEVRIER, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

645

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON,
Assistant-Procureur-Général
Suppléant.

ATTENDU
que dans et
par un Acte du

Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autres choses décrété que "le lieutenant-gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la province, devant venir en force au jour y mentionné établir des cantons dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ;" Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Rimouski, dans le district de Rimouski, dans Notre province de Québec, en un canton sous le nom de canton de Macpès ;

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton de Macpès, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans ledit comté de Rimouski, dans ledit district de Rimouski, dans Notredite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable ministre des Terres et Forêts, dans Notredite province de Québec, fait au lieutenant-gouverneur de notredite province, savoir :

Le territoire, dans le comté de Rimouski, à être érigé en un canton sous le nom de "Macpès", est borné : vers le nord-ouest, par la seigneurie de Rimouski ; vers le nord-est, par les cantons de Neigette et de Ouimet ; vers le sud-est, par le canton de Flynn et vers le sud-ouest, par le canton de Duquesne ; ses limites sont décrites comme suit, savoir :

Du coin sud de la seigneurie de Rimouski, à environ trente 57/100 chaînes au sud-est du coin nord du canton de Duquesne, l'arrière-ligne de ladite seigneurie sur les courses astronomiques et distances suivantes : N.-60o 30' E.-231 chs, N.-58o 15' E.-292 chs, N.-60o 30' E.-80 chs, N.-34o

Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this THIRTEENTH day of FEBRUARY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two of and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

446

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON,
Acting Deputy-Attorney-
General.

WHEREAS in
and by an
Act of the Parlia-

ment of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, and intituled : "An Act for the Union of Canada, Nova-Scotia and New-Brunswick and the Government thereof, and for other purposes connected therewith," it is amongst other things enacted, that, "the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by Proclamation, under the Great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not then already constituted, and fix the metes and bounds thereof ;" And whereas, We have thought fit to constitute a certain tract of our waste lands situate and being in the county of Rimouski, in the district of Rimouski, in Our Province of Quebec, a township by the name of the township of Macpès ;

Now Know Ye, that under the authority of the said Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township of Macpès, that certain tract of our waste lands situated and being in the county of Rimouski, in the said district of Rimouski, in Our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the honorable Our Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The territory, in the county of Rimouski, to be erected into a township under the name of "Macpès", is bounded : towards the northwest, by the seigniory of Rimouski ; towards the northeast by the townships of Neigette and Ouimet ; towards the southeast, by the township of Flynn and towards the southwest by the township of Duquesne ; its limits are described as follows, to wit :

From the south corner of the seigniory of Rimouski, at about thirty 57/100 chains south-east of the north corner of the township of Duquesne, the rear line of the said seigniory on the following astronomical bearings and for the following distances : N.-60o 30' E.-231 chs, N.-

45' E.-54 chs. jusqu'à la limite sud-ouest du canton de Neigette, au coin ouest de ce canton; de ce coin, qui est commun au coin nord dudit canton de Macpès, la dite limite sud-ouest du canton de Neigette, dans la direction du sud-est astronomique et celle du canton de Ouimet, qui lui fait suite, jusqu'au coin nord du canton de Flynn, sur une distance totale de sept cent cinquante-neuf 89/100 chaînes; de ce dernier coin, qui est aussi le coin est dudit canton de Macpès, la ligne nord-ouest du canton susdit de Flynn, dans la direction du sud-ouest astronomique et sur sa longueur de six cent vingt-huit 50/100 chaînes, jusqu'au coin est du canton de Duquesne, qui est commun au coin ouest de Flynn et au coin sud dudit canton de Macpès, puis, en la suivant dans la direction du nord-ouest astronomique, la ligne nord-est du canton susdit de Duquesne sur une longueur de neuf cent quatre-vingt-huit 94/100 chaînes, jusqu'au point de départ, coin ouest dudit canton de Macpès; le tout, plus ou moins ou environ quant aux distances et azimuts, et, tel qu'actuellement établi sur le terrain quant aux limites qui, toutes, sont déjà tirées.

Le canton de Macpès, tel que ci-dessus délimité, renferme une étendue de cinquante-sept mille (57,000) acres, plus ou moins en superficie, tel que le tout appert du diagramme ou plan dudit territoire annexé audit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts :

ET DE PLUS conformément aux dispositions dudit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le quinzième jour du mois de mars (1922), sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en vigueur, et que ladite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter dudit quinzième jour du mois de mars (1922), un canton sous le nom de canton de Macpès, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tous faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant ladite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton de Macpès, comme susdit.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoïn : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec

En l'Hôtel du Gouvernement de Notre province de Québec, ce ONZIEME jour de FEVRIER en l'année mil neuf cent

580 15' E.-292 chs, N.-600 30' E.-80 chs, N.-340 45' E.-54 chs, up to the southwest limit of the township of Neigette, to the west corner of the said township; from this corner which is common to the north corner of the said township of Macpès, the said southwest limits of the township of Neigette, on a bearing southeast astronomically and that of the township of Ouimet, a production thereof, up to the north corner of the township of Flynn, for a total distance of seven hundred and fifty nine 89/100 chains; from this last corner, which is also the east corner of the said township of Macpès, the northwest line of the aforesaid township of Flynn, on a bearing southwest astronomically, and for a distance of six hundred and twenty eight 50/100 chains, up to the east corner of the township of Duquesne, which is common to the west corner of Flynn and the south corner of the said township of Macpès, then, following it on a bearing northwest astronomically, the northeast line of the aforesaid township of Duquesne for a distance of nine hundred and eighty eight 94/100 chains, up to the starting point, the west corner of the said township of Macpès; the whole, more or less or thereabout as to the distances and azimuths, and, as presently established on the ground as to the limits which are all already run.

The township of Macpès, as bounded above, contains fifty seven thousand (57,000) acres in area, more or less, ; as the whole appear on the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the Department of Lands and Forests.

AND WE DO FURTHER, by these presents, pursuant to the provisions of the said Act, declare and order that the fifteenth day of the month of March, 1922, shall be the day, on, from and after which this Our Royal Proclamation shall take effect, and that the said tract of land so as aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on from and after the said fifteenth day of month of March, 1922, a township by the name of the township of Macpès, to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming, or other imperfections or omissions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township of Macpès.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Québec, this ELEVENTH day of FEBRUARY, in the Year of Our

vingt-deux, de l'ère chrétienne et de
Notre règne la douzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
669 C.-J. SIMARD.

Lord, one thousand nine hundred and
twenty two and in the twelfth year of
Our Reign.

By command,
670 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de Québec,
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-
lande et des possessions britanniques au delà
des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des
Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou
qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général. } tions du code municipal
de la province de Québec, le lieutenant-gouver-
neur en conseil peut, par une proclamation publiée
dans la "*Gazette Officielle de Québec*", laquelle en-
trera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner
l'érection de municipalités de village ou de cam-
pagne, la division de ces municipalités ou leur
annexion, en tout ou en partie, à d'autres munici-
palités, même de cité, de ville ou de village, dans
un seul et même comté, ou encore ordonner le
changement des limites de celles déjà existantes,
pourvu que ce soit à la requête de la majorité des
propriétaires de biens-fonds compris dans les
limites du territoire dont l'érection en munici-
palité ou la division ou l'annexion à une munici-
palité est demandée et pourvu aussi qu'après tel
changement, chaque municipalité conserve, selon
le cas, la population ou le nombre d'habitations
requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité
des propriétaires de biens-fonds compris dans un
certain territoire ci-après décrit, situé dans la
municipalité de la paroisse de Saint-Victor-de-
Tring, comté de Beauce, Nous a été présentée,
demandant de détacher ce territoire de ladite
municipalité et de l'ériger en municipalité de
village, sous le nom de "La municipalité du
village de Saint-Victor-de-Tring";

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce
territoire contient au moins quarante maisons
habitées dans une étendue n'excédant par
soixante arpents en superficie, et qu'après son
érection en municipalité séparée, il restera dans
la municipalité d'où ce territoire sera détaché,
une population de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le
plan et la description technique de ce territoire
faits selon les exigences de la loi ont été approuvés
par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la
loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous
avons jugé à propos de faire droit à la requête qui
Nous a été présentée pour l'érection de "La
municipalité du village de Saint-Victor-de-
Tring".

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis
de Notre conseil exécutif, et conformément aux
dispositions du code municipal de Notre province

Canada,
Province of Québec,
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United
Kingdom of Great Britain and Ireland, and of
the British Dominions beyond the Seas, KING,
Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or
whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and
Deputy-Attorney- } by virtue of the
General. } provisions of the Muni-
cipal Code of the Province of Québec, the Lieu-
tenant-Governor-in-Council may, by proclama-
tion, published in the "*Quebec Official Gazette*",
which shall come into force on the date therein
mentioned, order the erection of village or rural
municipalities, the division of such municipali-
ties or their annexation, in whole or in part, to
other municipalities, whether of cities, towns or
villages, in one and the same county, or also order
the alteration of the boundaries of those already
existing, provided that application to that effect
be made by the majority of the proprietors of
immoveable property situated within the limits
of the territory whereof the erection into a munici-
pality or the division or the annexation to a
municipality is applied for, and provided also
that, after such change, each municipality still
possesses, as the case may be, the population or
the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS a petition signed by the majority
of the proprietors of the immoveable property
comprised within that certain territory hereinafter
described and situated in the municipality of
the parish of Saint-Victor-de-Tring, county of
Beauce, has been presented to Us, making appli-
cation to detach this territory from the said
municipality and erect into a village municipality
under the name of "The municipality of the
village of Saint-Victor-de-Tring";

WHEREAS it hath been shewn to Us, that
this territory contains at least forty inhabited
houses within a space not exceeding sixty
superficial arpents, and that after its erection
into a distinct municipality there shall still
remain in the municipality from which this
territory will be detached, a population of three
hundred souls;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that
the plan and technical description of this terri-
tory made according to the requirements of the
law, have been approved by Our Minister of
Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of the law
have been fulfilled and that in consequence We
have deemed fit to grant the petition presented
to Us for the erection of "The municipality of
the village of Saint-Victor-de-Tring".

THEREFORE with the advice and consent of
Our Executive Council, and pursuant to the pro-
visions of the Municipal Code of Our Province of

de Québec. Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit:

Le territoire—dans le comté de Beauce—à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Victor-de-Tring", est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, dans le canton de Tring, et ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel d'enregistrement pour cette dite paroisse, sont les suivantes, à savoir:

Au sud-est: le lot No 371, sur une longueur de 11-64/100 chs à partir du chemin du troisième rang, et le lot No 209, dans le deuxième rang, sur une autre longueur de 14-55/100 chs mesurée du même chemin;

Au nord-est, à partir de l'extrémité de ces 14-55/100 chs: une ligne tracée parallèle au chemin susmentionné et menée en travers les lots Nos 210, 211, 212a, 212, 218, 226, jusqu'au lot No 235;

Au sud-ouest, à partir de l'extrémité des 11-64/100 chs mesurées le long du lot No 371: une autre ligne tirée parallèlement au chemin et menée en travers les lots Nos 703, 369, 369b, 368, 361, jusqu'au lot No 358;

Au nord-ouest, à partir du point en dernier lieu déterminé le long du lot No 358: une ligne brisée s'établissant en continuité, sur les distances et alignements suivants, savoir: 4-95/100 chs vers le nord-est, sur la ligne 358-361; une ligne menée, à peu près parallèle au chemin public en travers le lot No 358; 7-20/100 chs vers le nord-est, sur la ligne 358-357, jusqu'à l'alignement n.-e. du chemin susdit; puis sur cet alignement, 57 chaînes vers le sud-est; 1-43/100 chs vers le nord-est; une ligne d'environ une couple de chaînes parallèle au chemin, vers et jusqu'à la ligne 226-235, et, enfin, cette dernière, vers le nord-est, sur une longueur d'environ 13 chs, jusqu'à la borne nord-est, telle que précédemment déterminée est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, et est érigé et forme une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Victor-de-Tring" à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos léaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce PREMIER jour de MARS en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

841

Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz:

All that territory bounded as follows:

The territory—in the county of Beauce—to be erected into a municipality, under the name of "The municipality of the village of Saint-Victor-de-Tring" is detached from the municipality of the parish of Saint-Victor-de-Tring, in the township of Tring, and its boundaries with reference to the official registration cadastre of the said parish, are as follows, to wit:

On the southeast: the lot No. 371, for a distance of 11-64/100 chs. commencing at the road of the third range, and the lot No. 209, for another distance of 14-55/100 chs measure from the road;

On the northeast, commencing at the extremity of these 14-55/100 chs.: a line run parallel to the aforementioned road and drawn across the lots Nos. 210, 211, 212a, 218, 226, up to the lot No. 235;

On the southwest, commencing at the extremity of the 11-64/100 chs measured along the lot No. 371: another line run parallel to the road and drawn across the lots Nos. 370, 369, 369b, 368, 361, up to the lot No. 368;

On the northwest, commencing at the point lastly above mentioned along the lot No. 358: a broken line running continuously for the following distances and alignments, to wit: 4-95/100 chs towards the northeast, on the line 358-361; a line run, about parallel to the public road across the lot No. 358; 7-20/100 chs. towards the northeast, on the line 358-357; up to the n.-e. alignment of the aforesaid road; then on this alignment, 57 links towards the southeast; 1-43/100 chs towards the northeast; a line of about a couple of chains parallel to the road, towards and up to the line 226-235, and finally, this last line, towards the northeast, for a distance of about 13 chs, up to the northeast boundary, as previously determined, shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Victor-de-Tring, and shall from this day form a separate municipality of under the name of "The municipality of the village of Saint-Victor-de-Tring".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this FIRST day of MARCH, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty two, and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

842

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général. } tions du code municipal
de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la "Gazette officielle de Québec," laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi :

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et située dans la municipalité de la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, comté d'Yamaska, Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de ladite municipalité l'annexer à la municipalité voisine du village de Pierreville, dans le même comté;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré qu'il restera dans la municipalité d'où ce territoire sera détaché, une population de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan et la description technique de ce territoire faits selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'annexion à la municipalité du village de Pierreville ont été approuvés par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à ladite requête;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que ledit territoire savoir:

Cette partie du lot numéro neuf cent trois (903), du cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, s'étendant en profondeur depuis la rivière Saint-François jusqu'à une ligne établie à neuf (9) arpents au nord-est de et parallèle au chemin de la Côte, maintenant rue Georges, et, les parties des lots numéros neuf cent quatre, neuf cent cinq (904, 905) du même cadastre, s'étendant en profondeur, au-dessus dudit village de Pierreville,

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and
Deputy-Attorney- } by virtue of the
General. } provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the "Quebec Official Gazette", which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality, is applied for and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law :

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory hereinafter described and situated in the municipality of the parish of Saint-Thomas-de-Pierreville, county of Yamaska, has been presented to Us, making application to detach this territory from the said municipality and annex it to the adjacent municipality of the village of Pierreville, in the same county;

WHEREAS it hath been shewn to Us, that there shall still remain in the municipality from which this territory will be detached, a population of three hundred souls;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the plan and technical description of this territory made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be annexed to the municipality of the village of Pierreville, has been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to grant the said petition;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz:

That part of the lot number nine hundred and three (903), of the official registration cadastre for the parish of Saint-Thomas-de-Pierreville, extending in depth up from to the river Saint François, up to the line established at nine (9) arpents to the northeast of and parallel to the Côte road, now Georges street, and, the parts of the lots numbers nine hundred and four, nine hundred and five (904, 905) of the same cadastre, extending in depth, above the said village of

ville, jusqu'à une ligne établie à six (6) arpents au nord-est de et parallèle à sa limite nord-est actuelle sont détachés de la municipalité de la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, et forment partie de "La municipalité du village de Pierreville" à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce DEUXIÈME jour de MARS en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

843

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général. } tions de l'article 3109
des Statuts refondus de Québec, 1909, le lieutenant-gouverneur en Conseil, peut, par proclamation, décréter l'établissement d'une Cour de circuit dans et pour le comté ci-après mentionné;

ET ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice d'établir une Cour de circuit dans et pour le comté de Matane, dont le siège sera au village de Saint-Jérôme-de-Matane, dans la bâtisse connue et désignée sous le nom de "Palais de justice et bureau d'enregistrement".

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de Notre province de Québec, nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons qu'une Cour de circuit sera établie pour le comté de Matane à compter du 3 avril prochain 1922, et que le siège de cette cour sera dans la bâtisse connue et désignée sous le nom de "Palais de justice et bureau d'enregistrement", dans le village de Saint-Jérôme-de-Matane";

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles

Pierreville, up to the line established at its present northeast limit at six (6) arpents to the northeast and parallel to its present northeast limit, shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Thomas-de-Pierreville, and shall henceforth form part of "The municipality of the village of Pierreville".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SECOND day of MARCH, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty two and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

844

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS under
Deputy Attorney } and by virtue
General. } of the provisions of
article 3109 of the Quebec Revised Statutes, 1909, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, order the establishment of a Circuit Court in and for the county hereinafter mentioned;

AND WHEREAS it is in the interest of the proper administration of justice to establish a Circuit Court in and for the county of Matane, which shall sit at the village of Saint-Jérôme-de-Matane, in the building known and designated under the name of "Court House and Registry office";

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council of Our Province of Quebec, We have ruled and ordered and, by these presents, rule and order that a Circuit Court shall be established for the county of Matane on and from the third of April next, 1922, and that this Court shall sit in the building known and designated under the name of "Court House and Registry Office" in the village of Saint-Jérôme-de-Matane.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, we have caused these Our Letters to be made Patent

fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce VINGT-TROISIÈME jour de FEVRIER, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
845 C.-J. SIMARD.

and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this TWENTY THIRD day of FEBRUARY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty two and the twelfth of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
846 Assistant Provincial Secretary.

Bills privés, Parlement fédéral

DEMANDES D'APPLICATION POUR BILLS PRIVÉS.

Les demandes adressées au parlement pour les bills privés doivent être annoncées par un avis public au moins une fois par semaine durant cinq semaines consécutives dans la *Gazette du Canada* et dans quelques-uns des principaux journaux; ledit avis doit clairement indiquer la nature et les objets de la demande et être signé par ou pour les pétitionnaires et donner l'adresse des pétitionnaires ou de leur agent.

Une demande pour une loi constituant en corporation une banque, une compagnie d'assurance ou une compagnie fiduciaire ou de prêts ou pour une compagnie industrielle ne sollicitant pas des pouvoirs extraordinaires ou exclusifs peut être annoncée dans la *Gazette du Canada* seulement.

La publication en bonne et due forme de l'avis doit être établie par déclaration statutaire adressée au greffier de la Chambre et portant à l'endos les mots "Avis de Bill Privé."

Pour plus amples détails concernant la formule de l'avis et l'endroit où pareil avis doit être publié, la formule de la demande et du bill projeté et l'endroit ou la date où les susdits doivent être enregistrés ou déposés, le chiffre des droits, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, Ottawa, ou consulter les règlements de la Chambre des Communes, tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

Le greffier de la Chambre des Communes,
505-5-4 W. B. NORTHRUP.

Lettres patentes

" Bernard Brault, Limitée ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en du trentième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Bernard Brault, Gabriel Hurtubise, ingénieurs civil et arpenteurs-géomètres; et Joseph-Azarie Boutet, comptable, tous trois de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie générale de constructeurs pour la confection, l'érection, réfection de tous

Private Bills, Federal Parliament

NOTICE OF APPLICATIONS FOR PRIVATE BILLS.

Applications to parliament for private bills shall be advertised by a notice published at least once a week for five consecutive weeks in the *Canada Gazette* and in certain leading newspapers; such notices shall clearly state the nature and objects of the application and be signed by or for the applicants and give the address of the applicants or their agent.

Application for an Act to incorporate a bank, Insurance, Trust or Loan Company or for an industrial company not applying for unusual or exclusive powers may be published in the *Canada Gazette* only.

Due publication of notice shall be established by statutory declaration sent to the clerk of the House of Commons endorsed "Private Bill Notice".

For full particulars as to form of notice and place where same should be published, form of petition and proposed bill and place or date when same should be filed or deposited, amount of fees, &c., address to the clerk of the House of Commons, Ottawa, or see Rules of the House of Commons, as published in the *Canada Gazette*.

W. B. NORTHRUP,
506-5-4 Clerk of the House of Commons.

Letters patent

" Bernard Brault, Limitée ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1922, incorporating: Bernard Brault, Gabriel Hurtubise, civil engineers and land surveyors, and Joseph Azarie Boutet, accountant, all three of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of builders for the making, erection, re-making of all works,

travaux, soit publics, soit privés, y compris la fabrication, l'achat, la vente, la location, la réparation et le commerce de machineries, outils et accessoires de toutes sortes, de bois et métaux et autres matières et choses d'une nature quelconque reliées aux objets de la compagnie, ou s'y rattachant de quelque manière;

Exercer tous genres de construction relevant du génie civil en général;

Exercer l'industrie de carriers et extracteurs de pierre, granit, marbre et minerais quelconques;

Faire en général le commerce de la pierre, du granit, du marbre, du sable et autres matériaux de construction sous toutes les formes que ces matériaux sont susceptibles d'emploi dans la construction ou autrement;

Acquérir par achat, louage, échange, donation, concession ou autrement, détenir et posséder des carrières de pierre, granit, marbre, sable et autres minerais ou minéraux, des terrains miniers contenant de la pierre, du granit, du sable ou autres minéraux;

Exploiter lesdites carrières et terrains miniers, y percer des tranchées dans le roc, y pratiquer des excavations et fouilles pour extraire du roc, de la pierre, du granit, du marbre, du sable; et préparer ces matériaux par le taillage ou autres opérations de façon à les rendre propres à la construction ou à l'érection de bâtisses, monuments, ponts, chaussées, trottoirs, chemins et tous travaux publics ou privés susceptibles d'être construits en tout ou en partie avec des matériaux de cette nature;

Broyer et concasser la pierre au moyen de machineries, concasseurs ou autres machines, de façon à la rendre propre à être employée à la confection du macadam, du béton armé pour le macadamisage des rues, chemins publics, la construction des trottoirs ou autres travaux susceptibles d'être faits avec ces matériaux ainsi préparés;

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir des aqueducs;

Acquérir des sources d'eau et droits de prendre de l'eau dans les rivières ou des lacs pour la construction et l'exploitation d'aqueducs, acquérir des terrains nécessaires pour construire des chaussées sur des rivières et lacs, des réservoirs et autres constructions; obtenir de toute corporation municipale ou autre, et de tout particulier tous les privilèges utiles ou nécessaires à et exercer tous les pouvoirs inhérents à l'exploitation de toutes et chacune des industries ci-haut détaillées et mentionnées;

Construire, acquérir, administrer, opérer ou louer des vaisseaux à voile ou à vapeur, remorqueurs (tugs) bateaux, barges et autres, quais docks, élévateurs, entrepôts et autres bâtisses nécessaires ou requises aux fins de ladite compagnie;

Construire, équiper, opérer, exploiter et diriger des magasins, moulins, manufactures, cours, entrepôts, travaux, quais, moyens de transportation, bureaux et toutes autres entreprises relatives aux industries de la compagnie;

Acquérir, acheter, arrenter ou autrement détenir toutes propriétés mobilières et immobilières qui seraient jugées nécessaires aux fins des industries de la compagnie, y compris les fabriques, magasins et autres établissements, les vendre, arrenter, hypothéquer, céder, échanger ou remplacer;

Agir comme vendeur, agent, représentant, distributeur ou entreposeur, pour toutes personnes ou compagnies, et pour toutes machineries, maté-

either public or private, including the manufacture, purchase, sale, hire, repair and dealing in all machinery, tools and accessories of all kinds, in wood or metal, and other materials and things of any nature whatever allied to the company's objects or incidental thereto in any manner;

To carry on all kinds of constructions depending on civil engineering in general;

To carry on the business of quarrymen and extractors of stone, granite, marble and minerals generally;

To generally deal in stone, granite, marble, sand and other building materials under all forms whether these materials be used in buildings or otherwise;

To acquire by purchase, lease, exchange, gift, concession or otherwise, hold and own stone, granite marble quarries, sand pits, and other ores and minerals, mining lands containing stone, granite, sand and other minerals;

To exploit the said quarries and mining lands, open tranches in the rock, excavate and mine for the extraction of rock, stone, granite, marble, sand; and to prepare materials by cutting or otherwise so as to render them fit for the construction and erection of buildings, monuments, bridges, dams, sidewalks, roads and all public or private works capable of being erected in whole or in part with materials of a like nature;

To break and crush stone by means of machinery, crushers or other machines, so as to render it fit to be used in the making of macadam, reinforced concrete for the macadamizing of streets, public roads, the construction of sidewalks or other works capable of being made with such materials so prepared;

To construct, buy, lease or otherwise acquire waterworks;

To acquire water springs and rights to take water in the rivers and lakes for the construction and exploitation of waterworks, acquire the lands necessary for the construction of dams on the rivers and lakes, reservoirs and other constructions; obtain all the privileges useful or necessary from any municipal or other corporation and from any individual, all the privileges useful or necessary for any to exercise all the powers allied to the exploitation of the businesses above detailed and mentioned;

To construct, acquire, manage, operate or charter sailing vessels, steamers, tugs, barges and other crafts, wharves, docks, elevators, warehouses, works and other buildings necessary or required for the purposes of the said company;

To construct, equip, operate, exploit and manage stores, mills, factories, yards, warehouses, works, wharves, means of transportation, office and any other undertakings connected with the businesses of the company;

To acquire, buy, rent, or otherwise hold any moveable and immoveable property which may be deemed necessary for the business purposes of the company, including factories, stores and other plants, sell, rent, hypothecate, assign, exchange or replace the same;

To act as seller, agent, representative, distributor or warehousemen for any persons or companies, and for any machinery, materials and

riaux et autres produits servant ou pouvant servir directement ou indirectement dans et pour l'exécution des contrats tels que ci-dessus désignés et autres de même nature;

Acquérir, développer, équiper, diriger, opérer, louer ou autrement disposer dans les districts de Québec et de Montréal pour son propre compte ou pour celui d'autres personnes ou compagnies, de tous pouvoirs d'eau, déquiper, d'installation électrique et à gaz, et tous outillages et stations de pouvoirs quels qu'ils soient, en tout ou en partie, et toutes entreprises industrielles ou commerciales se rapportant au résultat des pouvoirs cimentionnés en se conformant à toute loi ou règlement local, municipal ou autre à cet égard;

Acheter, acquérir ou autrement obtenir tous brevets ou droits de brevet, perfectionnements et procédés enregistrés, marques de commerce, noms de commerce et dessins de fabrique reliés de quelque manière à l'industrie de la compagnie, ou utiles à son industrie, en usage sous ou obtenus par lettres patentes du Gouvernement du Canada ou d'ailleurs, et à vendre ou autrement faire valoir tous ces brevets, droits de brevet, marques de commerce et dessins de fabriques;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des industries, la coopération, les risques communs les concessions réciproques, la consolidation et la fusion avec toutes autres compagnies, maisons, sociétés ou personnes exerçant une industrie semblable en tout ou en partie à celle de la compagnie ou propre à atteindre les objets pour lesquels cette dernière est constituée en corporation;

Organiser et diriger toute compagnie faisant ou devant faire un commerce ou exercer une industrie de même nature que celle de la présente compagnie;

Acquérir et bénéficier de tous privilèges propres aux fins de la présente compagnie;

Souscrire avec ou sans garantie en capital social de toute compagnie;

Conclure toute convention avec toute personne, société ou compagnie, quant au partage des profits ou à l'union de leurs intérêts;

Acquérir, détenir, posséder et céder les actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, et vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie de l'actif de telle compagnie ainsi acquis et détenu;

Vendre et disposer de la totalité ou d'une partie de l'actif de la présente compagnie et en recevoir le paiement en actions, obligations ou autres valeurs de toute compagnie exerçant une industrie semblable, ou par tout autre mode de paiement que la présente compagnie jugera bon,

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir et posséder, exercer et user, la totalité ou partie de toute propriété, franchise, achalandage (good will), droits, pouvoirs, privilèges, ou autre chose susceptible d'être cédée ou vendue, détenue et appartenant à toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie semblable en tout ou en partie, à celle de la présente compagnie, soit en son propre nom, soit au nom de toute telle personne, société ou compagnie, et de payer le prix de telle propriété, franchise, achalandage (good will), droits, pouvoirs, privilèges ou chose, en tout ou en partie, comptant, ou, en tout ou en partie, en actions acquittées de la présente compagnie, ou autrement, et d'assumer les responsabilités de toute telle personne, société ou compagnie,

Investir et placer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis pour ses

other products used or capable of being used directly or indirectly in and or the execution of the contracts as above designated and others of a like nature;

To acquire, develop, equip, direct, operate, lease or otherwise dispose, in the districts of Quebec and Montreal for its account or for the account of other persons or companies, of any water powers, equipment, electric and gas plants, and any equipment and power stations of any nature, in whole or in part, and any industrial or commercial undertakings incidental to the attainment of the above powers, subject to all local, municipal or other law or regulation on that behalf;

To buy, acquire or otherwise obtain patents or patent rights, improvements or registered processes, trade marks, trade names, and industrial designs related in any manner to the business of the company, or useful for the same, in use under or obtained by letters patent of the Canadian or foreign government, and to sell or otherwise turn to account such patents, patent rights, trade marks, and industrial designs;

To enter into any agreements for sharing of profits, merger of the businesses, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions, consolidation and merger with any other companies, houses, partnerships or persons carrying on a business in whole or in part similar to that of the company or calculated to attain the objects for which this company is incorporated;

To promote and manage any company carrying on or for the carrying on of any business or trade of a like nature to that of the present company;

To acquire and benefit of any privileges suitable for the purposes of the present company;

To subscribe with or without warranty to the capital stock of any company;

To enter into any agreement with any person, partnership or company for the sharing of profits or the union of interests;

To acquire, hold, own, and assign the shares, bonds or other securities of any other company, and to sell or otherwise dispose of the whole or part of the assets of such company thus acquired or held;

To sell or dispose of the whole or part of the assets of the present company and to receive in payment therefor shares, bonds, or other securities of any company carrying on a similar business or by any other mode of payment which the present company may think fit;

To buy, lease, or otherwise acquire and hold, execute and use, the whole or part of any property, franchise, goodwill, rights, powers, privileges or other things capable of being assigned or sold, held by or belonging to any person, partnership or company carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company, either in its own name or in the name of any such persons, partnership or company, and to pay the price of such property, franchises, goodwill, rights, powers, privileges or things, wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid up shares of the present company or otherwise, to undertake the liabilities of any such person, partnership or company;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required; for its business,

affaires, sur telles garanties, et de la manière qu'elle pourra de temps à autre décider et déterminer,

Les fins, objets et pouvoirs de la compagnie pourront être exercés séparément et sans restrictions, et aucune des clauses ci-dessus ne devra être limitative, son interprétation, dans le cas de doute, devant avoir pour effet d'étendre plutôt que de restreindre les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Bernard Brault, Limitée", avec un capital total de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en trois mille (3000) actions de cent (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire *rô l'r prov/écô.*

633

C.-J. SIMARD.

"Import Traders, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Lazarus Philips, avocat; Abraham Saul Cohen, comptable; et Joseph Philip Beaupré, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme importateurs, exportateurs et marchands en gros et au détail de soies, satins, fils de toute espèce, de garnitures et nouveautés, d'une manière générale, aussi comme manufacturiers et négociants de hardes pour hommes et femmes;

Acquérir par achat, louage, échange, ou par un autre titre légal, assumer aussi la totalité ou aucune partie de l'entreprise, du commerce, de la propriété, de l'actif, du passif, des licences ou permis d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce semblable à celui pour lequel la présente compagnie est constituée, ou qui peut être convenablement exercé en rapport avec celui;

Acheter, prendre en échange ou en paiement, ou autrement vendre et aliéner des actions, débiteures, obligations et autres valeurs dans d'autres compagnies dont les objets sont semblables ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie; et acquérir, détenir, vendre et aliéner et disposer de droits hypothécaires, privilèges ou de gage sur d'autres compagnies ou personnes ou provenant;

Acquérir par achat, bail, échange, octroi concession ou autre titre légal, détenir et posséder des terrains, biens-fonds et immeubles de toute description nécessaires ou utiles aux objets de la compagnie, y construire des bâtiments, les vendre, louer, transférer, échanger, grever et autrement aliéner;

Garantir et cautionner, se rendre responsable du paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes, ou autres obligations d'aucune nature quelconque d'aucune autre corporation, firme ou personne avec laquelle la compagnie a des relations d'affaires;

Payer aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie pourra légalement acquérir, les services rendus ou à être rendus à la compagnie, en actions entièrement libérées, en obligations, débiteures ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce connexe aux objets pour lesquels la compagnie est constituée;

on such securities and in the manner as may from time to time be decide and determined;

The purposes, objects and powers of the company may be exercised separately and without restrictions, and none of the above clauses shall be limitative; its construction, in case of doubt, to have for effect to extend rather than restrict the powers of the company, under the name "Bernard Brault, Limitée" with a total capital stock of three hundred thousand (\$300,000.00), dollars, divided into three thousand (3,000) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of January, 1922.

C.-J. SIMARD,

634

Assistant Provincial Secretary.

"Import Traders, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of January, 1922, incorporating: Lazarus Philips, advocate; Abraham Saul Cohen, accountant; and Joseph Philip Beaupré, bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as importers and exporters and dealers, at wholesale and at retail, in silks, satins, thread of all kinds, trimmings, and dry goods, generally, and also, as manufacturers of and dealers in men's women's clothing;

To acquire by purchase, lease, exchange, or other legal title, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities and licenses or permits of any person, partnership or company carrying on any business similar to that for which this company is incorporated or which may conveniently be carried on in conjunction therewith;

To purchase, take in exchange, or in payment, or to otherwise acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities in other companies having objects similar or partly similar to those of this company; and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, necessary or useful for the purposes of the company, and to erect buildings thereon, and to sell, lease, convey, exchange, hypothecate and otherwise dispose of same;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual, with which the company has business dealings;

To pay for any property, moveable or immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, and for services rendered and to be rendered to the company, in fully paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To do all acts and to exercise all powers, and carry on any business germane to the objects for which the company is incorporated;

Sur autorisation réglementaire sanctionnée par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie représenté à une assemblée générale convoqué pour étudier le règlement, les directeurs peuvent de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures ou d'autres titres de la compagnie, les mettre en vente pour les montants et prix qu'on croira avantageux;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, grever ou gager la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future de la compagnie, garantir aucunes telles débetures ou valeurs, fournir partie seulement de cette garantie à ces fins et constituer l'hypothèque, le mortgage ou de gage mentionné dans le présent sous-paragraphe, par acte de fidéi-commis, conformément à l'article 6119b et 6119c, ou d'une autre manière;

d. Hypothéquer ou grever la propriété immobilière de la compagnie, gager ou autrement affecter la propriété mobilière, fournir toutes autres garanties, garantir le remboursement des emprunts faits autrement que par émission de débetures de même que le paiement ou l'exécution d'aucune autre dette, convention ou obligation de la compagnie;

Les limitations et restrictions contenues dans cet article ne s'appliqueront pas aux emprunts d'argent par la compagnie sur lettres de change ou billets promissaires souscrits, tirés, acceptés ou endossés par un pour la compagnie, sous le nom de "Import Traders, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

635

C.-J. SIMARD.

If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this subparagraph, by trust deed, in accordance with article 6119b and 6119c, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Import Traders Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the city of Montreal, this twenty fifth day of January, 1922.

C.-J. SIMARD,

636

Assistant Provincial Secretary.

"The Finance Secretary, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier 1922, constituant en corporation: René Chênevert, Leopold Barry, Mac Bernfeld, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme aviseurs-comptables publics, systématisateurs, auditeurs, promoteurs, organisateurs, administrateurs et secrétaires de compagnies financières, industrielles, mercantiles et autres;

Agir comme agents fonciers, collecteurs de loyers, agents généraux et administrateurs de propriétés, acheter, vendre, louer, céder à bail, développer et généralement trafiquer de terrains, bâtiments et propriétés de toute description;

Agir comme agents et courtiers pour arranger, assumer ou autrement fournir des contrats d'assurance à des clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, négocier des prêts et placements;

Faire enquête et rapport aux créanciers sur la valeur financière de personnes, marchands, firmes et corporations, pratiques entre abonnés

"The Finance Secretary, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of January, 1922, incorporating: René Chênevert, Léopold Barry, Mac Bernfeld, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of public and consulting accountants, systematizers, auditors, promoters, organizers, managers and secretaries of financial, industrial, mercantile and other companies incorporations;

To act as real estate agents, rent collectors, general agents and managers of private and building estates and to purchase, sell, lease, let, develop and generally deal in lands, buildings and property of every description;

To act as agents and brokers in arranging, contracting for or otherwise procuring contracts of assurance for customers or clients and others, having dealings with the company and to negotiate loans and investments;

To inquire and report to creditors upon the financial standing of persons, merchants, firms and corporations and to exchange amongst

l'interchange des renseignements relatif au crédit et à l'état des marchands;

Collecter les dettes et instruments négociables et tenir une agence générale de collection;

Se livrer à des entreprises et organisations commerciales; imprimer, préparer et publier aucun pamphlet, journal, magazine ou bulletin commercial; y acheter ou vendre de l'espace à publicité; et se livrer d'une manière générale aux affaires d'annonces et publicité;

Souscrire, acheter, vendre et trafiquer de parts, débentures, obligations et autres valeurs et titres d'aucun gouvernement, d'aucune corporation municipale, scolaire, compagnie industrielle ou autre, acheter et vendre des polices d'assurance-vie, des rentes et dotations émises par une corporation à ce dûment autorisée;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie de l'actif de la succession d'aucune corporation, compagnie, firme ou personne en faillite ou liquidation, le vendre ou autrement en disposer et liquider les affaires d'aucune telle corporation, compagnie, firme ou personne, assumer aussi la totalité ou aucune partie du passif et des obligations d'icelle;

Agir comme mandataires ou procureurs en transaction d'aucune affaire que la présente compagnie est autorisée à exercer, en gestion aussi de succession, vente de propriétés, placement et encaissement de deniers, loyers, dividendes, hypothèques, obligations, billets, bons et autres titres;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, brevets, octrois, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif ou se rapportant à aucune invention ou à aucun procédé paraissant propre à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible directement ou indirectement, à profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les droits, biens ou renseignements ainsi acquis;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété, de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelles moyennant le prix que la compagnie estimera convenable et spécialement pour des actions, débentures ou obligations d'aucune autre compagnie;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, nantir, vendre ou autrement aliéner les actions du capital, les obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie, sujet à la section 5985 de la loi des compagnies de Québec, 1920;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, aussi souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les remettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, acheter, louer ou autrement acquérir aucune entreprise semblable par nature;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre que la compagnie croira propre à la réalisation de ses objets ou d'aucun d'iceux;

subscribers informations as to the credit and standing of merchants;

To collect book accounts and negotiable instruments and to carry on a general collecting agency;

To engage in business developments and promotions; to print, prepare and issue any trade or other pamphlet, journal, magazine or bulletin, to buy or sell the advertising space therein and to carry on a general advertising and publicity business;

To underwrite, purchase, sell and deal in the stocks, debentures, bonds and other securities and obligations of any government, or of any municipal, school, industrial or other corporation or company and to purchase and sell life insurance policies, annuities and endowments, issued by a corporation duly authorized on that behalf;

To purchase or otherwise acquire all or any portion of the assets of the estate of any corporation, company, firm or person insolvent or in liquidation and to sell or otherwise dispose of the same and to wind up the business of any such corporation, company, firm or person and assume all or any portion of the liabilities and obligations thereof;

To act as agents or attorneys for the transaction of any business, which this company is authorized to carry on, also in the management of estates, the sale of property, the investment and collection of monies, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities;

To apply for or purchase or otherwise acquire, any patents, brevets d'invention, grants, licenses, leases, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information, as to any invention, which may seem calculated to benefit this company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, interest or information so acquired;

To sell, lease, or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular, for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To purchase or otherwise acquire, hold, pledge, sell, or otherwise dispose of shares of stock, bonds debentures, or other securities of any other company, subject to section 5985 of the Quebec Companies' Act, 1920;

To enter into any arrangement for sharing profits, or for a union of interests, with any person or company, now or hereafter carrying on, or engaged in any business of transaction, which this company is authorized to carry on or engage in and to take and otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To amalgamate with any other company, having objects similar to those of this company, or to purchase, lease or otherwise acquire any business similar in character;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, as the company may think conducive to the attainment of its objects or any of them;

Faire tous actes nécessaires à l'entreprise, à l'exercice et au perfectionnement d'aucune des affaires que la compagnie est autorisée à transiger, auxquelles elle peut s'adonner, qu'elle peut exercer, et pour tous services, devoirs, charges, percevoir et accepter toutes rétributions, charges et dépenses sanctionnées par la loi, l'usage et la contenance;

Les pouvoirs mentionnés dans ce paragraphe ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'iceux;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Finance Secretary, Inc.", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

637

C.-J. SIMARD.

"Robertson, Kennedy, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de février 1922, constituant en corporation: Walter Sealy Johnson, de Montréal, conseil du Roi, James Arthur Mathewson, de Montréal, avocat, et Ethel May Peirce, secrétaire, de Montréal, aux fins suivantes:

Fabriquer, assembler et parfaire, acheter, vendre, exporter et importer des articles innovés de toute espèce faits de métal, drap, en cellulose, caoutchouc, papier ou avec aucune substance, d'articles nouveaux de toute espèce servant à la publicité, sans exclure la fabrication, l'importation, l'exportation, en gros et au détail, de la matière première, ou parties d'iceles contribuant à la fabrication des dits articles; manufacturer, acheter, vendre et trafiquer, importer et exporter des montres, diamants, de la bijouterie, des parures, jouets, ballons- eux, articles de toilette, insignes, éponges, savons et objets de fantaisie de diverse sorte, et autre espèce d'effets et marchandises; manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de la ferronnerie, d'objets et articles spéciaux de tout genre connexe à la quincaillerie;

Acheter, vendre et autrement faire commerce d'effets, denrées et marchandises de toute catégorie et description quelconque, se livrer à un commerce général d'importation et d'exportation;

Manufacturer ou autrement produire ou trafiquer d'aucun des effets, denrées ou marchandises mentionnés dans le paragraphe précédent, avec toutes matières premières ou autres, pouvant servir sous ce rapport ou en former des parties constituantes, aussi acquérir, maintenir et activer les fabriques, ateliers ou usines dont on pourra avoir besoin en rapport avec ce qui précède;

Etablir, maintenir et gérer des magasins et entrepôts pour vendre tous les articles que la compagnie fabrique ou dont elle trafique, ainsi que tous autres effets, denrées ou marchandises dont on peut avantageusement faire commerce en rapport avec ce qui précède;

Exercer aucune autre industrie semblable ou

To do all acts necessary for the undertaking, carrying on and completing of any of the business, which the company is authorized to do, engage in and carry on and for all services, and duties, to charge, collect and receive all proper remuneration, legal, usual and customary, charges and expenses;

The powers in such paragraph are to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Finance Secretary, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of January, 1922.

C. J. SIMARD,

638

Assistant Provincial Secretary.

"Robertson, Kennedy, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1922, incorporating: Walter Sealy Johnson, King's Counsel; James Arthur Mathewson, barrister, and Ethel May Peirce, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, assemble and finish, buy, sell, export and import novelties of all kinds, whether consisting of metal, cloth, celluloid, rubber, paper, or any other material, and advertising novelties of all kinds, including the manufacture, importation, exportation, wholesale and retail, of the raw material or of the parts of which any of said articles may be made; to manufacture, buy, sell and deal in, import and export, watches, diamonds, jewellery ornaments, toys, toy balloons, toilet articles, badges, sponges, soaps and fancy articles of various kinds, and other kinds of merchandise and property; to manufacture, buy, sell and deal in hardware and hardware specialties and novelties of every kind;

To buy, sell and otherwise deal in goods, wares and merchandise of all kinds and descriptions whatsoever, and to carry on a general importing and exporting business;

To manufacture or otherwise produce or deal in any of the goods, wares or merchandise referred to in the foregoing paragraph, together with all materials, raw or otherwise, which may be used in connection therewith or form component parts thereof, and to acquire, maintain and operate factories, mills or plant which may be required in connection therewith;

To establish, operate and conduct shops and warehouses for the sale of all the articles manufactured and dealt in by the company and any other goods, wares or merchandise which may be advantageously dealt in connection therewith;

To carry on any other business of the same

de même nature, que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie, à les rendre profitable;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie ;

Conclure avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirables d'obtenir et exécuter, exercer, et se conformer, à ces arrangements, droits, privilèges et concessions et franchises ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son industrie, ou aucune partie d'iceux ;

Emettre des actions, actions-obligations, débentures, obligations et autres titres de la compagnie pour de l'argent, ou, après les avoir libérés, en paiement intégral ou partiel des biens, droits et avantages que la compagnie pourra acquérir, et des services rendus, à du travail fait pour, la compagnie, et en paiement ou satisfaction des dettes et obligations de la compagnie ;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer aucune industrie semblable à celle de la compagnie constituée aux présentes, organiser ou aider à organiser, et devenir actionnaire dans aucune telle compagnie, et accepter en paiement des services rendus ou organisant une ou plusieurs telles compagnies des actions, obligations et valeurs d'une ou plusieurs telles compagnies, aussi acheter les actions, obligations et valeurs d'une ou plusieurs telles compagnies et les détenir, vendre, nantir, réémettre avec ou dans garantie et autrement en trafiquer et disposer ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminé ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucune valeur de la compagnie, et particulièrement les actions, obligations, débentures ou titres d'aucune autre compagnie, appartenant à la compagnie, ou dont la compagnie peut disposer ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, et d'autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre, ou disposer de l'entreprise et de l'actif de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux moyennant le prix, que la compagnie trouvera convenables, et plus particulièrement des actions obligations ou débentures d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Faire toutes les choses précitées en aucune d'icelles comme principaux, agents entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

or a similar nature which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance or render more profitable any of the company's property or rights ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or to any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise or comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property or any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, or any part thereof ;

To issue shares, debenture stock, debentures, bonds and other securities of the company for cash, or after being previously made paid-up, in payment or in part payment of any property, rights and easements which may be acquired by the company, and for any services rendered and work done for the company and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or about to carry on any business similar to that of the company hereby incorporated, and to promote or assist in promoting and to become a shareholder in any such company, and to receive in payment for its services in promoting such company or companies the shares, bonds and securities of any such company or companies, and to purchase the shares, bonds and securities of any such company or companies, and to hold, sell, pledge, re-issue with or without guarantee and otherwise deal in and deal with the same ;

To invest the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in any other company belonging to the company, or which the company has power to dispose of ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other corporation having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets, ci-haut, sous le nom de "Robertson, Kennedy, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province.

691

C.-J. SIMARD.

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Robertson, Kennedy, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

692

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que la compagnie "Saint Francis Valley Railway Company, corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi lui accordant de nouveaux délais pour commencer et parachever la construction de son chemin de fer.

Montréal, 24 janvier 1922.

Les procureurs de "Saint Francis Valley Railway Company",

GEOFFRION, GEOFFRION &

413-4-4

PRUD'HOMME.

James Dance, docteur en chirurgie dentaire, de la cité et district de Montréal, donne par les présentes avis qu'il présentera, durant la session actuelle, un bill privé à l'effet d'autoriser le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen, le tout suivant permission dudit collège.

Montréal, 25 janvier 1922.

Les procureurs de James Dance.

LAVALLEE, DESMARAIS & DESERRES.

421-4-4

Avis est donné par les présentes que la compagnie dite "L'Entrepôt frigorifique St-Maurice, limitée—The St-Maurice Cold Storage, Ltd.", ayant son siège social dans la cité de Trois-Rivières, s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet de faire disparaître tous doutes sur les pouvoirs de la cité de Trois-Rivières de garantir les obligations émises par cette compagnie et de ratifier et confirmer, à toutes fins que de droit, le règlement 364 adopté aux fins susdites par la cité de Trois-Rivières, le 20 janvier 1919, tel qu'amendé par le règlement No 373, adopté le 2 septembre 1919.

Québec, 26 janvier 1922.

Les avocats de la requérante,

449-4-4

BEIQUE & BEIQUE.

CITÉ DE VERDUN.

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Ratification des règlements Nos 179 et 180 pour l'expropriation d'un certain lopin de terre connu comme étant une partie du lot No 4675 du cadastre de la paroisse de Montréal, pour ouverture de la rue Wellington, l'autorisation (a) d'emprunter de l'argent destiné à l'exécution de travaux

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the "Saint Francis Valley Railway Company", a body politic and corporate, having its chief office and place of business in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an act granting new delays for the commencement and completion of its railway.

Montreal, 24th January, 1922.

GEOFFRION, GEOFFRION &

414-4-4

PRUD'HOMME,

Attorneys for "Saint Francis Valley Railway Company".

James Dance, doctor in dental surgery, of the city and district of Montreal, hereby gives notice that he will present a private bill, during the present session, to the effect of authorizing the college of dental surgeons of the Province of Quebec, to admit him among their members after examination, the whole under permission of the said college.

Montreal, 25th January, 1922.

LAVALLEE, DESMARAIS & DESERRES,

Attorneys for James Dance.

422-4-4

Notice is hereby given that the company "L'Entrepôt frigorifique St-Maurice, limitée—The St-Maurice Cold Storage, Ltd.", having its head office in the city of Three Rivers, will apply to the Legislature, at its present session, for an act to the effect of putting and end to every doubt on the powers of the city of Three Rivers to guarantee the bonds issued by the said company and to ratify and confirm for all lawful purposes, the by-law No. 364 adopted to that effect by the city of Three Rivers, the 20th of January, 1919, as amended by the by-law No. 373, adopted the 2nd of September, 1919.

Quebec, 26th January, 1922.

BEIQUE & BEIQUE,

450-4-4

Attorneys for applicant.

CITY OF VERDUN.

The city of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session for amendments to its charter on the following matter, to wit:

Confirmation of by-laws Nos. 179 and 180 to expropriate a certain parcel of land known as part of lot No. 4675 cadastre parish of Montreal, to open Wellington street, authorisation (a) to borrow moneys to do permanent works in the streets of the city, upon written petition only

permanents dans les rues de la cité, à la demande écrite des seuls propriétaires d'immeubles sur lesdites rues, (b) la vente des propriétés immobilières appartenant à la cité, (c) l'adoption de règlement déterminant le genre de bâtisses pouvant être construites sur certaines rues, et à quelle distance de l'alignement des rues, les bâtisses peuvent être construites, (d) l'adoption de règlement exigeant que le propriétaire d'une bâtisse installe des soupapes d'égouts automatiques, (e) l'adoption de règlements imposant des taxes aux compagnies de services publics opérant dans la cité, l'autorisation de nommer un gérant, de fixer ses attributions et devoirs, la ratification d'une donation faite des lots 3402-10, 3402a-12 et 3267-48, et pour d'autres fins.

Montréal, 23 décembre 1921.

Les avocats de la cité de Verdun,
457-4-4 FAUTEUX & FAUTEUX.

of the proprietors of immovable along said streets, (b) to sell the immovable properties belonging to the city, (c) to adopt by-laws to regulate the kind of buildings on certain streets and to determine at what distance from the line of the streets buildings may be erected, (d) to adopt by-laws to require from the owner of any building to install automatic sewer valves, (e) to adopt by-laws imposing taxes on companies operating public utilities within the city, authorization to appoint a manager and to determine his attribution and duties, the ratification of the donation made of lots 3402-10, 3402a-12 and 3267-48, and for other purposes.

Montreal, 23rd December, 1921.

FAUTEUX & FAUTEUX,
458-4-4 Attorneys for the city of Verdun.

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

2623-21.

Québec, 9 février 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par un arrêté en date du 7 février 1922, d'ériger en municipalité scolaire distincte tout le canton de Launay, comté de Témiscamingue, sous le nom de "Launay". 631

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de York, comté de Gaspé, les lots C1, C2, C3, C4, de la partie est de Dean's Patent comprenant environ 255 acres, et de les annexer à la municipalité scolaire de Haldimand, même comté. 839-9-2

175-18

Québec, 24 février 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la ville de Grand'Mère, comté de Champlain, tout le territoire formant partie des lots Nos 1017 à 1022, inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Georges-de-Champlain, même comté; ce territoire faisant partie de ladite municipalité scolaire de Saint-Georges-de-Champlain, lors de son érection par arrêté du lieutenant gouverneur en Conseil, en date du 5 juin 1918. 815-9-2

2288-21

Québec, 25 février 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique du canton de Compton, comté de Compton, les lots Nos 18c, 18d, 19a et 20c du 4^{ème} rang du canton de Compton, et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de l'Assomption-de-Waterville, même comté. 813-9-2

957-19

Québec, 27 février 1922.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, le territoire suivant, savoir: les lots Nos 576 à 632, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, ainsi que leurs subdivisions; les lots étant pour la majeure partie inclus dans le territoire

2623-21.

Québec, February 9th, 1922.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 7th of February, 1922, to erect the whole of the township of Launay, county of Témiscamingue, into a separate school municipality, under the name of "Launay". 632

Application is made to detach from the school municipality of York, county of Gaspé, lots C1, C2, C3, C4, of the eastern part of Dean's Patent comprising about 255 acres, and annex them to the school municipality of Haldimand, same county. 840-9-2

175-18

Québec, 24th February, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of the town of Grand'Mère, county of Champlain, all the territory forming part of the lots Nos 1017 to 1022, inclusive, of the official plan and book of reference of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, and to annex them to the school municipality of Saint-Georges-de-Champlain, same county; this territory forming part of the said school municipality of Saint-Georges-de-Champlain, when erected by Order in Council of the Lieutenant Governor, dated 5th June, 1918. 816-9-2

2288-21

Québec, 25th February, 1922.

Application is made to detach from the Catholic School municipality of the township of Compton, county of Compton, the lots Nos 18c, 18d, 19a and 20c of the fourth range of the township of Compton, and to annex them to the Catholic school municipality of l'Assomption-de-Waterville, same county. 814-9-2

957-19

Québec, 27th February, 1922.

Application is made to erect into a distinct school municipality, for Catholics only, the following territory, to wit: the lots Nos 576 to 632, inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, and their subdivisions; the said lots being for the greater part included in the territory of the town

de la ville de Mont-Royal et pour la balance dans la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent.

La future municipalité scolaire sera désignée sous le nom de Mont-Royal. 817—9-2

of Mont-Royal and for the balance in the municipality of the parish of Saint Laurent.

The future school municipality shall be designated under the name of Mont-Royal. 818—9-2

Département du trésor

Treasury Department

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ CHARITABLE.

NOTICE OF FORMATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "Montreal Ex-Fighting Mens Association" a été autorisée par un ordre en conseil portant le numéro 309, approuvé par le lieutenant-gouverneur le dix-huitième jour de février 1922.

Le but de ladite société est déclaré être: de pourvoir, au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public à l'assistance et au soutien des ex-soldats des forces de Sa Majesté qui ont servi durant la grande guerre de 1914-18 dans les différentes branches du service, et qui, pour cause de chômage, maladie ou autres circonstances malencontreuses ont besoin de tels assistance ou soutien.

Le siège principal de ladite société est fixé dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce vingt-troisième jour de février 1922.

Le surintendant des assurances,

F. L. MONCK.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Branche des assurances,

Département du Trésor, Québec. 829

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance Mutuelle de Montréal contre le feu" (Montreal Mutual Fire Insurance Company) ayant été établie aux termes des articles 6840 et suivants, paragraphe II, section XXII, chap. III, titre XI, des Statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, ladite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des demandes d'assurance et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe II de ladite section, peut légalement transiger, suivant les affaires mentionnées dans son état à l'inspecteur, savoir: l'assurance mutuelle contre le feu sur les risques isolés et commerciaux.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce vingt-neuvième jour de décembre 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 615—6-2

Notice is hereby given that the formation of charitable association under the name of "Montreal Ex-Fighting Mens Association" has been authorized by an Order in Council bearing the number 309, approved by the Lieutenant-Governor the eighteenth day of February, 1922.

The purposes of the said association are stated to be: to make provisions by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public for the assistance and relief of the ex-soldiers of His Majesty's Forces who served during the great war 1914-18 in any of the various branches of the service, and who, through unemployment, sickness or other untoward circumstances are in need such assistance or relief.

The head office of the said association is fixed in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty third day of February, 1922.

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec. 830

Notice is hereby given that the "Compagnie d'Assurance Mutuelle de Montréal contre le feu" (Montreal Mutual Fire Insurance Company) has been established in conformity with articles 6840 and following, sub-section II, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact all the business that a mutual fire insurance company authorized in virtue of sub-section II of the said section, may lawfully do in respect to the kind of business mentioned in their statement to the inspector, namely: mutual fire insurance on isolated risks and commercial risks.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-ninth day of December 1921.

For the treasurer of the Province of Quebec.

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec. 616—6-2

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles 1908, M. C. F. Millard, cultivateur, de Noyan, comté de Missisquoi, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "The

Notice is hereby given that under the Act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. C. F. Millard, farmer, of Noyan, county of Missisquoi, and others, have formed a co-operative agricultural association under the

Noyan Co-operative Agricultural Association", avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de Noyan, comté de Missisquoi.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le soussigné autorise la formation de cette société.

Le ministre de l'agriculture,

JOS.-ED CARON.

Daté à Québec, le 20 février 1922. 723

Avis est par la présente donné que la "Société Coopérative des Eleveurs de Volailles de Race Pure de Saint-Hyacinthe" a obtenu l'autorisation de changer son nom en celui de "Association Avicole de Saint-Hyacinthe", sous lequel elle sera désignée à l'avenir.

Le ministre de l'agriculture,

JOS.-ED CARON.

Québec, 20 février 1922. 725

Avis est par la présente donné que la "Société Coopérative d'Achats d'Engrais Chimiques simples de Lambton" a obtenu l'autorisation de changer son nom en celui de "Société Coopérative agricole de Saint-Vital-de-Lambton", sous lequel elle sera désignée à l'avenir.

Le ministre de l'agriculture,

JOS.-ED CARON.

Québec, 20 février 1922. 727

Avis public concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la municipalité de Sweetsburg, comté de Missisquoi.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Missisquoi, sous le nom de "Cercle agricole de la municipalité de Sweetsburg", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles (art. 1859 et suivants).

Le ministre de l'agriculture,

JOS.-ED CARON.

Québec, 21 février 1922. 795

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Léon Therriault, cultivateur, de l'Isle Verte, comté de Témiscouata, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Coopérative des beurriers de Témiscouata", avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de l'Isle Verte, comté de Témiscouata.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le soussigné autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 20 février 1922.

Le ministre de l'agriculture,

721 JOS.-ED CARON.

name of "The Noyan Co-operative Agricultural Association" with its chief place of business in the parish of Noyan, in the county of Missisquoi.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 20th February, 1922.

JOS.-ED CARON,

Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the "Société Coopérative des Eleveurs de Volailles de Race Pure de Saint-Hyacinthe" was granted the authorization to change its name to that of "Association Avicole de Saint-Hyacinthe" under which name it will be known in the future.

JOS.-ED CARON,

Minister of Agriculture.

Quebec, 20th February, 1922. 726

Notice is hereby given that the "Société Coopérative d'Achats d'Engrais Chimiques simples de Lambton" was granted the authorization to change its name to that of "Société Coopérative agricole de Saint-Vital-de-Lambton" under which name it will be known in the future.

JOS.-ED CARON,

Minister of Agriculture.

Quebec, 20th February, 1922. 728

Public notice respecting the organization of a farmers club in the municipality of Sweetsburg, county of Missisquoi.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a farmers' club in the county of Missisquoi, under the name of "Farmers' Club of the Municipality of Sweetsburg" which is hereby incorporated in accordance with the law respecting farmers' clubs (art. 1859 and following).

JOS.-ED CARON,

Minister of Agriculture.

Quebec, 21st February, 1922. 796

Notice is hereby given that under the Act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Léon Therriault, farmer, of the parish of L'Isle Verte, county of Témiscouata, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Coopérative des Beurriers de Témiscouata", with its chief place of business in the parish of L'Isle Verte, county of Témiscouata.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, February 20th, 1922.

JOS.-ED CARON,

Minister of Agriculture.

722

Avis public concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la paroisse de Saint-Marc, comté de Témiscamingue.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Témiscamingue, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de Saint-Marc", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles. (art. 1859 et suivants).

Le ministre de l'agriculture,

JOS.-ED CARON.

Québec, 16 février 1922.

693

Public notice respecting the organization of a farmers' club in the municipality of the township of Gore, in the county of Argenteuil.

Public notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a farmers' club in the county of Argenteuil, under the name of "Farmers' Club of the municipality of the township of Gore", which is hereby incorporated, pursuant to the law respecting farmers' clubs. (art. 1859 and following).

JOS.-ED CARON,

Minister of Agriculture.

Quebec, February 16th, 1922.

694

Avis public concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la municipalité du canton Gore, dans le comté d'Argenteuil.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté d'Argenteuil, sous le nom de "Cercle agricole de la municipalité du canton Gore", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles. (art. 1859 et suivants).

Le ministre de l'agriculture,

JOS.-ED CARON.

Québec, 16 février 1922.

695

Public notice respecting the organization of a farmers' club in the parish of Saint-Marc, county of Temiscamingue.

Public notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a farmers' club in the county of Temiscamingue, under the name of "Farmers' Club of the parish of Saint-Marc", which is hereby incorporated, pursuant to the provisions of the law respecting farmers' clubs. (Art. 1859 and following).

JOS.-ED CARON,

Minister of Agriculture.

Quebec, February 16th, 1922.

696

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4702.

Dame Rosa Goldberg de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de Benny Schwartz alias Banny Shvartz, du même lieu, marchand de fourrures, dument autorisée à ester en justice par un jugement de cette Cour, demanderesse; vs Benny Schwartz alias Banny Shvartz, de Montréal, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 3ième jour de février mil neuf cent vingt-deux.

Le procureur de la demanderesse,

627-7-5 GEORGE L. A. ALEXANDER.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 596.

Dame Julia Portugais, de la cité de Québec, épouse de Ludger Turcotte, marchand, demanderesse; vs ledit Ludger Turcotte, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Québec, 9 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

GALIPEAULT, ST-LAURENT,

641-7-5 GAGNE & DEVLIN.

Avis public est par le présent donné que sous le numéro neuf cent quatre-vingt-seize (996) Cour supérieure, Saint-Hyacinthe, Dame Angéline Tremblay, épouse de Charles Nassif, marchand, des cité et district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué contre son dit époux une action en séparation de biens.

Saint-Hyacinthe, 13 février 1922.

L'avocat de la demanderesse,

659-9-5 J.-O. BEAUREGARD.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4702.

Dame Rosa Goldberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Benny Schwartz alias Banny Shvartz, of the same place, furrier, and duly authorized to *ester en justice* by a judgment of this Honourable Court, plaintiff; vs Benny Schwartz alias Banny Shvartz, of the city and district of Montreal, furrier, defendant.

An action in separation of property has been instituted against the defendant on the 3rd of February, one thousand nine hundred and twenty two.

GEORGE L. ALEXANDER,

628-7-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 596.

Mrs Julia Portugais, of the city of Quebec, wife of Ludger Turcotte, merchant, plaintiff; vs the said Ludger Turcotte, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

Quebec, February 9th, 1922.

GALIPEAULT, ST-LAURENT,

GAGNE & DEVLIN,

642-7-5 Attorneys for plaintiff.

Public notice is hereby given that under the number nine hundred and ninety six (996), Superior Court, Saint-Hyacinthe, Dame Angelina Tremblay, wife of Charles Nassif, merchant, of the city and district of Saint Hyacinthe, has, this day, instituted against her said husband an action for separation as to property.

Saint Hyacinthe, February 13th, 1922.

J. O. BEAUREGARD,

660-9-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 3606.

Dame Marie-Mélinda Paquet, épouse de Joseph-Ozéa Lehouillier, marchand, de Dupuy, demanderesse; vs ledit Joseph-Ozéa Lehouillier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur le dix-septième jour de janvier 1922.

Québec, 8 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,

ALBERT GRENIER.

Vraie copie,

Le procureur de la demanderesse,

ALBERT GRENIER.

755—9-5

Province of Quebec, district of Quebec, superior Court, No. 3606.

Dame Marie Mélinda Paquet, wife of Joseph Ozéa Lehouillier, merchant, of Dupuy, plaintiff; vs the said Joseph Ozéa Lehouillier, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant on the 17th of January, 1922.

Quebec, 8th February, 1922.

ALBERT GRENIER,

Attorney for plaintiff.

True copy,

ALBERT GRENIER,

Attorney for plaintiff.

756—9-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6188. Anathalie Bélanger, épouse commune en biens de Lorédan Rodrigue, cultivateur, de la paroisse de Saint-Cyprien, demanderesse; vs Lorédan Rodrigue, du même lieu, défendeur.

Le défendeur est actuellement poursuivi par action du 23 février courant (1922) en séparation de biens.

Saint-Joseph, Beauce, 27 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

851—9-2

BOUFFARD & BOUFFARD.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6188.

Anathalie Belanger, wife common as to property of Lorédan Rodrigue, farmer, of the parish of Saint-Cyprien, plaintiff; vs Lorédan Rodrigue, of the same place, defendant.

The defendant is presently sued by action for separation as to property has entered against the defendant on the 23rd of February instant (1922).

Saint-Joseph, Beauce, February 27th, 1922.

BOUFFARD & BOUFFARD,

Attorneys for plaintiff.

852—9-2

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2359.

Dame Dina Provost, de Québec, épouse commune en biens de P.-D. Manseau, aussi de Québec, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs P.-D. Manseau, de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Québec, 11 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,

563—6-5

J.-M. GUERARD.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2359.

Dame Dina Provost, of Quebec, wife common as to property of P. D. Manseau, also of Quebec, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs P. D. Manseau, of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

Quebec, 11th January, 1922.

J. M. GUERARD,

Attorney for plaintiff.

564—6-5

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4129.

Mary Ann Todd, du canton de Godmanchester, dit district, épouse commune en biens de Peter Stark, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Valleyfield, 4 février 1922.

L'avocat de la demanderesse,

577—6-5

ARMAND LONGTIN.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4129.

Mary Ann Todd, of the township of Godmanchester, said district, wife of Peter Stark, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

Valleyfield, 4th February, 1922.

ARMAND LONGTIN,

Attorney for plaintiff.

578—6-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1111.

Dame Eugénie Lafontaine, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Euclide Pérusse, barbier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Euclide Pérusse, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le sixième jour de février mil neuf cent vingt-deux.

Montréal, 7 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

GAUTHIER, BEAUREGARD & PELLETIER.

595—6-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1111.

Dame Eugénie Lafontaine, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Euclide Perusse, barber, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Euclide Perusse, of the same place defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the sixth day of February, one thousand nine hundred and twenty two.

Montréal, 7th February, 1922.

GAUTHIER, BEAUREGARD,

& PELLETIER,

Attorneys for plaintiff.

596—6-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2015.

Bessie Deitcher, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Sam Barbas, regrattier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice selon la loi, demanderesse, vs Sam Barbas, regrattier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce 9 février 1922.

Montréal, le 9 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,
617—6-5 LYON-W. JACOBS.

Cour Supérieure, No 8.

Mary Hirtz, épouse commune en biens de Max Knoff, de la cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice; vs Max Knoff, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée ce 5 janvier 1922.

Les avocats de la demanderesse,
475—5-5 BUDYK & BUDYK.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 1214.

Dame Bertha Louise Pow, de la cité de Granby, district de Bedford, épouse de Frederick Hutchins, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs ledit Frederick Hutchins, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Sweetsburg, 10 janvier 1922.

Les avocats de la demanderesse,
491—5-5 GIROUX & GIROUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3763.

Dame Alida Coutu, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Alexandre Roberge, marchand, du même lieu, étant dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Alexandre Roberge, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 23 janvier 1922.

Montréal, le 30 janvier 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
507—5-5 PATENAUDE, MONETTE,
FILION & BOYER.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7686.

Dame Alphonsine Chamberland, de Sainte-Angèle-de-Mérici, dûment autorisée, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Alfred Gagnon, du même lieu, cultivateur.

Rimouski, 1er février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
543—5-5 ASSELIN & SIMARD.

Canada, province de Québec, district de Beauce, dans la Cour supérieure, No 6145. Dame Lucie Thibodeau, épouse commune en biens de Vital Roy, de Saint-Joseph-de-Beauce, demanderesse; vs ledit Vital Roy, commerçant et cultivateur, de Saint-Joseph-de-Beauce, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 2 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,
551—5-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2015.

Bessie Deitcher, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Sam Barbas, junk dealer, of the same place, and duly authorized to *ester en justice* according to law, plaintiff; vs Sam Barbas, junk dealer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this matter this 9th day of February 1922.

Montreal, February, 9th, 1922.

LYON W. JACOBS,
618—6-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, No. 8.

Mary Hirtz, wife common as to property of Max Knoff, of the city of Montreal, duly authorized to *ester en justice*; vs Max Knoff of the same place.

An action in separation as to property has been instituted this 5th day of January, 1922.

BUDYK & BUDYK,
476—5-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 1214.

Dame Bertha Louise Pow, of the city of Granby, district of Bedford, wife of Frederick Hutchins, of the same place, farmers, plaintiff; vs the said Frederick Hutchins, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Sweetsburg, 10th January, 1922.

GIROUX & GIROUX,
492—5-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3763.

Dame Alida Coutu, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Alexandre Roberge, merchant, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Alexandre Roberge, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 23rd of January, 1922.

Montreal, 30th January, 1922.

PATENAUDE, MONETTE,
508—5-5 FILION & BOYER,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7686.

Dame Alphonsine Chamberland, of Sainte-Angèle-de-Mérici, duly authorized, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, Alfred Gagnon, of the same place, farmer.

Rimouski, 1st February, 1922.

ASSELIN & SIMARD,
544—5-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court, No. 6145. Dame Lucie Thibodeau, wife common as to property of Vital Roy, of Saint-Joseph-de-Beauce, plaintiff; vs the said Vital Roy, trader and farmer, of Saint-Joseph-de-Beauce, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 2nd February, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,
552—5-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province of Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 206.

Dame Eva Byrd, de la ville de Richmond, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, épouse de George E. Dyson, contracteur, du même lieu, demanderesse; vs George E. Dyson, de la ville de Richmond, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-huitième jour de décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
J.-V. D'ARTOIS.

Sherbrooke, ce 24ième jour de janvier 1922.
445—4-5

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 206.

Dame Eva Byrd, of the town of Richmond, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice*, wife of George E. Dyson, contractor, of the same place, plaintiff, vs George E. Dyson, of the town of Richmond, district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-eighth day of December, 1921.

J. V. D'ARTOIS,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, January 24th, 1922.
446—4-5

Province of Québec, district de Montréal, dans la Cour supérieure, No 1896.

Dame Joséphine Currier, épouse de Olivier Campeau, rentier, des cités et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Olivier Campeau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19ième jour de janvier 1922.

Montréal, ce 23 janvier 1922.
Les procureurs de la demanderesse,
367—4-5 BLAIN & SIMARD.

Province of Quebec, district of Montréal, in the Superior Court, No. 1896.

Dame Joséphine Currier, wife of Oliver Campeau, annuitant, of the city and district of Montréal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Olivier Campeau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 19th day of January, 1922.

Montreal, January 23rd, 1922.
BLAIN & SIMARD,
Attorneys for plaintiff.

Province of Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2815.

Dame Bertha Mercil, épouse commune en biens de Louis-Joseph Papineau, voyageur de commerce, des cités et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Louis-Joseph Papineau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise en cette cause le 21 janvier 1922.

Montréal, 21 janvier, 1922.
Les procureurs de la demanderesse,
383—4-5 PERRON, TASCHÉREAU,
RINFRET, VALLEE & GENEST.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2815.

Dame Bertha Mercil, wife common as to property of Louis Joseph Papineau, traveler, of the city and the district of Montreal, duly authorized to sue, plaintiff; vs the said Louis Joseph Papineau, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on the 21st of January, 1922.

Montreal, 21st January, 1922.
PERRON, TASCHÉREAU, RINFRET,
VALLEE & GENEST,
Attorneys for plaintiff.

Province of Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1858.

Najla George Kouri, de la cité et du district de Montréal, épouse de George Anna Jazzar, du même lieu, marchand, demanderesse; vs ledit George Anna Jazzar, défendeur.

La demanderesse, dûment autorisée par un juge de cette Cour, a intenté, ce jour, une action contre le défendeur, en séparation de biens.

Montréal, 13 janvier 1922.
Le procureur de la demanderesse,
43 immeuble Duluth, Montréal. 233—3-5 R. STANLEY WEIR.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1858.

Najla George Kouri, of the city and district of Montreal, wife of George Anna Jazzar, of the same place, merchant, plaintiff; vs the said George Anna Jazzar, defendant.

The plaintiff, duly authorized thereto by a judge of this Court, has, this day, instituted an action against defendant for separation as to property.

Montreal, 13th January, 1922.
R. STANLEY WEIR,
Attorney for plaintiff.
43 Duluth building, Montreal. 234—3-5

Canada, province of Québec, district de Beauce, Cour supérieure.

Dame Sara Gosselin, épouse commune en biens de Richard Lessard, du Sacré-Cœur-de-Jésus, district de Beauce, demanderesse; vs ledit Richard Lessard, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-septième jour de janvier 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 17 janvier 1922.
Le procureur de la demanderesse,
239—3-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court.

Dame Sara Gosselin, of Sacré-Cœur-de-Jésus, wife of Richard Lessard, of the same place, plaintiff; vs the said Richard Lessard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the seventeenth January, 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 17th January, 1922.
ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for plaintiff.
240—3-5

Action en séparations de corps et de biens

Province de Québec, district de Montcalm,
Cour supérieure, No 886.

Aurore Champagne, épouse séparée de biens
de Joseph-E. Cloutier, industriel, de Terre-Haute,
district de Montcalm, a intenté contre son époux,
le 31 janvier 1922, une action en séparation de
corps.

Mont-Laurier, 1er février 1922.

L'avocat de la demanderesse,
547-5-5 ERNEST CHARETTE.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montcalm,
Superior Court, No. 886.

Aurore Champagne, wife separated as to
property of Joseph E. Cloutier, lumber merchant,
of Terre Haute, district of Montcalm, has taken
against the said Joseph E. Cloutier, the 31st
January, 1922, an action in separation from bed
and board.

Mont-Laurier, 1st February, 1922.

ERNEST CHARETTE,
548-5-5 Solicitor for plaintiff.

Assemblée

L'assemblée générale annuelle des actionnaires
de la "Canada & Gulf Terminal Company" aura
lieu au siège social de la compagnie, 602 immeuble
"McGill", à Montréal, mardi, le 14 mars
1922, à 3 hrs p.m., pour entendre le rapport annuel
de la compagnie, élire le conseil d'administration
et transiger toute autre affaire soumise
à l'assemblée.

Par ordre du conseil,

729

Le secrétaire-trésorier,
E. M. HOCTOR.

Meeting

The annual general meeting of the shareholders
of the Canada & Gulf Terminal Railway Com-
pany will be held at the head office of the com-
pany, 602 McGill building, Montreal, on Tues-
day, March 14th, 1922, at 3.00 P. M., for the
purpose of receiving the annual report of the
company, the election of the board of directors
and the transaction of any other business which
may be brought before the meeting.

By order of the board,

730

E. M. HOCTOR,
Secretary-Treasurer.

Avis divers

GAGNON AUTOMOBILE, LIMITÉE.

*Règlement No 2 décrétant l'augmentation du nombre
des directeurs*

Adopté le 3 février 1922

Attendu qu'il est opportun d'augmenter le
nombre des directeurs de trois à cinq;

En conséquence, les directeurs de Gagnon
Automobile, limitée, décrètent ce qui suit:

1. L'article 10 du règlement No 1 concernant
la régie interne de la compagnie est amendé en
remplaçant le mot "trois" par le mot "cinq" dans
la première ligne de cet article.

(Signé) J.-A. TREMBLAY, président,
RAY. BELLEAU, secrétaire.

Je, soussigné, secrétaire de Gagnon Automobi-
le, limitée, certifie que ce qui précède est une
copie exacte et véritable du règlement No 2
adopté par le bureau de direction de cette com-
pagnie le trois février mil neuf cent vingt-deux
et approuvé par le vote des actionnaires repré-
sentant plus des deux tiers en valeur du capital,
à une assemblée générale spéciale, dûment con-
voquée à cet effet et tenue le trois février mil
neuf cent vingt-deux.

Chicoutimi, le 9 février 1922.

Le secrétaire,
625 RAY. BELLEAU.

Attendu qu'il est opportun d'augmenter à
cinq le nombre des directeurs de la compagnie, il
est statué et décrété ce qui suit, savoir: Le nom-
bre des directeurs de la compagnie sera à l'avenir
de cinq au lieu de trois, et le présent règlement
sera mis en vigueur seulement lorsqu'il aura été

Miscellaneous Notices

GAGNON AUTOMOBILE, LIMITEE.

*By law No. 2 enacting the increase of the number
of directors.*

Adopted on the 3rd of February, 1922.

Whereas it is expedient to increase the number
of directors from three to five;

Therefore, the directors of Gagnon Automobi-
le, limitée, enact as follows:

1. The article 10 of by-law No. 1 respecting
the internal management of the company is
amended by replacing the word "three" by the
word "five" in the first line of the said article.

(Signed) J. A. TREMBLAY, president,
RAY. BELLEAU, secretary.

I, the undersigned, secretary of "Gagnon
Automobile, limitée, certify that the foregoing
is a true and exact copy of by-law No. 2 adopted
by the board of directors of the said company
on the 3rd of February, 1922, and approved by
the vote of shareholders representing more than
two thirds in value of the capital, at a special
general meeting duly called for such purpose and
held on the 3rd of February, 1922.

Chicoutimi, the 9th day of February, 1922.

RAY. BELLEAU,
626 Secretary.

Whereas it is expedient to increase to five the
number of the directors of the Company, it is
decreed and enacted as follows, to wit: The
number of directors of the company shall in future
be five instead of three, and the present by-law
shall come into force only after having been ap-

approuvé par les deux tiers des actionnaires convoqués à une assemblée spéciale à cet effet et publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Je soussigné, secrétaire-trésorier de la compagnie garage Drolet de Granby, limitée, certifie que le règlement ci-dessus a été adopté par les directeurs de la dite compagnie à leur assemblée tenue le 17 janvier 1922 et qu'il a été approuvé et ratifié par tous les actionnaires à une assemblée spéciale tenue le même jour.

Le secrétaire-trésorier,
879 A. SICOTTE.

THETFORD COUNTRY CLUB, INC.

Règlement diminuant le nombre des directeurs de cinq à trois

REGLEMENT No 18

Attendu qu'il a été jugé à propos de diminuer le nombre des directeurs de cinq à trois :

Qu'il soit statué :

Que le règlement suivant à être connus sous le No 18 des règlements de la compagnie soit par les présentes adopté comme règlement de la compagnie, ledit règlement devant se lire comme suit :

"Le règlement No 9 des règlements de la compagnie est par les présentes abrogé et remplacé par le suivant :

Que les affaires de la compagnie soient administrées par un conseil de trois directeurs, dont deux formeront quorum."

Je, soussigné, secrétaire-trésorier du "Thetford Country Club, Inc.", certifie par les présentes que la précitée est une copie exacte et authentique du règlement No 18 des règlements de la compagnie, adopté à une assemblée des directeurs de ladite compagnie, dûment convoquée et tenue dans la cité de Montréal, le 6 janvier 1922, et dûment approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée et tenue à la même date et au même endroit pour étudier ledit règlement, à laquelle dite assemblée se trouvaient cinq actionnaires porteurs de cinq actions du capital à une part chacun et représentant tout le capital émis et souscrit de la compagnie; et ledit règlement a été unanimement approuvé par lesdits actionnaires.

En foi de quoi ma signature et sceau corporatif de la compagnie apposé, dans la cité de Montréal, le 25 janvier 1922.

(L.S.) Témoin,
873 W. C. NICHOLSON, J. B. HENEY.

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295a des Statuts refondus, 1909, que M. Joseph Gosselin, de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon, dans le comté de Dorchester, se propose de faire approuver un barrage déjà construit sur le cours d'eau "Rivière Rower", traversant le lot portant le numéro 391 du second rang, canton Standon.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement où le barrage est construit, a été transmise au ministre des terres et forêts et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement, de la division d'enregistrement du comté de Dorchester.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant

proved by the two-thirds of the shareholders called at a special meeting for that purpose and published in the *Quebec Official Gazette*.

I, the undersigned, secretary-treasurer of the company Garage Drolet de Granby, Limitée, certify that the above by-law has been adopted by the directors of the said company at their meeting held on the 17th of January, 1922, and approved and ratified by all the shareholders at a special meeting held the same day.

A. SICOTTE, 880 Secretary-Treasurer.

THETFORD COUNTRY CLUB, INC.

By-law decreasing number of directors from five to three.

BY-LAW No. 18.

Whereas it is deemed advisable to decrease the number of directors from five to three :

Now therefore be it resolved :

That the following by-law to be known as "No. 18" of the company's by-laws, be and it is hereby enacted as a by-law of the company, the said by-law reading as follows :

"By-law No 9 of the company's by-law is hereby repealed and replaced by the following :

That the affairs of the company shall be managed by a board of three directors of whom, two shall form a quorum."

I, the undersigned, secretary-treasurer of "Thetford Country Club, Inc.", do hereby certify that the above is a true and correct copy of by-law No. 18 of the company's by-laws, enacted at a meeting of the directors of the said company, duly called and held at the city of Montreal, on the 6th day of January, 1922, and duly approved at a special general meeting of the shareholders duly called and held on the same date and at the same place for the purpose of considering the said by-law, which said meeting was attended by five shareholders holding five shares of stock one share each and representing all the issued and subscribed capital stock of the company; and the said by-law was unanimously approved by said shareholders.

Witness my signature and the corporate seal of the company at the city of Montreal this 25th day of January, 1922.

(L.S.) Witness,
874 W. C. NICHOLSON, J. B. HENEY.

Public notice is hereby given that pursuant to article 7295a of the Revised Statutes, 1909, Mr. Joseph Gosselin, of the parish of Saint-Léon-de-Standon, in the county of Dorchester, intends to obtain approval for a dam already erected on the water course "Rower River" crossing the lot bearing the number 391 of the second range of the township of Standon.

Notice is further given that a petition to that effect, accompanied by the plan and specification showing the site where the dam is erected has been transmitted to the minister of Lands and Forests and a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the county of Dorchester.

The application contained in the petition will be considered on or after the day following the

la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Les procureurs du requérant,
ROY, LANGLAIS, LANGLAIS &
349-45 GODBOUT.

date of the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

ROY, LANGLAIS, LANGLAIS &
350-45 GODBOUT,
Attorneys for applicant.

Bureaux-chef

GAGNON AUTOMOBILE, LIMITÉE

Avis est par le présentes donné que "Gagnon Automobile, limitée", constitué en corporation par lettres patentes accordées le 23 décembre 1921, et ayant le siège principal de ses affaires en la ville de Chicoutimi, a établi son bureau ou domicile légal dans la bâtisse appartenant à la Compagnie Tremblay-Simard, limitée, en la ville de Chicoutimi, rue Racine. Cette bâtisse est érigée sur le lot 317 du cadastre de cette ville.

Cet avis est donné en conformité de l'article 5976 de la Loi des compagnies de Québec, 1920. Donné à Chicoutimi, ce neuf février mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire,
623 RAY. BELLEAU.

Province de Québec, District de Montréal.

Avis est par les présentes donné que McNiece & Orchard, Limited, compagnie constituée en corporation par lettres-patentes du 16 janvier 1922, et dont la principale place d'affaires est dans la cité de Montréal, a établi son siège social dans ladite cité de Montréal, au No 774 Sainte-Catherine Ouest.

De la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal ce troisième jour de mars mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire,
875 R. H. MELDRUM.

Chief Offices

GAGNON AUTOMOBILE, LIMITEE

Notice is hereby given that "Gagnon Automobile, limitée", incorporated by letters patent granted on the 23rd day of December, 1921, and having its principal place of business in the town of Chicoutimi, has established its office or legal domicile in the building belonging to "La Compagnie Tremblay-Simard, limitée", in the town of Chicoutimi, on Racine street. Said building being erected on the No. 317 of the official cadastre of the said town.

This notice is given pursuant to the provisions of article 5976 of the Companies' Act, 1920. Given at Chicoutimi, this 9th day of February, 1922.

RAY. BELLEAU,
624 Secretary.

Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that McNiece & Orchard, Limited, a company incorporated by Quebec letters patent dated the 16th day of January, 1922, and having its principal place of business in the city of Montreal, has established its head office in the said city of Montreal, at No. 774 Saint Catherine street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this third day of March, nineteen hundred and twenty-two.

R. H. MELDRUM,
876 Secretary.

Chartes :—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Chatham Steamship Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 mai 1916.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "The Chatham Steamship Company, Limited", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 21ème jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
747 C.-J. SIMARD.

"WELLS, LIMITED"

Avis est par le présent donné, selon l'article 5973a des S. R. Q., que la présente compagnie demandera au lieutenant-gouverneur en Conseil l'autorisation de renoncer à la charte de la compagnie.

Le secrétaire,
689 HAROLD E. WALKER.

Charters :—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973a, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Chatham Steamship Company, Limited" incorporated by letters patent dated the 2nd of May, 1916.

Notice is also given that from and after the date of the publication of the present notice "The Chatham Steamship Company, Limited" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,
748 Assistant Provincial Secretary.

"WELLS, LIMITED"

Notice is hereby given as required by article 5973a R. S. Q., that an application will be made on behalf of this company to the Lieutenant Governor in Council for leave to surrender the company's charter.

HAROLD E. WALKER,
690 Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Steamer Marion W. Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 avril 1916.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "Steamer Marion W. Limited", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 21ème jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province.
749 C.-J. SIMARD.

OUTREMONT APARTMENTS, LIMITED.

Avis est par les présentes donné que cette compagnie s'adressera au lieutenant-gouverneur en Conseil, de cette province, pour permission d'abandonner sa charte; cette dite compagnie ayant discontinué ses opérations depuis le 5 février 1921.

Montréal, 18 février 1922.

L'ex-président de la compagnie.
805 W. H. HOWARD.

Compagnies autorisées à faire des affaires

La compagnie "Canadian Holt Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Morley R. Milne de Montréal, 1105 rue Sainte-Catherine-Ouest.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 10 février 1922.

La compagnie "The Ellis Adding Typewriter Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à 189 rue Saint-Jacques, Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Thomas J. McCartan, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
Québec, 11 février 1922. 647

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973a, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Steamer Marion W. Limited" incorporated by letters patent dated the 13th of April, 1916.

Notice is also given that from and after the date of the publication of the present notice, the said company "Steamer Marion W. Limited" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary. 750

OUTREMONT APARTMENTS, LIMITED

Notice is hereby given that an application will be made to the Lieutenant-Governor in Council, for permission to abandon the charter of this company; the said company having discontinued its operations since February 5th, 1921.

Montreal, February 18th, 1922.

W. H. HOWARD,
Ex-president of the company. 806

Companies licensed to do business

The company "Canadian Holt Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Morley R. Milne, of Montreal, 1105, Saint Catherine street West, Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 10th February, 1922.

The "Ellis Adding Typewriter Company" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at 189 Saint James street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Thomas J. McCartan, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 11th February, 1922. 648

ELECTION : Etat des dépenses

Canada, province de Québec, comté de Richmond.

Je, soussigné, Percy Clare Duboyce, agent officiel de l'honorable Jacob Nicol, C. R., candidat à l'élection partielle dudit comté, tenue le quinzième jour de décembre mil neuf cent vingt un;

Déclare, par les présentes, sous serment, que les items suivants sont les seuls comptes et frais faits par ledit honorable Jacob Nicol, pendant son élection, à savoir:

Times-Guardian, impression des lettres circulaires aux délégués et avis de convention.....	\$10.15
Ville de Richmond, loyer, salle de convention.....	10.00
Frais, téléphone longue distance.....	4.85

Total.....\$25.00

Les pièces justificatives sont annexées aux présentes.

Et j'ai signé dans ladite ville de Richmond, ce onzième jour de février mil neuf cent vingt-deux.

P.-C. DUBOYCE.

Assermenté, juré et contrôlé devant moi, ce treize février 1922.

W. J. EWING,

665

Officier rapporteur.

ELECTION : Statement of costs

Canada, Province of Quebec, county of Richmond.

I, the undersigned Percy Clare Duboyce, official agent for the Honourable Jacob Nicol, K. C., candidate in the by-election of said county held on the fifteenth day of December, one thousand nine hundred and twenty-one;

Hereby declare under oath that the following bills are the only accounts and expenses made by said Honourable Jacob Nicol, during his said election namely:

Times-Guardian, printing circular letters to delegates and notice of convention.....	\$10.15
Town of Richmond, rent of Hall for convention.....	10.00
Long distance telephone tolls.....	4.85

Total.....\$25.00

Vouchers for these accounts are hereto annexed.

And I have signed at the said town of Richmond, this eleventh day of February, one thousand nine hundred and twenty-two.

P. C. DUBOYCE.

Sworn, taken and acknowledged before me this thirteenth day of February, 1922.

W. J. EWING,

666

Returning officer.

Faillite—avis de

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure.

In re: Azarie Provencher, insolvable, canton de Windsor, Qué.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 18 mars 1922, après laquelle date les dividendes seront payables à notre bureau.

Les curateurs,

ALLAIRE & LEBLANC.

Bureau de Allaire & Leblanc,
Sherbrooke, Qué., 4 mars 1922.

827

Re: La succession Geo. Waller & Co., Montréal, Québec. Un premier et dernier dividende 3-2/5% payable le 20 mars 1922.

THE CANADIAN CREDIT MEN'S TRUST
881 ASSOCIATION, LIMITED.

Bankrupt notice

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court.

In re: Azarie Provencher, insolvent, township of Windsor, Que.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objections until the 18th day of March, 1922, after which date dividends will be payable at our office.

ALLAIRE & LEBLANC,

Curators.

Office of Allaire & Leblanc.
Sherbrooke, Que., 4th March, 1922.

828

Re: Estate Geo. Waller & Co., Montreal, Que. First and final dividend 3-2/5% payable March 20th, 1922.

THE CANADIAN CREDIT MEN'S TRUST
882 ASSOCIATION, LIMITED.

Minutes de notaire

Québec, 14 février 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un décret du Conseil exécutif en date du 14 février 1922, d'accorder, en faveur de M. Joseph Sirois, notaire, de la cité de Québec, le transfert des minutes, répertoire et index de feu Louis-Philippe Sirois, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

661

3

Notarial Minutes

Quebec, February 14th, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council dated the 14th of February, 1922 to grant, in favor of Mr. Joseph Sirois, notary, of the city of Quebec, the transfer on the minutes, repertory and index of the late Louis Philippe Sirois, in his lifetime notary, of the same place.

C.-J. SIMARD.

Assistant Provincial Secretary.

662

Québec, 21 février 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Emile Hébert, notaire, demeurant en la cité de Longueuil et pratiquant en les cités de Longueuil et de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Magloire Dagenais, en son vivant notaire, pratiquant en la cité de Longueuil puis en la cité de Montréal, district de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

743-9-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 27 février 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur, en Conseil, par M. Victor W. Meek, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Charles-sur-Richelieu, comté et district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Louis-Omer Dauray, en son vivant notaire, de Saint-Denis-sur-Richelieu, comté et district de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province,

811-9-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 1er mars 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. L.-Edouard Morier, notaire, pratiquant et demeurant dans la ville de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Elzéar Chabot, en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu le notaire J.-E. Leblanc, dont ledit feu Elzéar Chabot était dépositaire.

Le sous-secrétaire de la province,

819-9-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 2 mars 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Pierre-Edmond Durocher, notaire, demeurant et pratiquant en la ville de Coaticook, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Jean-Baptiste Gendreau, en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu John Fraser, en son vivant notaire, aussi de Coaticook, et dont ledit feu Jean-Baptiste Gendreau était dépositaire, en vertu d'un arrêté en Conseil en date du 8 novembre 1911.

Le sous-secrétaire de la province,

821-9-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 6 février 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil par M. N.-Henri Tardif, notaire, résidant et pratiquant à Saint-Casimir, comté de Portneuf, district de Québec, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Napoléon-Edouard Lacoursière, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

573-6-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, February 21st, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Emile Hébert, notary, residing in the city of Longueuil and practicing in the cities of Longueuil and Montreal, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Magloire Dagenais, in his lifetime, notary, practicing in the city of Longueuil and also in the city of Montreal, district of Montreal.

C.-J. SIMARD,

744-9-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, February, 27th, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Victor W. Meek, notary, residing and practicing at Saint-Charles-sur-Richelieu, county and district of Saint-Hyacinthe, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Louis Omer Dauray, in his lifetime, notary, of Saint-Denis-sur-Richelieu, county and district of Saint-Hyacinthe.

C. J. SIMARD,

812-9-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 1st, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. L. Edouard Morier, notary, residing and practicing in the town of Saint-Hyacinthe, district of Saint-Hyacinthe, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Elzéar Chabot, in his lifetime, notary, of the same place, and the minutes, repertory and index of the late notary J. E. Leblanc, which had been transferred to the late Elzéar Chabot.

C. J. SIMARD,

820-9-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 2nd, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Pierre-Edmond Durocher, notary, residing and practicing in the town of Coaticook, district of Saint-François, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Jean Baptiste Gendreau, in his lifetime, notary, of the same place, and also the minutes, repertory and index of the late John Fraser, in his lifetime, notary, also of Coaticook, which had been transferred to the late Jean Baptiste Gendreau, by Order in Council dated the 8th of November, 1911.

C. J. SIMARD,

822-9-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 6th February, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council by Mr. N. Henri Tardif, notary, residing and practicing at Saint-Casimir, county of Portneuf, district of Quebec, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Napoléon Edouard Lacoursière, in his lifetime, notary, of the same place.

C. J. SIMARD,

574-6-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordres de Cour

Rules of Court

Province de Québec, district de Saint-François, Cour de circuit, No 483.

7 février 1922.

PRESENT: Sa Seigneurie le juge Globensky. G. H. Green, demandeur; vs H. H. Bean, défendeur; et Parsons & Mayhew, opposants.

Vu l'allégation de la déconfiture du défendeur et vu que certains deniers, produits de meubles, ont été rapportés en justice, ordre est donné aux créanciers du défendeur de produire leurs réclamations au bureau du greffier de ladite Cour dans les quinze jours de la première insertion du présent avis.

Le greffier de la Cour de circuit,

629-7-2

G. L. deLOTTINVILLE.

Province of Quebec, district of Saint Francis, Circuit Court, No 483.

7th February, 1922.

PRESENT: His Lordship Mr. Justice Globensky. G. H. Green, plaintiff; vs H. H. Bean, defendant; and Parsons & Mayhew, opposants.

Whereas certain monies have been returned into Court after the sale of moveable effects of defendant and whereas it is alleged that said defendant is insolvent, the creditors of said defendant are ordered to file their claims with the clerk of the said Court within 15 days after the first insertion of the present notice.

G. L. deLOTTINVILLE,

Clerk of the Circuit Court.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, dans la Cour supérieure, No 98.

Le premier jour de février 1922.

Présent : Son Honneur M. le juge White. Bachand & Dionne, corporation légale dont siège social est à Coaticook, dans le district de Saint-François, demanderesse; vs Pierre Paquette, de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, défendeur; et J. S. Mitchell & Company, Ltd., corporation légale dont la principale place d'affaires et le bureau-chef sont dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, opposant.

La cour ayant entendu l'opposant par son conseil sur le mérite de sa motion d'ordonnance d'appel des créanciers du défendeur, examiné la procédure et la preuve au dossier, et délibéré sur le tout.

Motion de l'opposant:

Attendu que l'opposition afin de conserver produite aux présentes par l'opposant a été maintenue le 31 janvier dernier 1922, et qu'il a été ordonné que ledit opposant soit colloqué et payé au marc la livre avec tous les autres créanciers du défendeur pour le montant de sa réclamation, à savoir: \$147.50.

Ordonne que, par un avis deux fois inséré dans les langues française et anglaise dans la *Gazette officielle de Québec*, les créanciers du défendeur soient appelés et requis de produire leurs réclamations dans la présente cause au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Saint-François, dans les quinze jours de la date d'insertion de la première annonce, le tout en conformité des articles 673 et 674 du Code de procédure de cette province, le tout avec dépens.

Le juge de la Cour supérieure,

(Signé)

CHAS D. WHITE.

Vraie copie,

LEONARD & BACHAND,

P. C. S.

583-6-2

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, in the Superior Court, No. 98.

The first day of February, 1922.

Present: His Lordship Mr. Justice White. Bachand & Dionne, a body corporate and politic, having its head office at the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, plaintiff; vs Pierre Paquette, of the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, defendant; and J. S. Mitchell & Company, Ltd., a body corporate and politic, having its principal office and place of business at the city of Sherbrooke, the district of Saint Francis, opposant.

The Court having heard the opposant by its counsel on the merits of its motion for order to call in creditors of defendant, examined the proceedings and proof of record, and having deliberated thereon.

Whereas on motion on behalf of the opposant:

Inasmuch as the opposition *afin de conserver* herein produced and filed by opposant was, on the 31st January last, 1922, maintained and it was ordered that said opposant be collocated and paid *au marc la livre* with all the other creditors of defendant the amount of his claim, to wit: \$147.50.

Doth order that by a notice to be twice inserted in the French and English languages in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the defendant be called in and required to file their claims in this cause at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Saint-François, within fifteen days from the date of the insertion of the first advertisement, the whole in conformity with articles 673 and 674 of the Code of Procedure of this Province, the whole with costs.

(Signed) CHAS D. WHITE,

J. S. C.

True copy,

LEONARD BACHAND,

P. C. S.

584-6-2

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 583.

Re: Pierre-Donat Pard, marchand, de Saint-Rémi-de-Tingwick, demandeur; vs Alfred Bourassa, de Saint-Rémi-de-Tingwick, défendeur; et Charles Roux, commerçant, de Tingwick, opposant.

Il est ordonné aux créanciers de Alfred Bourassa, de Saint-Rémi-de-Tingwick, de produire au greffe de la Cour supérieure leurs réclamations

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 583.

Re: Pierre Donat Pard, merchant, of Saint-Rémi-de-Tingwick, plaintiff; vs Alfred Bourassa, of Saint-Rémi-de-Tingwick, defendant; and Charles Roux, trader, of Tingwick, opposant.

It is ordered to the creditors of Alfred Bourassa, of Saint-Rémi-de-Tingwick, to file their claims with the clerk of the Superior Court, with

dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

Arthabaska, 3 février 1922.

Le protonotaire de la Cour supérieure,

MARCEAU & PICHÉ.

Les procureurs de l'opposant,

PERRAULT, LAVERGNE & GIROUARD.

Vraie copie,

MARCEAU & PICHÉ,

607-6-2

P. C. S.

thin fifteen days from the date of the present insertion for the present notice.

Arthabaska, February 3rd, 1922.

MARCEAU & PICHÉ,

Prothonotary of the Superior Court.

PERRAULT, LAVIGNE & GIROUARD,

Attorneys for opposant

A true copy,

MARCEAU & PICHÉ,

608-6-2

P. S. C.

Soumissions

Province de Québec, district de Hull, cité de Hull.

Avis public est par les présentes donné que le conseil de la cité de Hull, recevra d'aujourd'hui au 27 mars prochain, à 4 heures P. M., au bureau du soussigné, des soumissions écrites pour l'achat de débentures de ladite cité de Hull, au montant de \$130,700.00, datées du 1er mai 1921, émises en vertu du règlement No 23, adopté par le conseil de ladite cité de Hull, le 8 avril 1921, concernant la construction de pavages, égouts, trottoirs en bois et en béton.

Lesdites débentures sont d'une valeur au pair de \$1000.00, \$500.00 et \$200.00 portant intérêt au taux de six pour cent par année payable semi-annuellement les premier de mai et novembre chaque année, comme suit: 107 débentures de \$1000.00 échéant le 1er mai 1941; 43 débentures de \$500.00 échéant le 1er mai 1951 et 11 débentures de \$200.00 échéant le 1er mai 1928.

La soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant de l'emprunt.

Toutes les soumissions devront mentionner si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les coupons au moment de la livraison à partir du 1er novembre 1921. Le premier coupon couvrant les intérêts du 1er mai au 1er novembre 1921 étant annulés. Elles devront être sous pli cacheté et avec indication "Soumissions pour débentures", à l'adresse du "greffier de la cité", Hull, Qué.

Toutes informations seront fournies sur demande.

Le conseil de la cité de Hull ne s'engage à accepter ni la plus haute ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Donné à Hull, ce onze février 1922.

Le greffier de la cité,

639

H. BOULAY.

Montréal, 7 mars 1922.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées seront reçues au bureau de Horace Gohier, secrétaire-trésorier, en la cité de Montréal, d'ici au 27 mars 1922, pour l'achat de \$30,000.00 de débentures de la ville de Laval-sur-le-Lac.

Toute information relative à cet emprunt pourra être obtenue du soussigné.

Ledit emprunt a reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en Conseil, le 14 février 1922.

La corporation de la ville de Laval-sur-le-Lac.

Le secrétaire-trésorier,

HORACE GOHIER.

HORACE GOHIER,

Secrétaire-trésorier,

30 rue Saint-Jacques, Montréal.

701

Tenders

Province of Quebec, district of Hull, city of Hull.

Public notice is hereby given that the Council of the city of Hull, will receive from now until the 27th day of March next, at four o'clock P.M., at the office of the undersigned, written tenders for the purchase of debentures of the city of Hull, amounting to \$130,700.00, dated the 1st of May 1921, issued under by-law No. 23 carried by the council of said city the 8th of April 1921, concerning the construction of pavements, sewers, wooden and concrete side-walks.

Said debentures are of the par value of \$1000.00 \$500.00 and \$200.00 bearing interest at the rate of six per cent per annum payable half yearly on the first day of May and November each year, at the city treasurer's office in the city of Hull, and maturing as follows: 107 debentures of \$1000.00 on the 1st day of May, 1941; 43 debentures of \$500.00 on the 1st day of May, 1951 and 11 debentures of \$200.00 on the 1st day of May 1928.

Each tender must include and accepted cheque equal to one per cent of the amount of the loan.

All tenders shall be under seal marked "Tender for debentures and addressed to the city clerk of the city of Hull, and must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the coupons at the time of delivery, from the 1st November 1921. The first coupon covering the interest from the 1st of May to the 1st of November 1921 being cancelled.

Information will be furnished on application.

The council does not bind itself to accept either the highest or the lowest or any of the tenders.

Given at Hull, this 11th of February, 1922.

H. BOULAY,

City clerk.

640

Montreal, 7th March, 1922.

Public notice is hereby given that sealed tenders will be received at the office of Horace Gohier, secretary-treasurer, in the city of Montreal, up to the 27th of March, 1922, for the purchase of \$30,000.00 of debentures of the town of Laval-sur-le-Lac.

For particulars concerning the said loan, apply to the undersigned.

The said loan has been approved by the Lieutenant-Governor in Council, the 14th of February, 1922.

The Corporation of the town of Laval-sur-le-Lac.

HORACE GOHIER,

Secretary-Treasurer.

HORACE GOHIER,

Sec.-Treasurer,

30 Saint James street, Montréal.

702

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

Dans l'affaire de Ernest Payan, marchand, de Saint-Germain-de-Grantham, district d'Arthabaska, Québec, cédant-assignor.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Germain-de-Grantham, district d'Arthabaska, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé dans le village de Saint-Germain-de-Grantham, de la contenance de quarante pieds sur cent trente-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, faisant partie du lot six cent soixante-dix-neuf (Pt 679) des plan et livre de renvoi officiel du canton de Grantham; borné comme suit, en front par le chemin de l'église, en profondeur par le terrain de M. Laplume, au sud par le numéro six cent soixante-dix-huit, au nord par le résidu du lot 679—avec les bâtisses y dessus érigées, et sujet à toutes les servitudes y attachées.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3 de la loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Condition de vente: argent comptant. Pour plus amples renseignements s'adresser au

Syndic autorisé,

J.-W. ST. ONGE,

Bureau: 28 rue Hériot, Drummondville, Qué.
655—7-2

Dans l'affaire de Agénard Lemire, plombier, de la ville de Drummondville, district d'Arthabaska, Québec, cédant-assignor.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le DIXIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric-de-Drummondville, district d'Arthabaska (chapelle temporaire), l'immeuble suivant, savoir:

1. Un certain terrain faisant partie du lot numéro trois de la subdivision du lot quinze du quartier sud de la ville de Drummondville, district d'Arthabaska, mesurant en front sur la rue Cockburn, cinquante pieds et dix pouces par la profondeur dudit lot; borné en front au nord-ouest par la rue Cockburn, en profondeur au sud-est par Madame Léandre Héneault et Wong Sing; d'un côté au nord-est par Alfred Paris et Wong Sing; et de l'autre côté au sud-ouest par le vendeur (Victor St-Jean)—avec les bâtisses y dessus érigées, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives apparentes, ou occultes, attachées au dit immeuble;

2. Un certain terrain faisant partie du lot numéro trois de la subdivision du lot numéro quinze du quartier sud de la ville de Drummondville, district d'Arthabaska; borné en front au nord-ouest par la rue Cockburn, en profondeur par Dame Léandre Héneault, d'un côté au sud-ouest par Ephrem Archambault et de l'autre côté au nord est par l'acquéreur (Agénard Lemire)—avec les bâtisses y dessus érigées et sujet à toutes les servitudes y attachées.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la loi de faillite 9-10 George

In the matter of Ernest Payan, merchant, of Saint Germain de Grantham, district of Arthabaska, Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction at the parochial church door of Saint-Germain-de-Grantham, district of Arthabaska, the following immovable property, to wit:

A piece of land situated in the village of Saint-Germain-de-Grantham, containing forty feet in front by one hundred and thirty two feet in depth, English measure, more or less, and being a portion of lot No. six hundred and seventy nine (Pt. 679) on the official cadastre for the township of Grantham, bounded in front by the church road, in rear by the land belonging to Mr Laplume, on the south by lot No. six hundred and seventy eight, and on the north by the remainder of said lot 679—with all buildings thereon erected and subject to the servitudes thereto connected.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further particulars apply to

J.-W. St-ONGE,

Authorized trustee,

Office: 28 Heriot street, Drummondville, Que.
656—7-2

In the matter of Agénard Lemire, plumber, of the town of Drummondville, district of Arthabaska, Quebec, authorized assignee.

Notice is hereby given that MONDAY, the TENTH day of APRIL, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction at the parochial church door of Saint Frederic of Drummondville, district of Arthabaska (temporary chapel), the following immovable properties, to wit:

1. A certain piece of land being part of lot number three of the subdivision of lot number fifteen of south ward of the town of Drummondville, district of Arthabaska, containing in front on the Cockburn street fifty feet and ten inches by the length of the said lot; bounded in front on the north west by Cockburn street, at the rear on the south east by Mrs Léandre Héneault, and Wong Sing, on the north east side by Alfred Paris and Wong Sing and on the other side at the south west by the vendor (Victor St-Jean)—with all buildings thereon erected, as the whole now stands with active, passive, hidden or apparent servitudes connected with said property;

2. A certain piece of land being part of lot number three of the subdivision of lot number fifteen of south ward of the town of Drummondville, district of Arthabaska; bounded in front on the north west by Cockburn street, at the rear by Mrs Léandre Héneault, on the south west side by Ephrem Archambault and on the other side at the north east by the purchaser (Agénard Lemire)—with all buildings thereon erected and subject to the servitudes thereto connected.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the bankruptcy Act, 9-10 George

ge V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Cette propriété peut être visitée en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements s'adresser au
Syndic autorisé,

J.-W. ST-ONGE.

Bureau: 28 rue Hériot, Drummondville.

657-7-2

ge V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further particulars apply to

J.-W. ST. ONGE,

Authorized trustee.

Office: 28 Heriot street, Drummondville.

558-7-2

Re: Marcel Moussin, Mont-Laurier, en faillite.

Avis est ici donné que le syndic soussigné vendra les propriétés immobilières ci-dessous mentionnées à la porte de l'église catholique romaine de la paroisse du village de Mont-Laurier, à l'enchère publique, MARDI, le ONZIÈME jour d'AVRIL, 1922, à DIX heures de l'avant-midi, au plus haut et dernier enchérisseur, argent comptant.

1. Un emplacement situé sur la rue de la station du village de Mont-Laurier, lot No. 1405 des plan et livre de renvoi officiels du village de Mont-Laurier, contenant 60 pieds de largeur par 110 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins avec bâtisses sus érigées ;

2. Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné sous le No. 1394 des plans et livre de renvoi officiels du village de Mont-Laurier avec les bâtisses sus érigées.

CONDITIONS DE VENTE.

1. L'acheteur paiera 25% du prix d'achat lors de l'adjudication, ledit montant pour être confisqué si le résidu du prix de vente n'est pas payé lorsque l'acte de vente sera prêt pour signature ;

2. L'acheteur paiera tous frais et honoraires de l'acte de vente et de l'enregistrement d'icelui de même que le coût d'une copie pour l'usage du syndic, ledit acte de vente devant être passé devant le notaire que choisira le syndic ;

3. L'adjudication sera en tout temps sans garantie de contenance de la propriété immobilière, mais cette adjudication transférera tous droits y afférents dont la compagnie aura eu l'exercice, de même que toutes les servitudes actives y attachées, même si ces servitudes ne sont pas mentionnées dans les conditions présentes ;

4. L'acheteur déclare ici avoir examiné les immeubles susdésignés et en être absolument satisfait ;

5. Chaque enchère implique consentement d'acheter la chose au prix offert sauf offre plus élevée ;

6. L'acheteur signera les présentes conditions de vente immédiatement après l'adjudication et cette signature équivalra à son entier endorsement de chacune des conditions de vente.

7. L'acheteur paiera en sus du prix d'achat 7½% de ce prix en commission aux encanteurs et au syndic, en plus il paiera les droits du gouvernement ;

8. L'acheteur remboursera le syndic de la proportion de la prime d'assurance affectant lesdits immeubles pour la période non expirée couverte par lesdites primes, aussi la proportion des taxes, etc.

Re: Marcel Moussin, Mont-Laurier, in bankruptcy.

Notice is hereby given that the undersigned trustee will sell the undermentioned immovable properties, at the Roman Catholic church door of the parish of the village of Mont-Laurier, at public auction, on TUESDAY, the ELEVENTH day of APRIL, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, to the highest and last bidder, for cash.

1. An emplacement situate on the street leading to the station in the village of Mont-Laurier, lot No 1405 of the official plan and book of reference of the village of Mont-Laurier, containing 60 feet in width by 110 feet in depth, English measurements, more or less, with the buildings thereon erected ;

2. A parcel of land or emplacement known and designated under the No. 1394 of the official plan and book of reference of the village of Mont-Laurier—with the buildings thereon erected.

CONDITIONS OF SALE.

1. The purchaser shall pay 25% of the purchase price at the time of the adjudication, the said sum to be confiscated if the residu of the sale price be not paid when the deed of sale is ready for signature ;

2. The purchaser shall pay all the costs and fees of the deed of sale and the registration thereof, and also the cost of a copy for the use of the trustee, the said deed of sale to be passed before the notary chosen by the trustee ;

3. The adjudication shall be always without warranty as to the contents of the immovable property, but this adjudication shall transfer all the rights attached thereto which the company may have had the enjoyment of, as well as all the active servitudes attached thereto even if the servitudes are not mentioned in the present conditions ;

4. The purchaser shall declare to have examined the foregoing immovables and to be absolutely satisfied ;

5. Every bid implies consent to buy the thing at the price offered, save higher bid ;

6. The purchaser shall sign the present conditions of sale immediately after the adjudication and this signature shall be equivalent to his full endorsement of each of the conditions of sale.

7. The purchaser shall pay in addition to the purchase price 7½% of this price as commission to the auctioneers and to the trustee, and moreover the government fees ;

8. The purchaser shall reimburse the trustee of the proportion of the insurance premium on the said immovables for the time not expired covered by the said premiums, and also the proportion of taxes, etc.

Pour plus amples informations, s'adresser au soussigné.

Le syndie autorisé,
J.-G. DUHAMEL.

92 Notre-Dame-Est,
Bâtisse "La Sauvegarde", Montréal.
Montréal, 23 février 1922. 809-7-2

Vente—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Richelieu, No. 10. Dans l'affaire de Charles-Edouard Joyal, cultivateur, de la paroisse de Saint-David cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que les terres dudit Charles-Edouard Joyal, désignée comme suit:

1. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-David, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Yamaska, pour la paroisse de Saint-David, comme tant les lots numéros deux cent quatre-vingt-quatre et deux cent quatre-vingt-cinq (Nos 284 et 285) de trois arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées;

2. Une portion de terre située en ladite paroisse de Saint-David, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Yamaska, pour la paroisse de Saint-David, comme étant le lot numéro trois cent trente-un (No 331), contenant trois arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur en moyenne, mais de forme irrégulière, et le tout plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Seront vendues au village de Saint-David, à la salle du conseil, MARDI, le ONZE AVRIL, mil neuf cent vingt-deux, à DEUX heures de l'après-midi.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Le syndie autorisé,
J.-C.-A. TURCOTTE.

853-9-2

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe. Dans l'affaire de Amédée St-Germain, boucher, village de La Providence, comté de Saint-Hyacinthe, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le DOUZE AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de St-Hyacinthe, sera vendu à l'encan public et conformément au paragraphe 3-B de l'article 20 de la Loi de faillite, l'immeuble suivant, dépendant de l'actif de ladite faillite, savoir:

Un emplacement ou immeuble sis et situé au village de La Providence, district de Saint-Hyacinthe et composé comme suit:

a. D'un terrain de soixante-quinze pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur, le tout plus ou moins, étant la partie sud-est du numéro cent soixante-quinze (p. 175) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe, situé à l'angle nord des rues Saint-Pierre et du Pont; tenant en front ladite rue Saint-Pierre, en profondeur le terrain ci-après désigné, d'un côté de la rue Du Pont et de l'autre côté une ruelle conduisant de ladite rue Saint-Pierre à la rivière;

b. D'un terrain situé au même lieu, à la profondeur de celui ci-dessus désigné, mesurant trente-neuf pieds de largeur au front, le long de la rue Du Pont, étant partie dudit numéro

For further particulars, apply to the undersigned,

J. G. DUHAMEL.
Authorized trustee

92 Notre-Dame street East,
La Sauvegarde building, Montreal
Montreal, February 23rd, 1922. 810-7-2

Sale—Bankruptcy Act.

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, No. 10. In the matter of Charles Edouard Joyal, farmer, of the parish of Saint David, authorized assignor.

Public notice is hereby given that the lands of the said Charles Edouard Joyal, designated as follows:

1. A parcel of land situate in the parish of Saint David, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Yamaska, for the parish of Saint David, as being the lots numbers two hundred and eighty four and two hundred and eighty five (Nos. 284 and 285), of three arpents in width by twenty-five arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected;

2. A parcel of land situate in the said parish of Saint David, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Yamaska, for the parish of Saint David, as being the lot number three hundred and thirty one (No. 331), containing three arpents in front by a mean depth of twenty five arpents, but of irregular outline and the whole more or less—with the buildings thereon erected.

Will be sold at the village of Saint David, at the Council Hall, on TUESDAY, the ELEVENTH of APRIL, one thousand nine hundred and twenty two, at TWO o'clock in the afternoon.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

J. C. A. TURCOTTE.
Authorized trustee.

854-9-2

Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe. In the matter of Amédée St-Germain, butcher, village of La Providence, county of Saint Hyacinthe, authorized assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of Saint, Hyacinth, there will be sold at public auction, and pursuant to paragraph 3-B of article 20 of the Bankruptcy Act, the following immoveable forming part of the assets of the said estate, to wit:

An emplacement situate in the village of La Providence, district of Saint-Hyacinthe, and formed as follows:

a. A piece of ground containing seventy five feet in front by eighty feet in depth, the whole more or less, being the south east part of number one hundred and seventy five (p. 175) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hyacinthe, situate at the north corner of Saint Pierre and Du Pont street, and bounded in front by the said Saint Pierre street, in depth the ground hereafter described, on one side by Du Pont street, and on the other side by a lane from Saint Pierre street to the river;

b. Another piece of ground situate at the depth of the ground hereabove described, measuring thirty nine feet in width at the front, along Du Pont street, being a part of said number one

cent soixante-quinze (p. 175) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Hyacinthe; tenant en front à ladite rue Du Pont, en profondeur la ruelle ci-dessus mentionnée, d'un côté le terrain ci-dessus décrit et de l'autre côté, au nord-ouest, le terrain ayant appartenu à la compagnie manufacturière de Saint-Hyacinthe, moins et à distraire le terrain vendu à L.-F. Morison, suivant acte passé devant M.-E. Bernier, N. P., le 10 octobre 1892, enregistré à Saint-Hyacinthe sous le No 36051 et appartenant aujourd'hui à la cité de Saint-Hyacinthe, désigné comme suit:

Un terrain situé au village de La Providence, sur la rue Du Pont, à prendre à la profondeur du terrain ci-dessus désigné, faisant partie du numéro cent soixante-quinze, et borné comme suit: en front la rue Du Pont, d'un côté, au nord-ouest, le terrain de L.-P. Morin ou ayants-droit, de l'autre côté au sud-est la ligne fixée par une borne placée à vingt pieds et huit pouces, mesure anglaise, de la maison du gardien du pont Barsalou et se continuant parallèlement au parement sud-est de ladite maison jusqu'à trois pieds en arrière d'icelle, et de là se prolongeant obliquement jusqu'à une ruelle où une borne temporaire est placée; et à distraire de plus la partie dudit terrain cédée à la municipalité du village de La Providence pour l'élargissement de la rue Du Pont—avec trottoir en béton y construit.

Ledit emplacement ou immeuble, tel que ci-dessus décrit, à être vendu avec toutes les bâtisses y érigées.

Les titres et certificat du bureau d'enregistrement peuvent être consultés à mon bureau.

La propriété peut être visitée en tout temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 paragraphe 3b de la Loi de faillite et elle équivaut à une vente par le shérif.

Saint-Hyacinthe, 28 février 1922.

Le syndic autorisé,

HORACE ST-GERMAIN, notaire.

93 rue Mondor,

849—9-2

Dans l'affaire de Agenor Lambert, hôtelier, de Drummondville, district d'Arthabaska, Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le ONZIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public à la porte de l'église paroissiale de Drummondville, district d'Arthabaska, l'immeuble suivant, savoir:

Cette partie du lot numéro six, dans le troisième rang du canton de Grantham, contenant deux cent vingt-six pieds de longueur sur quatre-vingt-dix pieds de largeur plus ou moins, maintenant connue et désignée comme étant une partie du lot numéro cent soixante-B (Pt. 160-B) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, avec une fromagerie et beurrerie dessus construites et toutes les machines, engins, bouilloires virant et tournant et travaillant qui se trouvent incorporés à ladite fromagerie et beurrerie, ainsi qu'une maison et autres bâtisses sur ce morceau de terre.

Ce terrain est borné comme suit: en front par la route de Drummondville, au sud-ouest par le quatrième rang, de l'autre côté et en arrière par le reste du lot numéro cent soixante-B. (Pt. 160-B).

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10

hundred and seventy five (p. 175) on the official cadastre of the said parish of Saint Hyacinthe; bounded in front by the said Du Pont street, in depth by the lane hereabove mentioned, on one side by the ground hereabove described and on the other side, to the north west, by the ground having belonged to "La Compagnie manufacturière de Saint-Hyacinthe", to be deducted the piece of ground sold to L. F. Morison, by a deed passed before M. E. Bernier, notary, on the 10th October, 1892, registered at Saint Hyacinthe under No. 36051 and now belonging to the city of Saint Hyacinthe, and designed as follows;

A piece of ground situate in the village of La Providence, on Du Pont street, to be taken at the depth of the ground hereabove described, being a part of number one hundred and seventy five, and bounded in front by Du Pont street, on the north west side by the ground belonging to L. P. Morin or ayants-droit, on the south east side the line marked by a boundary put at twenty feet and eight inches, English measure, from the house of the bridge guardian and to be continued parallelly to the south east wall of said house up to three feet in rear of this house, and from there continuing obliquely to a lane or where a temporary boundary is placed; to deduct moreover the part of said ground abandoned to the municipality of the village of La Providence, for widening Du Pont street—with a concrete sidewalk thereon erected.

The said emplacement, hereabove described, to be sold with the buildings thereon erected.

The titles and certificates of the registry office can be seen at my office.

The property can be inspected at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-B, of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

Saint Hyacinthe, 28th February, 1922.

HORACE ST-GERMAIN, notary,

Authorized trustee.

93 Mondor street.

850—9-2

In the matter of Agenor Lambert, hotel keeper, of the town of Drummondville, district of Arthabaska, Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that TUESDAY, the ELEVENTH day of APRIL 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction, at the parochial church door of Drummondville, district of Arthabaska, the following immovable property, to wit:

The portion of the lot number six, in the third range, township of Grantham, measuring two hundred and twenty six feet in length, by ninety feet width, more or less, known and designated as being part of the lot number one hundred and sixty-B (Pt. 160-B) of the official plan and book of reference of the township of Grantham, with butter and cheese manufacture and all machineries, engines and boilers and all buildings thereon erected.

That piece of land is bounded in front by the Drummondville road, on the south-west by the fourth range, on the north-east and in rear, by the remainder of the said lot number one hundred and sixty B (Pt. 160-B).

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act 9-10 Geor-

Georges V, chapitre 36, et aux mêmes fins que la vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements, s'adresser au Syndic autorisé.

J.-W. ST. ONGE.

Bureau: 28 rue Hériot, Drummondville.

833-9-2

Dans l'affaire de Alfred & Napoléon Truteau, cultivateurs, Saint-Rémi-de-Napierville, cédants autorisés.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le TREIZIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures A.M., seront vendus à l'encan public, à la porte de l'église du village de Saint-Rémi-de-Napierville, les immeubles suivants faisant partie de l'actif desdits cédants autorisés, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Rémi, dans le comté de Napierville, connue et désignée sous le numéro (284) deux cent quatre-vingt-quatre du cadastre de la paroisse de Saint-Rémi—avec une maison et autres bâtisses dessus construites et contenant en superficie environ cinquante-six (56) arpents et trente-quatre perches;

2. Une terre connue et désignée sous le numéro deux cent soixante-dix-sept (No 277), de la paroisse de Saint-Rémi, contenant trois arpents de largeur sur vingt-sept arpents de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites; à distraire cependant de ce lot, la partie vendue à Samuel Bourelle au mois d'octobre dernier et comprenant un peu plus de vingt arpents;

3. Une terre connue et désignée sous le numéro deux cent quatre-vingt-huit (No 288) du cadastre de la paroisse de Saint-Rémi, contenant en superficie à peu près soixante arpents;

4. Une terre connue et désignée sous le numéro deux cent quatre-vingt-six (No 286) du cadastre de la paroisse de Saint-Rémi, contenant deux arpents de largeur sur trente de profondeur; à distraire cependant la partie de ce lot vendue à Albert Riendeau, à peu près quinze arpents.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3, de la Loi de faillite et partant a le même effet que celle faite par le shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Le syndic autorisé.

EUGENE PREVOST.

Bureau de Prevost & Perras.

107 rue Saint-Jacques, Montréal. 835-9-2

Canada, province de Québec, district de Montréal

Dans l'affaire de J.-Henri Lamarche, imprimeur et relieur, faisant affaires à Belœil, comté de Verchères, et à Montréal, comté d'Hoche-la-ga, sous le nom et raison sociale de "Atlas Printing Co.", cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit :

Les lots situés du côté sud-est de la rue Saint-Charles, dans la ville de Belœil, connus et désignés sous les numéros seize et dix-sept de la subdivision du lot numéro quarante-un (41-16 et 17) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Belœil—avec les bâtisses et manufacture y érigées.

Sera vendu en vertu de la loi 9-10 George V, chap. 36, art. 20 par. 3b et ses amendements, à

ges V, chapitre 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further particulars, apply to

J. W. ST. ONGE,

Authorized trustee

Office: 28 Heriot street, Drummondville.

834-9-2

In the matter of Alfred & Napoléon Truteau, farmers, Saint-Rémi-de-Napierville, authorized assignors.

Public notice is hereby given that on THURSDAY, the THIRTEENTH day of APRIL, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the parochial church door of the village of Saint-Rémi-de-Napierville, the following immoveable properties, being a part of the assets of the said authorized assignors, as follows:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Remi, in the county of Napierville, known and designated as being lot number two hundred and eighty four (284) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Remi—with a house and other buildings thereon erected and having an area of about fifty six (56) arpents and thirty four (34) rods;

2. A lot of land known and designated as being lot number two hundred and seventy seven (277), of the parish of Saint Remi, containing three arpents in width by twenty seven arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected; to distract however from said lot, the part sold to Samuel Bourelle, in October, 1921, and containing a little more than twenty arpents;

3. A lot of land known and designated as being number two hundred and eighty eight (288) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Remi, containing in area about sixty arpents;

4. A lot of land known and designated as being number two hundred and eighty six (286) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Remi, containing two arpents in width by thirty arpents in depth; to distract however the part of said lot sold to Albert Riendeau, about fifteen arpents;

The titles and certificates can be examined at the office of the undersigned authorized trustee.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3, of the Bankruptcy Act and has the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

EUGENE PREVOST,

Authorized trustee.

Office of Prevost & Perras.

107 Saint James street, Montreal. 836-9-2

Canada, Province of Quebec, district of Montreal.

In the matter of J.-Henri Lamarche, printer and bookbinder, doing business at Belœil, county of Verchères, and at Montreal, county of Hoche-la-ga, under the name and firm of "Atlas Printing Co.", authorized assignor.

Public notice is hereby given that the immoveable property designated as follows :

The lots situated on the south-east side of Saint Charles street, in the town of Belœil, known and designated under numbers sixteen and seventeen of the subdivision of lot number forty-one (41-16 and 17) on the plan and book of reference of the parish of Belœil—with the buildings and factory thereon erected.

Shall be sold under the authority of the act 9-10 George V, chap. 36, art. 20, par. 3b and

la porte de l'église paroissiale de Belœil, dit district, SAMEDI, le QUINZIÈME jour du mois d'AVRIL 1922, à DEUX heures p.m.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndie autorisé,
V. LAMARRE.

Chambre 820, Montréal.
83 rue Craig-Ouest.

739-9-2

Canada, province de Québec, district de Richelieu, No 12.

Dans l'affaire de Louis Chapdelaine, cultivateur, de la paroisse de Saint-Bonaventure-d'Upton, cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que la terre dudit Louis Chapdelaine, désignée comme suit :

Une portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Bonaventure-d'Upton, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Yamaska, pour la paroisse de Saint-Bonaventure, comme étant les lots numéros soixante-dix-neuf et quatre-vingt (Nos 79 et 80), mesurant environ six arpents de front sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Sera vendue au village de Saint-Bonaventure-d'Upton, à la salle du conseil, JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-deux, à DEUX heures de l'après-midi.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3, de la loi des faillites, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Le syndie autorisé,
J.-C.-A. TURCOTTE.

757-8-2

Canada, province de Québec, district d'Iberville.

Dans l'affaire de la cession autorisée de M. Hormisdas-Pierre Tétreault.

Avis public est par le présentes donné que l'emplacement et la terre dudit Hormisdas-Pierre Tétreault, désignés comme suit :

1. a. Un emplacement situé au village de ladite paroisse de Sainte-Brigide, de la contenance de cent trente-sept pieds de profondeur sur le chemin public de la descente conduisant du village de Sainte-Brigide au chemin de front du second rang double, sur la largeur qui peut se trouver dudit chemin public à l'extrémité est dudit emplacement, jusqu'à la ligne du terrain d'Alexandre Giroux, faisant partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (No 294) du cadastre officiel de ladite paroisse de Sainte-Brigide—avec maison et autres bâtisses y érigées; borné au sud, ledit emplacement, par ledit chemin public, à l'est par partie dudit lot numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (No 294), appartenant à Léon Dextrase et par le terrain ci-après décrit, au nord par la moitié nord dudit lot appartenant audit Alexandre Giroux et à l'ouest par une autre partie du même lot appartenant encore audit Alexandre Giroux;

b. Un morceau de terre situé en ladite paroisse de Sainte-Brigide, d'un arpent en superficie, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (No. 294) dudit cadastre—sans bâtisse; à prendre cedit morceau de terrain à partir de l'emplacement plus haut décrit, longeant le terrain d'Alexandre Giroux; borné au nord par partie

amendments thereto, at the door of the parish church of Belœil, said district, SATURDAY, APRIL FIFTEENTH, 1922, at TWO o'clock P.M.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

V. LAMARRE,
Authorized trustee.

Room 820, Montréal.
83 Craig-West,

740-9-2

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, No. 12.

In the matter of Louis Chapdelaine, farmer, of the parish of Saint-Bonaventure-d'Upton, authorized assignor,

Public notice is hereby given that the farm of the said Louis Chapdelaine, designated as follows :

A parcel of land lying and situate in the parish of Saint-Bonaventure-d'Upton, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Yamaska, for the parish of Saint Bonaventure as being the lots numbers seventy-nine and eighty (Nos. 79 and 80), measuring about six arpents in front by forty arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

Will be sold at the village of Saint-Bonaventure-d'Upton, at the Council Hall, on THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of APRIL, nineteen hundred and twenty-two, at TWO o'clock in the afternoon.

This sale is made in accordance with article 20, paragraph B-3, of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

J. C. A. TURCOTTE,
Authorized Trustee.

758-8-2

Canada, Province of Quebec, district of Iberville.

In the matter of the authorized assignment of Mr. Hormisdas Pierre Tétreault.

Public notice is hereby given that the farm and the emplacement of the said Hormisdas Pierre Tétreault designated as follows :

1. a. An emplacement situate in the village of the said parish of Sainte-Brigide, being one hundred and thirty-seven feet in depth on the public road of the Descente leading, from the village of Sainte-Brigide to the front road of the second range Double, by the width that may be found from the said public road, at the eastern end of the said emplacement to the line of the land of Alexandre Giroux, being part of the lot number two hundred and ninety-four (p. of No. 294) of the official cadastre for the said parish of Sainte-Brigide—with the house and other buildings thereon erected; bounded, the said emplacement, to the south by the said public road, to the east by the part of the said lot number two hundred and ninety-four (No. 294), belonging to Léon Dextrase and by the land hereinafter described, to the north by the northern half of the said lot belonging to the said Alexandre Giroux, and to the west by another part of the same lot belonging also to the said Alexandre Giroux;

b. A piece of land situate in the said parish of Sainte-Brigide, being one arpent in superficies, being part of the lot known and designated under the number two hundred and ninety-four (p. of No. 294) of the said cadastre—without any building to be taken, the said piece of land, next to the emplacement hereinabove described, along side of the land of Alexandre Giroux; bounded

audit lot numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (No 294), appartenant audit Alexandre Giroux, à l'est par partie dudit lot numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (No 294), appartenant à Moïse Gervais, au sud par partie du même numéro appartenant à Léon Dextrase, et à l'ouest par partie dudit lot numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (No 294) en premier lieu ci-dessus décrite;

2. Un terrain sis et situé en ladite paroisse de Sainte-Brigide, étant le lot connu et désigné sous le numéro quatre cent onze (No. 411) du cadastre officiel de ladite paroisse de Sainte-Brigide.

Seront vendus en vertu de la loi 9-10 Geo. V, chapitre 36, article 20, à Sainte-Brigide, dit district, au domicile dudit Hornisdas-Pierre Tétreault, dite paroisse de Sainte-Brigide, VENDREDI, le DIX-SEPTIEME jour de MARS 1922, à DEUX heures p. m.

Le syndic autorisé,

565-6-2

T. BRASSARD.

to the north by part of the said number two hundred and ninety-four (No. 294), belonging to the said Alexandre Giroux, to the east by part of the said lot number two hundred and ninety-four (294), belonging to Moïse Gervais, to the south by part of the same lot belonging to Léon Dextrase, and to the west by the part of the said lot hereinabove described;

2. A piece of land situate in the said parish of Sainte-Brigide, being the lot known and designated under the number four hundred and eleven (No. 411) of the official cadastre for the parish of Sainte-Brigide.

Shall be sold under the authority of the act 9-10 Geo. V, chap. 36, art. 20, at Sainte-Brigide, said district, at the domicile of the said Hornisdas-Pierre Tétreault, said parish of Sainte-Brigide, on FRIDAY, the SEVENTEENTH day of MARCH, 1922, at TWO o'clock p. m.

T. BRASSARD.

566-6-2

Authorized trustee.

Canada, province de Québec, district d'Iberville.

Dans l'affaire de la cession autorisée de M. Wilfrid Benoit.

La terre ci-après désignée, n'ayant pas été vendue comme elle l'avait été annoncée, le 20 janvier 1922.

Avis public est par les présentes donné que la terre dudit Wilfrid Benoit, désignée comme suit:

Une terre située en la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, composée des lots numéros trois cent quarante-deux et trois cent quarante-trois (Nos 342 et 343) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, contenant quatre arpents de largeur par trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec toutes les bâtisses y érigées.

Sera vendue en vertu de la loi 9-10 Geo. V, chapitre 36, article 20, à Saint-Grégoire-le-Grand, dit district, dans la salle du conseil, MARDI, le QUATORZIEME jour de MARS 1922, à DEUX heures P. M.

Le syndic autorisé,

567-6-2

T. BRASSARD.

Canada, Province of Quebec, district of Iberville.

In the matter of the authorized assignment of Mr. Wilfrid Benoit.

The hereinabove described farm not having been sold, as advertised, on January 20th, 1922.

Public notice is hereby given the farm of the said Wilfrid Benoit, designated as follows:

A farm situate in the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, composed of the lots numbers three hundred and forty-two and three hundred and forty three (Nos 342 and 343) of the official plan and book of reference for the said parish of Saint-Grégoire-le-Grand, containing four arpents in width by thirty arpents in depth, the whole more or less—with all the buildings thereon erected.

Shall be sold under the authority of the act 9-10 Geo. V, chap. 36, art. 20, at Saint-Grégoire-le-Grand, said district, in the council hall, on TUESDAY, MARCH, FOURTEENTH, 1922, at TWO o'clock P. M.

T. BRASSARD,

568-6-2

Authorized trustee.

Canada, province de Québec, district d'Iberville.

Dans l'affaire de la cession autorisée de M. Philias Lafrance.

Avis public est par les présentes donné que les terres dudit Philias Lafrance, désignées comme suit:

1. Une terre située en ladite paroisse de Sainte-Brigide, dit district, connue comme étant le lot numéro quatre cent soixante-un (No 461) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Brigide—avec toutes les bâtisses y érigées;

1. Une terre située en la paroisse de Sainte-Brigide, dit district, connue comme étant le lot numéro quatre cent soixante-deux (No 462) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Brigide—avec toutes les bâtisses y érigées.

Seront vendues en vertu de la loi 9-10 Geo. V, chap. 36, art. 20, à Sainte-Brigide, dit district, au domicile dudit Philias Lafrance, JEUDI, le SEIZIEME jour de MARS 1922, à DEUX heures P. M.

Le syndic autorisé,

569-6-2

T. BRASSARD.

Canada, Province of Quebec, district of Iberville.

In the matter of the authorized assignment of Mr. Philias Lafrance.

Public notice is hereby given the farms of the said Philias Lafrance, designated as follows:

1. A farm situate in the parish of Sainte-Brigide, said district, composed of the lot number four hundred and sixty-one (No 461) on the official cadastre for the parish of Sainte-Brigide—with all the buildings thereon erected.

2. A farm situate in the parish of Sainte-Brigide, said district, composed of the lot number four hundred and sixty two (No. 462) on the official cadastre for the parish of Sainte-Brigide—with all the buildings thereon erected.

Shall be sold under the authority of the act 9-10 Geo. V, chap. 36, art. 20 at Sainte-Brigide, said district, at the domicile of the said Philias Lafrance, THURSDAY, MARCH, the SIXTEENTH, 1922, at TWO o'clock P. M.

T. BRASSARD,

570-6-2

Authorized trustee.

Vente pour taxes municipales

Sales for municipal taxes

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues aux enchères publiques, en la salle municipale de la ville de Dorval, No 24a de la rue Saint-Joseph, à Dorval, district de Montréal, SAMEDI, le PREMIER jour du mois d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et contributions municipales mentionnées audit état ci-après, et les frais qui seront subséquemment encourus pour toutes procédures ultérieures à ce jour, à moins que les dites taxes, contributions et frais ne soient plus tôt payés.

Public notice is hereby given that the properties described in the hereunder statement will be sold by public auction in the municipal hall of the town of Dorval, No. 24a Saint Joseph street, Dorval, in the district of Montreal, on SATURDAY, the FIRST day of APRIL next, 1922, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes and assessments mentioned in the said statement, and the costs which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes and assessments be sooner paid.

Propriétaire de biens-fonds Proprietor of real estate	Description de l'immeuble.—No du cad. de la paroisse des Saints-Anges-de-Lachine Description of the immoveable.—Cad. No. of the parish of the Holy Angels of Lachine	Taxes municipales Municipal taxes
Mlle—Miss Rhoda Arkinson.....	11-36.....	\$10.72
H. Bellefeuille.....	868-170.....	3.83
J.-A. Blanchette.....	11-465.....	3.66
B. de Gironde.....	16-398 à 400.....	20.06
Dame—Mrs E. Brophy.....	11-545.....	3.10
Albert Chas Descary.....	16-54, 84, 89, 90, 91, 92, 113—134, 135, 143, 149, 118 119, 120, 121.....	346.91
William Grmble.....	11-604, 605.....	7.19
Lame Adolphe Gauthier.....	19-58 à 60.....	53.43
Joseph Garneau.....	16-308 à 310.....	20.01
W. C. Hart.....	11-406, 407.....	7.18
Arthur Larche.....	10-111.....	13.07
Mlle—Miss E. McElroy.....	11-446.....	4.61
Benj. Perkins.....	19-12, 13.....	24.12
Geo. Roberts.....	11-524.....	3.19
Paul Larcher.....	16-43, 76, 77, 287, 288.....	64.00
Paul Larcher.....	16-280, 281, 282, 283, 284, 285 et 286.....	37.32
P. Swanton.....	11-442.....	3.60
Dame—Mrs Emile Legault.....	16-386 à 397, 406 et 407.....	92.72

Donné à Dorval, ce huitième jour de mars 1922.

Le secrétaire-trésorier de la ville de Dorval,
885—9-2 ALPHONSE DECARY.

Given at Dorval, this eighth day of March, 1922.

Secretary-treasurer of the town of Dorval,
886—9-2 ALPHONSE DECARY.

Ventes par licitation

Sales by Licitatlon

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2307.

Avis public est aux présentes donné que, jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 14 février 1922, dans une cause dans laquelle Annie Keilty, épouse commune en biens de John Crowthers, détective, de la cité de Montréal, et ledit John Crowthers, tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, est demanderesse; et Hugh Keilty, de la ville de Brownville Junction, dans l'état du Maine, l'un des Etats-Unis d'Amérique; Dame Hattie Keilty, épouse séparée de biens de Fred Melanson, et ledit Fred Melanson, de la ville de Brownville Junction, dans l'état du Maine, l'un des Etats-Unis d'Amérique, pour autoriser sadite épouse; et Dame Ida Vicary, épouse séparée de biens de Thomas Stalker, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et ledit Thomas Stalker, pour autoriser sadite épouse; et James Stace, boutiquier, de la cité de Montréal, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs: Gertrude Mary Cox; Edgar Cornélius Cox et Clifford-Phillip Lewis Le Cocq, et Dame Catherine (Kate)

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2307.

Public notice is hereby given that in and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 14th day of February, 1922, in a case wherein Annie Keilty, wife common as to property of John Crowthers, detective, of the city of Montreal, and the said John Crowthers, as well personally as for the purpose of authorizing his said wife, is plaintiff; and Hugh Keilty, of the town of Brownville Junction, in the state of Maine, one of the United States of America; Dame Hattie Keilty, wife separate as to property of Fred Melanson, and the said Fred Melanson, of the town of Brownville Junction, in the state of Maine, one of the United States of America, to authorize his said wife; and Dame Ida Vicary, wife separate as to property of Thomas Stalker, of the city of Toronto, in the Province of Ontario, and the said Thomas Stalker, for the purpose of authorizing his said wife; and James Stace, shopkeeper, of the city of Montreal, in his quality of tutor to the minor children: Gertrude-Mary Cox; Edgar-

Sims, veuve de Thomas Vicary, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, personnellement et en sa qualité d'exécutrice testamentaire et légataire universelle de feu Thomas Vicary, en son vivant, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, sont défendeurs; et ladite Dame Annie Keilty, épouse commune en biens de John Crowthers, des cité et district de Montréal, et ledit John Crowthers pour autoriser sadite épouse, est requérante, et Dame Catherine Sims, veuve de Thomas Vicary, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, est intimée, ordonnant la vente sur défaut de ladite intimée de verser le prix d'adjudication, et pour folle enchère de l'immeuble suivant, à savoir:

Ces emplacements, dans la ville de Lachine, connus et désignés sous les numéros 65 et 66 du plan de subdivision du lot No 916, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine—avec les bâtisses dessus construites. Les immeubles ci-haut seront mis à l'enchère et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur, à une séance de la Cour supérieure, division de pratique d'icelle ou dans toute autre chambre désignée par le juge de la Cour de pratique, au palais de justice de Montréal, le ONZE AVRIL 1922, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi (heure solaire), sujet aux charges, clauses et conditions portées au cahier des charges produit au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à l'encontre de ladite licitation doit être produite au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé, comme susdit, pour la vente et l'adjudication; et que toute opposition à fin de conserver doit être produite dans les six jours après adjudication; et qu'à défaut de faire lesdites oppositions dans les délais impartis aux présentes, on sera forcé de ce faire. Un dépôt de mille (\$1000.00) piastres de l'acheteur sera exigé sur adjudication, tel que mentionné au cahier des charges déposé chez le protonotaire de la cour supérieure, Montréal.

Montréal, 21 février 1922.

L'avocat de la demanderesse et requérante,
807—9-2 RUSSELL T. STACKHOUSE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 481.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 22 février 1922, dans une cause dans laquelle Ernest Ledoux, dentiste, de Montréal, est demandeur; et Dame Joséphine Ledoux, veuve de J.-B. Dubois, en son vivant bourgeois, de Montréal; J.-B. Dubois, commis, Percival Ledoux, commis, Dame Hélène Ledoux, épouse de Arthur Lehman, agent, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse, et J.-B. Trahan, voyageur de commerce, en sa qualité de tuteur à Dlle Jeanne Trahan, tous de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, étant la partie nord-est du lot numéro sept cent douze (712) du quartier Saint-Antoine, contenant trente-cinq pieds de front par soixante-douze de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la rue Desrivères, en arrière par la partie

Cornelius Cox and Clifford-Phillip Lewis Le Cocq and Dame Catherine (Kate) Sims, widow of Thomas Vicary, of the city of Lachine, in the district of Montreal, personally and in her quality as testamentary executrix and universal legatee of the late Thomas Vicary, in his lifetime of the city of Lachine, in the district of Montreal, are defendants; and the said Dame Annie Keilty, wife common as to property of John Crowthers, of the city and district of Montreal, and the said John Crowthers, for the purpose of authorizing his said wife is petitioner, and Dame Catherine Sims, widow of Thomas Vicary, of the city of Lachine, in the district of Montreal, is respondent; ordering the sale for failure of said respondent to pay the price of adjudication, and for false bidding of the following immoveable property, to wit:

Those certain emplacements, in the town of Lachine, known and designated as numbers 65 and 66 on the subdivision plan of lot No. 916, on the official plan and book of reference of the parish of Lachine—with the buildings thereon erected. The above immoveables will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder at the sitting of the Superior Court in the practise division thereof, or in all other room that the sitting judge in the practise division may refer, at the Montreal court house, on the ELEVENTH day of April, 1922, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon (Standard time), subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the practise to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing. A deposit of one thousand (\$1000.00) dollars from the purchaser will be required immediately upon adjudication, as mentioned in list of charges deposited with the prothonotary of the Superior Court, Montreal.

Montreal, February 21st, 1922.

RUSSELL T. STACKHOUSE,
808—9-2 Attorney for plaintiff and petitioner.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 481.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 22nd day of February, 1922, in a cause in which Ernest Ledoux, dentist, of Montreal; is plaintiff; and Dame Josephine Ledoux, widow of J. B. Dubois, in his lifetime gentleman, of Montreal; J. B. Dubois, clerk, Percival Ledoux, clerk, Dame Helene Ledoux, wife of Arthur Lehman, agent, and the latter in order to authorize his said wife to these presents and J. B. Trahan, traveller, in his quality of tutor at Demoiselle Jeanne Trahan, all of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immoveable designated as follows, to wit:

A lot of land situated in the city of Montreal, being the north-east portion of the lot number seven hundred and twelve (712) of Saint-Antoine ward, measuring thirty five feet in front by seventy-two feet in length, English measure; bounded in front by the Desrivères street, on rear by the south-west portion of the lot number

sud-ouest du lot numéro sept cent-douze, d'un côté par une ruelle et de l'autre côté par le lot numéro sept cent-onze—avec bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCRÉDI, le DOUZIÈME jour d'AVRIL 1922, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans l'une des salles d'audience du palais de justice de Montréal, qui sera alors indiqué, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin de distraire, à fin de charge ou à fin d'annuler, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 27 février 1922.

Le procureur du demandeur.

831-9-2 AUGUSTE QUESNEL.

seven hundred and twelve, on one side by a lane and on the other side by the lot number seven hundred and eleven—with buildings thereon erected.

The above designated immoveable will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL 1922, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in a room of the court house of Montreal, which will then be pointed out, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as foresaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 27th February, 1922.

AUGUSTE QUESNEL,

832-9-2 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal
Cour supérieure, No. 4411.

Avis est par le présent donné que, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 16 février 1922, dans une cause dans laquelle Bernard D. Adelman et L. Lashinsky, tous deux de Montréal, sont demandeurs; et Mathilda Gibouleau, épouse séparée de biens de P. Gosselin, de Montréal, est défenderesse, et ledit P. Gosselin pour autoriser son épouse à ester en justice, et P. Gosselin personnellement aussi, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, à savoir :—

La moitié indivise d'un emplacement situé en la ville de Sainte-Rose, connu et désigné, plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Rose, comté de Laval, avec la moitié indivise des bâtisses dessus érigées. Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

L'immeuble ci-haut désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, le ONZIÈME jour d'AVRIL 1922, cour tenante, au palais de justice, chambre No. 31 de ladite Cour supérieure, ou dans toute autre chambre où la présente cause pourra être renvoyée, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges produit au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à l'encontre de ladite licitation doit être produite au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé, tel que susdit, pour vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver doit être produite dans les six jours après l'adjudication; et qu'à défaut par les parties de produire les oppositions dans les délais impartis aux présentes, elles seront forcloses de ce faire.

Un dépôt de \$500.00 sera exigé de l'acheteur immédiatement après la vente.

Montréal, 2 mars 1922.

Les avocats des demandeurs,

877-9-2 BUDYK & BUDYK.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4411.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 16th day of February, 1922, in a cause wherein Bernard D. Adelman and L. Lashinsky, both of Montreal, are plaintiffs; and Mathilda Gibouleau, wife separate as to property of P. Gosselin, of Montreal, is defendant, and the said P. Gosselin to authorize his wife to *ester en justice*, and P. Gosselin personally as well, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit :

The undivided half of an emplacement in the town of Saint Rose, known and designated in the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Rose, county of Laval, together with the undivided half of the buildings thereon erected. As the whole now subsists together with the active and passive servitudes, apparent and non apparent, attached thereto.

The immoveable hereinabove described will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the ELEVENTH day of APRIL, 1922, sitting in the Court House, in room No. 31 of the said Superior Court or in any other room that this cause may be referred to, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of \$500.00 will be required from the purchaser immediately after the sale.

Montreal, March 2nd, 1922.

BUDYK & BUDYK,

878-9-2 Attorneys for plaintiff.

VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **E**PIREM ARCHAM-
No 523. } **B**AULT, deman-
deur; vs CYPRIEN JUTRAS, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un certain terrain sis et situé au 5e rang du canton de Wendover, mesurant trois arpents de largeur par 28 arpents de profondeur, plus ou moins, maintenant connu et désigné au cadastre officiel du canton de Wendover, comme portant le lot No 165,—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille-de-Wendover, le DOUZIÈME jour d'AVRIL prochain (1922), à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 11 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

619—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **A**LFRÉD LAM-
No 34. } **B**ERT, deman-
deur; vs WILBROD TREMBLAY, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le lot No 21b et la $\frac{1}{2}$ nord-est du lot No 22c, du cadastre officiel du canton de Kingsey, pour le 4e rang, avec tout l'agris de sucrerie y compris un vaporisateur, les chaudières, vaisseaux et autres appareils.

Pour être vendu en un seul lot suivant autorisation de la cour, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix-de-Kingsey, le DOUZIÈME jour d'AVRIL prochain (1922), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 22 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

737—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **E**UGÈNE-B. DION-
No 19. } **N**E, demandeur; vs
WILBROD TREMBLAY, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

1. Ces terrains formant partie du lot numéro quatorze B (14b), du quatrième rang du cadastre du canton de Kingsey, décrits comme suit:

a. Toute cette partie de terrain qui se trouve au côté nord-est du chemin de front du quatrième rang, et b tout le terrain qui se trouve au nord-ouest du lot numéro quatorze C (14c), dudit quatrième rang de Kingsey et s'étend depuis ledit chemin de front jusqu'à la ligne Martin; lesdits terrains contenant environ cent cinq acres en superficie—avec les bâtisses dessus construites;

2. Cette partie du lot numéro quinze, dans le quatrième rang du canton de Kingsey, qui se trouve au sud-ouest du ruisseau appelé le ruisseau

SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **E**PIREM ARCHAM-
No. 523. } **B**AULT, plaintiff;
vs CYPRIEN JUTRAS, defendant.

As belonging to said defendant:

A certain piece of land situated in the 5th range of the township of Wendover, measuring three arpents in width by 28 arpents in depth, more or less, now known and designated upon the official plan and book of reference of the township of Wendover under No 165—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Cyrille-de-Wendover, on the TWELFTH day of APRIL next (1922), at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

J.-E. GIROUARD,

Arthabaska, 11th of February, 1922. Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]

620—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **A**LFRÉD LAM-
No. 34. } **B**ERT, plaintiff;
vs WILBROD TREMBLAY, defendant.

As belonging to said defendant.

The lot No. 21b and the north east half of lot No. 22c, of the official plan and book of reference of the township of Kingsey, for the 4th range, with all the sugary apparatus and implements including one vaporisator, cans, and other implements.

To be sold, in one lot, according to an ordre of the court, at the parochial church door of Saint Félix-de-Kingsey, on the TWELFTH day of APRIL next, (1922), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. E. GIROUARD,

Sheriff.

Arthabaska, 22nd February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

738—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **E**UGÈNE B. DION-
No. 19. } **N**E, plaintiff; vs
WILBROD TREMBLAY, defendant.

As belonging to said defendant:

1. Those pieces of land forming part of lot number fourteen B (14b), in the 4th range of the official plan and book of reference of the township of Kingsey, described as follows:

a. All that part of land situated on the north east side of the front road of the 4th range, and b all the land situated on the north west of lot No. 14C (14c), in the said 4th range of Kingsey, and extending from the said front road to the Martin's line; the said pieces of land containing about one hundred and five acres in superficies—with the buildings thereon erected;

2. That part of lot No. 15, in the 4th range of the township of Kingsey, situated on the south west side of the creek called "Ruisseau du Mou-

du Moulin, excepté le coin de ce terrain vendu autrefois à Eudore Martin, laquelle partie de lot formant partie du lot numéro quinze A (15a), dans le quatrième rang des plan et livre de renvoi officiels du canton de Kingsey et contenant environ quatre-vingts acres en superficie, la ligne de division entre le terrain de Martin ou représentant et celui-ci est clôturé de fil barbelé;

3. Ce terrain contenant vingt-cinq acres en superficie, étant une partie du lot numéro seize, dans le quatrième rang du canton de Kingsey, qui se trouve au sud-ouest du ruisseau appelé le ruisseau du Moulin, traversant ledit lot et est à présent connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Kingsey, sous le numéro seize A (16a), dans le quatrième rang;

4. Le lot No 21 B et la $\frac{1}{2}$ nord-est du lot No 22C, du cadastre officiel du canton de Kingsey, pour le 4ième rang.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix-de-Kingsey, le QUINZIEME jour de MARS prochain (1922), suivant ordre de la Cour, à DIX heures de l'avant-midi, en deux lots: 1er lot consistant en les immeubles dessus décrits aux paragraphes 1-2 et 3; et 2ième lot consistant en les immeubles décrits au paragraphe 4.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 6 février 1922.

[Première publication 11 février 1922]

579—6-2

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

lin", with the exception of the corner of that part of lot previously sold to Eudore Martin, which said part of lot forms part of lot No. 15A (15a), in the 4th range of the official plan and book of reference of the township of Kingsey and contains about 90 acres in superficies, the division line of that part of lot and Martin's one or representative is fenced with bearded wire;

3. That piece of land containing 25 acres in superficies, being a part of lot No. 16, in the 4th range of the township of Kingsey, situated on the south west side of the creek called "Ruisseau du Moulin", which pours through the said lot and now known and designated upon the official plan and book of reference of said township of Kingsey, under No. 16A (16a), in the 4th range;

4. The lot No. 21B and the north east half of lot No 22C, of the official plan and book of reference of the township of Kingsey, for the 4th range.

To be sold at the parochial church door of Saint-Felix-de-Kingsey, on the FIFTEENTH day of MARCH next (1922), according to order of the Court, at TEN o'clock in the forenoon, in two lots: 1st lot consisting in the immoveables above described in paragraphs 1, 2 and 3; and the 2nd lot consisting in the immoveables described at paragraph, 4.

Sheriff's office.

Arthabaska, 6th February, 1922.

[First publication, 11th February, 1922]

580—6-2

J. E. GIROUARD,

Sheriff.

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: **ERNEST CAMPEAU**,
No 5963. demandeur; contre
ALFRED PICARD, défendeur.

Les lots numéros soixante et un (61) et soixante deux (62) du rang trois, canton Langevin, comté de Dorchester—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Louis-de-Gonzague, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain (1922), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 14 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

679—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: **ERNEST CAMPEAU**,
No. 5963. plaintiff; against
ALFRED PICARD, defendant.

The lots numbers sixty one (61) and sixty two (62) of the third range, township of Langevin, county of Dorchester—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis-de-Gonzague, the ELEVENTH day of APRIL next (1922), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT.

Sheriff.

Saint-Joseph, Beauce, 14th February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

680—9-2

BEAUCE

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit—dans et pour le comté de Huntingdon.

Province de Québec, } **JOHN SMAILL**,
District de Beauharnois, } demandeur; vs
A savoir: No 7521. } **TENA LESLIE**, dé-
fenderesse.

Saisi comme appartenant à ladite défenderesse:
Un lot de terre situé dans la ville de Huntingdon, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Huntingdon comme une partie du lot No 256; borné en front au nord par la

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—in and for the county of Huntingdon.

Province of Quebec, } **JOHN SMAILL**,
District of Beauharnois, } plaintiff; vs
To wit. No. 7521. } **LESLIE**, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:
A lot of land situate in the town of Huntingdon and known and designated upon the official plan and book of reference of the village of Huntingdon as part of lot No. 256; bounded in front to the

rue Châteauguay; en arrière au sud par la rivière Châteauguay, à l'ouest par le lot No 255, à l'est par le résidu du lot No 256, mesurant 72 pieds plus ou moins, rue Châteauguay, par toute la profondeur du lot jusqu'à la rivière Châteauguay,—avec une maison et la bâtisse dessus construite.

Et un autre lot de terre situé dans la ville de Huntingdon, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Huntingdon sous le numéro 234.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph-de-Huntingdon, dans la ville de Huntingdon, MERCREDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL, prochain 1922, à NEUF heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L. O. THISDALE.

Salaberry-de-Valleyfield, 20 février 1922.

731—9-2

[Première publication, 11 mars 1922]

north by Châteauguay street, in the rear, to the south by Châteauguay river, on the west by lot No. 255, on the east by the remainder of lot No. 256, measuring 72 feet, more or less, on Châteauguay street, by the whole depth of the lot to the Châteauguay river—with a house and building thereon erected.

And another lot of land situate in the town of Huntingdon, known and designated upon the official plan and book of reference of the village of Huntingdon under number 234.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Joseph-de-Huntingdon, in the town of Huntingdon, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL next, 1922, at NINE o'clock's in the forenoon.

Sheriff's office.

L. O. THISDALE,

Sheriff.

Salaberry-de-Valleyfield, 20th February, 1922.

732—9-2

[First publication, 11th March, 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure—District de Montréal

Province de Québec, } JOSEPH-EUGENE
District de Beauharnois, } RHEAULT, de-
à savoir: No 3647. } mandeur; vs DAME
MARIE-LOUISE LESIEGE ET VIR, défende-
resse.

Saisi comme appartenant à ladite défende-
resse:

Un emplacement sis et situé dans le village de Howick, connu et désigné sous le lot numéro cinq cent quarante-quatre (544) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown, dans le comté de Châteauguay—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Très-Saint-Sacrement d'Howick, au village de Howick, MERCREDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL, prochain 1922 à MIDI.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L. O. THISDALE.

Salaberry-de-Valleyfield, 20 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

733—9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } DAME EUPHE-
District de Beauharnois, } MIE GOYER,
à savoir: No 4121. } du village de Saint-
Rémi, district d'Iberville, veuve de Joseph Allard,
demanderesse; vs ARTHUR RICARD, de Saint-
Urbain 1er, district de Beauharnois, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

Une terre située en la paroisse de Saint-Urbain 1er, dans le comté de Châteauguay, comprenant les numéros soixante-un et soixante-deux (61 et 62), sur le plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Urbain 1er, de la contenance en superficie de deux cents arpents, plus ou moins; et bornée d'un côté au nord-ouest par John E. Ricard et de l'autre côté, au sud-est, par les terres de la paroisse de Saint-Rémi—avec une maison et autres bâtisses dessus construites;

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Urbain-Premier,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } JOSEPH-EUGENE
District of Beauharnois, } RHEAULT, plain-
to wit: No. 3647. } tiff; vs DAME
MARIE LOUISE LESIEGE ET VIR, defendants.

Seized as belonging to the said defendant,
Marie Louise Lesiege.

An emplacement lying and situate in the village of Howick, known and designated as being the lot number five hundred and forty four (544) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Malachie d'Ormstown, in the county of Châteauguay—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Très-Saint-Sacrement d'Howick, at the village of Howick, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL next, 1922, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office.

L. O. THISDALE,

Sheriff

Salaberry-de-Valleyfield, 20th February, 1922

[First publication, 11th March, 1922]

734—9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } DAME EUPHE-
District of Beauharnois, } MIE GOYER,
to wit: No. 4121. } of the village of Saint
Rémi, district of Iberville, widow of Joseph
Allard, plaintiff; vs ARTHUR RICARD, of
Saint Urbain 1er, district of Beauharnois, defend-
ant.

Seized as belonging to the said defendant:

A farm situate in the parish of Saint Urbain 1er, in the county of Châteauguay, comprising the numbers sixty one and sixty two (61 and 62) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Urbain 1er, containing two hundred arpents in superficies, more or less; and bounded on one side, to the northwest, by John E. Ricard and on the other side, to the southeast, by the lands of the parish of Saint Rémi—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Urbain Premier, on WEDNES-

MERCREDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à QUATRE heures de l'après-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,

L. O. THISDALE.

Salaberry-de-Valleyfield, 27 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

847-9-2

DAY, the TWELFTH day of APRIL next, 1922, at FOUR o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L. O. THISDALE.

Sheriff.

Salaberry-de-Valleyfield, 27th February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

848-9-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir :) ONESIME TREMBLAY, de la ville de La-Tuque, marchand, demandeur; vs JOS. BOUDREAU, de Sainte-Anne, comté de Chicoutimi, défendeur, à savoir :

Un lopin de terre ou emplacement formé d'une partie du lot dix-b-un (10-b-1) du premier rang ouest au cadastre officiel du canton Tremblay et comprenant aussi une pointe de terre comprise dans le terrain de l'ancien chemin public ou route Sainte-Marie, lequel terrain mesure cent cinquante pieds de largeur du sud au nord, en mesurant à angle droit entre les lignes latérales, sur cent pieds de profondeur de l'est à l'ouest et est compris dans les bornes suivantes: en front vers l'est au nouveau chemin public ou route Sainte-Marie à sa limite actuelle, vers le nord, vers l'ouest et vers le sud par le terrain du vendeur; la ligne nord du terrain maintenant vendu étant parallèle au pan nord de la maison érigée par Monsieur Poudreau sur ce terrain, et distante vers le nord de douze pieds de ce pan; cette même ligne nord du terrain maintenant vendu se trouvant à environ trois cents pieds au sud de la ligne sud du terrain vendu par le présent vendeur à Théophile Côté—avec bâtisses dessus construites et autres dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, LUNDI, le VINGTIEME jour de MARS 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Chicoutimi, 31 janvier 1922 ELZ. BOIVIN.

[Première publication, 4 février 1922]

521-5-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Chicoutimi, to wit :) ONESIME TREMBLAY of the town of La-Tuque, plaintiff; vs JOS. BOUDREAU of Sainte Anne, county of Chicoutimi, defendant, to wit :

A piece of land or emplacement composed of part of lot ten-b-one (10-b-1) of the first rang west of the official cadastre of the township Tremblay including also a corner of land include in the ground of the old public road or "route Sainte Marie", which land measure one hundred and fifty feet in width from south to north, being measured at right angle between lateral lines, by one hundred feet in depth from east to west, and is include in the following boundaries: by the front towards the east to the new public road or "route Sainte Marie" at its actual limit, towards the north, the west and the south by the land of the seller; the north line of the land now sold being a parallel to the north edge of the house erected by Mr. Boudreau on this land, and apart toward the north by twelve feet from this edge; this same north line of the land now sold, lying at about three hundred feet to the south of the south line of the land sold to Théophile Côté by the present seller—with buildings thereon erected and other dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Anne-de-Chicoutimi, MONDAY, the TWENTIETH day of MARCH, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ELZ. BOIVIN,

Chicoutimi, January 31st, 1922.

Sheriff.

[First publication, 4th February, 1922]

522-5-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—New-Carlisle.

Province de Québec, } THE LE BOU-
District de Gaspé, } TELLIER BROS
Comté de Bonaventure, } COMPANY, LIM-
No 3620, } ITED, demande-
resse; contre GUILLAUME LEBLANC, de Paspébiac, comté et district susdit, maintenant résidant à Waterville, Maine, Etats-Unis, défendeur.

1. Le lot numéro cadastral 340, formant partie du lot No 2 de la commune de Paspébiac de la subdivision primitive de Cox; borné au sud par la ligne entre la commune de Paspébiac et le premier rang de Paspébiac, vers l'ouest par le No 340a, vers le nord par le chemin entre la commune de Paspébiac et le deuxième rang de Paspébiac, et vers l'est par le No 339, mesurant trente-six chaînes de front sur vingt-deux chaînes et cinquante chaînes de profondeur, formant en superficie

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—New Carlisle.

Province of Quebec, } THE LE BOU-
District of Gaspé, } TELLIER BROS.
County of Bonaventure, } COMPANY, LIM-
No. 3620, } ITED, plaintiff;
against GUILLAUME LEBLANC, of Paspébiac, county and district aforesaid, now residing in Waterville, Maine, in the United States, defendant.

1. The lot cadastral number 340, forming part of the lot No. 2 of the Paspébiac Common, of the original subdivision of Cox; bounded on the south by the line between the Paspébiac common and the first range of Paspébiac, on the west by the lot No. 340a, on the north by the road between the Paspébiac common and the second range of Paspébiac and on the east by the No. 339, measuring thirty six links in front by twenty two chains and fifty links in depth, containing

quatre-vingt-un centièmes d'acre—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Le lot numéro cadastral 340a, formant partie du lot No 2 de la commune de Paspébiac, de la subdivision primitive de Cox; borné au sud par la ligne entre la commune de Paspébiac et le premier rang de Paspébiac, vers l'ouest par le No 341, vers le nord par le chemin entre la commune de Paspébiac et le deuxième rang de Paspébiac, vers l'est par le No 340, mesurant trente-six chaînons de front sur vingt-deux chaînes et cinquante chaînons de profondeur, formant en superficie quatre-vingt-un centièmes d'acre—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Paspébiac, JEUDI, le TREIZIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-deux, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,
W.-M. SHEPPARD

New-Carlisle, 20 février 1922.

745—8-2

[Première publication, 11 mars 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Gaspé.
New-Carlisle, à savoir: JOSEPH-D. COTE, No 3567. J marchand, de Saint-Maurice-d'Echourie, comté et district de Gaspé, demandeur; vs CHARLES PAQUET, autrefois de Fox River et maintenant de Sturgeon Falls, province d'Ontario, défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le premier rang est, canton de Fox, dans le comté de Gaspé, étant le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Fox, dans le comté de Gaspé, sous le numéro dix-sept, (No 17),—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Rivière-au-Renard, dans le comté de Gaspé, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
JAS. T. TUZO.

Percé, 27 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

837—9-2

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull.
Hull, à savoir: THE GENERAL SUPPLY No 6034. J CO. OF CANADA, demanderesse; contre THE CONSOLIDATED GRAPHITE AND MILLING COMPANY, défenderesse, à savoir:

Toutes les mines, les droits miniers et les minéraux dans et sur la moitié nord du lot douze du neuvième rang et les lots 14b et 14c, et sur la moitié sud du lot 13b et la totalité du lot 12c, dans le dixième rang du canton Buckingham, dans le comté de Labelle, district de Hull, ladite moitié nord du lot 12 dans le neuvième rang; bornée au nord par les terrains du dixième rang, au sud par la moitié sud dudit lot, à l'est par le lot 11, et à l'ouest par le lot 13a, tous dans ledit

eighty one one hundredths of an acre in area—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot cadastral number 340a, forming part of the lot No. 2 of the Paspebiac common, of the original subdivision of Cox; bounded on the south by the line between the Paspebiac common and the first range of Paspebiac, on the west by the No. 341 on the north by the road between the Paspebiac common and the second range of Paspebiac, on the east by the No. 340, measuring thirty six links in front by twenty two chains and fifty links in depth, containing eighty one one hundredths of an acre in area—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Paspebiac on THURSDAY, the THIRTEENTH day of APRIL, nineteen hundred and twenty two, at the hour of ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

W. M. SHEPPARD,
Sheriff, C.B.

New-Carlisle, 20th February, 1922

746—8-2

[First publication, 11th March, 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspé.
New-Carlisle, to wit: JOSEPH D. COTE, No. 3567. J merchant, of Saint-Maurice-d'Echourie, county and district of Gaspé, plaintiff; vs CHARLES PAQUET, formerly of Fox River and now of Sturgeon Falls, Province of Ontario, defendant.

A lot of land lying and situate in the first range east, township of Fox, in the county of Gaspé, being the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Fox, in the county of Gaspé, under the number seventeen, (No. 17),—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Rivière-au-Renard, in the county of Gaspé, on the THIRTEENTH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. JAS. T. TUZO,
Sheriff.

Percé, 27th February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

838—9-2

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.
Hull, to wit: THE GENERAL SUPPLY No. 6034. J CO. OF CANADA, plaintiff; against THE CONSOLIDATED GRAPHITE AND MILLING COMPANY, defendant, to wit:

All the mines, mining rights and minerals in to and upon the north half of lot 12 in the ninth range and on lots 14b and 14c, and the south half of lot 13b and the whole of lot 12c in the tenth range of the township of Buckingham in the county of Labelle, and district of Hull, the said north half of lot 12 in the ninth range being bounded to the north by the lands of the tenth range, to the south by the south half of said lot, to the east by lot 11, and to the west by lot 13a

neuvième rang dudit canton, et ladite moitié sud du lot 13b dans le dixième rang dudit canton, étant bornée au nord par la moitié nord dudit lot, au sud par les terrains du neuvième rang, à l'est par les lots 12b et 12c et à l'ouest par la moitié sud du lot 13a, tous dans ledit dixième rang dudit canton,—le tout avec les bâtisses qui s'y trouvent, les circonstances et dépendances y annexées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire-de-Nazianze, à Buckingham, le ONZIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
C. M. WRIGHT.

Hull, 15 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

681—7-2

all in said ninth range of said township, and said south half of lot 13b in the tenth range of said township being bounded to the north by the north half of said lot, to the south by the lands in the ninth range, to the east by the lots 12b and 12c and to the west by the south half of lot 13a all in the said tenth range of said township the whole with the buildings thereon and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Grégoire-de-Nazianze, at Buckingham, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. C. M. WRIGHT,
Sheriff.

Hull, 15th February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

682—7-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull.

Hull, à savoir: JOSEPH VALLEE ALIAS VAL-
No 5432. LEY, demandeur; vs WIL-
LIAM VALLEE ALIAS VALLEY, défendeur, et
ARTHUR McCONNELL, distrayant.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Partie du lot C, dans le onzième rang dudit canton de Buckingham, district de Hull; bornée au sud par la ligne de concession entre les dixième et onzième rangs encore non ouverts, qui est la frontière entre la terre du demandeur possédant le lot 16a du dixième rang et celui du défendeur, partie du lot 16 dans le onzième rang, à l'est par une autre partie dudit lot 16c, la propriété de William Hill, à l'ouest par le lot 17 dans ledit onzième rang, et au nord par la ligne de concession entre les onzième et douzième rangs dudit canton—avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire-de-Nazianze, à Buckingham, le ONZIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX HEURES ET QUINZE de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Hull, le 7 février 1922. C. M. WRIGHT.

[Première publication, 11 mars 1922]

683—7-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

Hull, to wit: JOSEPH VALLEE ALIAS
No. 5432. VALLEY, plaintiff; vs
WILLIAM VALLEE ALIAS VALLEY, defend-
ant and ARTHUR McCONNELL, distrayant.

Seized as belonging to said defendant;

Part of lot C, in the eleventh range of the township of Buckingham, district of Hull; bounded on the south by the concession line between the tenth and eleventh ranges yet inopened, which is the boundary line between the land of the plaintiff owing lot 16a in the tenth range and that of defendant, part of lot 16 in the eleventh range, on the east by the other part of said lot 16c in the property of William Hill, on the west by lot 17 in said eleventh range, and on the north by the concession line between the eleventh and twelfth ranges in said township,—with any buildings and improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Grégoire-de-Nazianze, at Buckingham, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN-FIFTEEN of the clock in the forenoon.
Sheriff's office. C. M. WRIGHT,

Hull, February, 7th, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

684—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull.

Hull, à savoir: LOUIS VALOIS, demandeur;
No 5974. contre ELIE ROSSI-
GNOL, défendeur, à savoir:

Le lot No 469-9, côté est du rang Procul, dans la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours, dans ledit district de Hull, contenant 100 arpents en superficie; borné au sud par la propriété de Joseph Richer, au nord par la propriété de Joseph Juteau, à l'est par la propriété de la "Fassett Lumber Company", et à l'ouest par la propriété de Napoléon Farrant—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours, dans le village de Montebello, le QUATORZIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
C.-M. WRIGHT.

Hull, 6 février 1922.

[Première publication, 11 février 1922]

613—6-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

Hull, to wit: LOUIS VALOIS, plaintiff;
No. 5974. against ELIE ROSSI-
GNOL, defendant.

The lot No. 469-9, east side of Procul range, in the parish of Notre Dame de Bonsecours, in the said district of Hull, containing 100 arpents in superficies; bounded on the south by the property of Joseph Richer, on the north by the property of Joseph Juteau, on the east by the property of the "Fassett Lumber Company", and on the west by the property of Napoléon Farrant—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de Bonsecours, in the village of Montebello, the FOURTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. C. M. WRIGHT,
Sheriff.

Hull, 6th February, 1922.

[First publication, 11th February 1922]

614—6-2

KAMOURASKA

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: **A**IMÉ BERU-
No 7626. **B**E, mécani-

cien, et JOSEPH MERCIER, commerçant, tous deux de la cité de Rivière-du-Loup et y faisant affaires sous la raison sociale de "Bérubé & Mercier, Enr.", demandeurs; contre A.-E. MIGNAULT, de la paroisse de Saint-Pascal, défendeur, à savoir:

Un certain terrain ou emplacement situé en le troisième rang de la paroisse de Saint-Pascal, mesurant soixante-dix-neuf pieds (79 pds) de front sur la route, par une profondeur irrégulière de quatre-vingt-dix-sept pieds (97 pds) en partant du chemin, de quarante-six pieds (46 pds) sur le prolongement nord dudit chemin et sur une profondeur de quatre-vingt-trois pieds (83 pds) plus ou moins, le tout mesure anglaise; borné à l'est à la route centrale et de tous les autres côtés aux propriétés de Charles-A. Blondeau, faisant partie ledit terrain du numéro deux cent soixante-dix-neuf (ptie No 279) du cadastre officiel du comté de Kamouraska, pour la paroisse de Saint-Pascal—avec bâtisses dessus construites, avec toutes les machineries attachées à la maison consistant en une bouilloire, engin et système de chauffage, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pascal, le VINGT-UNIÈME jour de MARS prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif.

J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 23 janvier 1922.

[Première publication, 28 janvier 1922]

453—4-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: **A**IMÉ BERU-
No. 7626. **B**E, machi-

nist, and JOSEPH MERCIER, dealer, both of the city of Rivière-du-Loup and there carrying on business under the name and style of "Bérubé & Mercier, Enr.", plaintiffs; against A.-E. MIGNAULT, of the parish of Saint-Pascal, defendant, to wit:

That certain piece of parcel of land situate in the third range of the parish of Saint-Pascal, measuring seventy nine feet (79 ft.) in front on the road by an irregular depth of ninety seven feet (97 ft.), commencing at the road, of forty six feet (46 ft.) on the north production of the said road and by a depth of eighty three feet (83 ft.), more or less, the whole English measurements; bounded on the east by the central road and on all the other sides by the properties of Charles-A. Blondeau, forming part, the said piece of land, of the number two hundred and seventy nine (pt. No 279) of the official cadastre of the county of Kamouraska, for the parish of Saint-Pascal—with the buildings thereon erected, and all the machinery attached to the house, consisting of a boiler, engine and heating apparatus, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Pascal, the TWENTY-FIRST day of MARCH next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. O. GIRARD,

Sheriff.

Rivière-du-Loup, 23rd January, 1922.

[First publication, 28th January, 1922]

454—4-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière du Loup, à savoir: **W**ILFRID ADE-
No 3947. **L**ARD POT-

VIN, avocat, de la cité de Fraserville, demandeur; contre EMILE LAROCHELLE, de la paroisse de Saint-Arsène, défendeur, à savoir:

1. Les lots de terre maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Temiscouata, pour la paroisse de Saint-Arsène, sous les numéros 228-229-230-231-232 et 233, du quatrième rang de la paroisse de Saint-Arsène—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot de terre numéro quatre cent treize (No 413) du cinquième rang de la même paroisse, circonstances et dépendances.

Pour être vendu soit en bloc, soit chaque numéro séparément, au choix du demandeur à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Arsène le VNGT-TROISIÈME jour de MARS prochain 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup 30 janvier 1922.

[Première publication, 4 février 1922]

545—5-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: **W**ILFRID ADE-
No. 3947. **L**ARD POT-

VIN, advocate, of the city of Fraserville, plaintiff; against EMILE LAROCHELLE, of the parish of Saint-Arsène, defendant, to wit:

1. The lots of land now known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Temiscouata, for the parish of Saint-Arsène, under the numbers 228, 229, 230, 231, 232 and 233 of the fourth range of the parish of Saint-Arsène—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lot of land number four hundred and thirteen (No. 413) of the fifth range of the same parish, circumstances and dependencies.

The whole to be sold either *en bloc* or separately at the choice of the plaintiff, at the church door of the parish of Saint-Arsène, the TWENTY-THIRD day of MARCH next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. O. GIRARD,

Sheriff.

Rivière du Loup, January 30th, 1922.

[First publication, 4th February, 1922]

546—5-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: **DELLE MARIE**
No 486. **NORMAND**, de
Saint-Michel, demanderesse; contre **DELLE**
ADELE VEZINA, de Saint-Michel, comté de
Bellechasse.

La septième partie indivise d'un lot de terre
connu et désigné au cadastre officiel pour la pa-
roisse de Saint-Michel-de-Bellechasse, sous les
numéros cent trente-quatre (134) et cent trente-
cinq (135)—avec bâtisses, circonstances et dé-
pendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Michel-de-Bellechasse, **MERCREDI**, le
DOUZIEME jour du mois d'**AVRIL** pro-
chain (1922), à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

Montmagny, 16 février 1922. J.-C. LISLOIS.

[Première publication, 11 mars 1922]

715—8-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: **MISS MARIE**
No. 486. **NORMAND**, of
Saint-Michel, plaintiff; against **MISS ADELE**
VEZINA, of Saint-Michel, county of Bellechasse.

The seven hundred and thirty four (134)
known and designated on the official cadastre for
the parish of Saint-Michel-de-Bellechasse, under
the numbers one hundred and thirty four (134)
and one hundred and thirty five (135)—with the
buildings thereon, circumstances and dependen-
cies.

To be sold at the parochial church door of
Saint-Michel-de-Bellechasse, on **WEDNESDAY**,
the **TWELFTH** day of the month of **APRIL**
next (1922), at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.

J. C. LISLOIS,

Montmagny, February 16th, 1922. Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]

716—8-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **LA CITE DE MONT-**
No 74. **REAL**, corps légale-
ment constitué, ayant son établissement d'affaires
en ladite cité, demanderesse; contre **EDWARD**
WELSH, défendeur.

Deux (2) lots de terre situés dans la cité de
Montréal; bornés en front par la rue O'Shaughnessy,
étant les subdivision numéros six cent un (No
601) et numéro six cent deux (No 602) du numéro
originaire numéro six cent trente-six (No 636)
des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse
de Saint-Laurent, quartier Ahuntsic-Bordeaux.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité
de Montréal, le **QUINZIEME** jour d'**AVRIL**
prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 22 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

759—8-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **THE CITY OF MON-**
No. 74. **TREAL**, a body poli-
tic and corporate, duly incorporated, having its
place of business in the said city, plaintiff;
against **EDWARD WELSH**, defendant.

Two (2) lots of land situate in the city of
Montreal; bounded in front by O'Shaughnessy
street, being subdivisions numbers six hundred
and one (No. 601) and number six hundred and
two (No. 602) of original number six hundred
and thirty six (No. 636) on the official plan and
book of reference for the parish of Saint Laurent,
Ahuntsic-Bordeaux ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the **FIFTEENTH** day of **APRIL** next, at
TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 22nd February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

760—8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **YORKSHIRE INSUR-**
No 1943 **ANCE COMPAN-**
Y, corporation légale dûment constituée, dont
la principale place d'affaires est dans les cité et
district de Montréal, demanderesse; contre
MORRIS FROMSON, du même endroit, défen-
deur; et **A.-A. REID**, curateur au délaissement
effectuée aux présentes.

Un lot de terre située sur l'avenue Coloniale,
dans la cité de Montréal, connu sous le No 841
des plan et livre de renvoi officiels du quartier
Saint-Louis; borné en front par l'avenue Colo-
niale; d'un côté par Dme. Bickerstaff et autres, de
l'autre côté par William Todd, et en arrière par
James Simpson ou représentants—avec les bâtisses
dessus construites.

Un lot de terre situé sur l'avenue Coloniale,
autrefois rue Saint-Georges-Hippolite, dans la
cité de Montréal, connu et désigné aux plan et

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **YORKSHIRE INSUR-**
No. 1943 **ANCE COMPANY**,
a body politic, duly incorporated, having its
principal place of business in the city and district
of Montreal, plaintiff; against **MORRIS FROM-**
SON, of the same place, defendant; and **A. A.**
REID, curator, to the surrender made herein.

A lot of land situate on Colonial avenue, in
the city of Montreal, known under No 841 on
the official plan and book of reference for Saint
Louis ward; bounded in front by Colonial Avenue,
on one side by Mrs. Bickerstaff and others, on
the other side by William Todd, and in the rear
by James Simpson or representatives—with the
buildings thereon erected.

A lot of land situate on Colonial avenue, for-
merly Saint Georges Hippolite street, in the city
of Montreal, known and designated on the official

livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, sous le numéro 840, portant les numéros civiques 66 et 68 de ladite avenue Coloniale.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 22 février 1922 L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 11 mars 1922]
761—8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) LA CITE DE MONT-
No 78.) REAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en ladite cité, demanderesse; vs DELLE SARAH GOLDBERG, défenderesse.

Les deux (2) lots de terre suivants situés dans la cité de Montréal; bornés en front par l'avenue Hampton, étant les subdivisions du numéro originaire cent soixante-neuf (169) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, quartier Notre-Dame-de-Grâces.

Subdivision numéro cinq cent quatre-vingt-huit (588).

Subdivision numéro cinq cent quatre-vingt-neuf (589).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 22 février 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 11 mars 1922]
763—8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) LA CITE DE MONT-
No 65.) REAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en ladite cité, demanderesse; vs JOSEPH-TANCREDE MORIN ET AL, défendeurs.

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal—avec bâtisses, étant une partie de la subdivision numéro onze cent dix (1110) du lot originaire numéro dix (10) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte Saint-Louis, quartier Laurier, mesurant quinze pieds et neuf dixièmes (15 9/10) de largeur par cent pieds et sept dixièmes (100 7/10) de profondeur, mesure anglaise; borné en front par rue Mozart, en arrière par une ruelle, au sud-ouest par la rue Alma et au nord-est par la subdivision de lot numéro 1109 du lot numéro 10 desdits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 22 février 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 11 mars 1922]
765—8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) LA CITE DE MONT-
No 67.) REAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en la dite cité, demanderesse; vs EDWARD F. MORGAN, défendeur.

Un lot de terre; borné en front par l'avenue Madison, étant la subdivision numéro trois cent-vingt et un (321) du numéro originaire cent

plan and book of reference for Saint Louis ward, under number No. 840, bearing civic numbers 66 and 68 said Colonial Avenue

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office L. J. LEMIEUX,
Montreal, 22nd February, 1922. Sheriff.
[First publication, 11th March, 1922]
762—8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) THE CITY OF MON-
No. 78.) TREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its place of business in the said city, plaintiff; vs MISS SARAH GOLDBERG, defendant.

The two (2) following lots of land situated in the city of Montreal; bounded in front by Hampton avenue, being subdivisions of original number one hundred and sixty nine (169) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, Notre-Dame-de-Grâces ward.

Subdivision number five hundred and eighty-eight (588).

Subdivision number five hundred and eighty-nine (589).

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, 22nd February, 1922. Sheriff.
[First publication, 11th March, 1922]
764—8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) THE CITY OF MON-
No. 65.) TREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business in the said city, plaintiff; vs JOSEPH TANCREDE MORIN ET AL, defendants.

A lot of land situate in the city of Montreal—with buildings, being a part of subdivision number eleven hundred and ten (1110) of original lot number ten (10) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, Laurier ward, measuring fifteen feet and nine tenths (15 9/10) in width by one hundred feet and seven tenths (100 7/10) in depth, English measure; bounded in front by Mozart street, in rear by a lane, to the south west by Alma street and to the north east by lot subdivision number 1109 of lot number 10 on the said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTEENTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock, noon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, 22nd February, 1922. Sheriff.
[First publication, 11th March, 1922]
766—8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) THE CITY OF MONT-
No. 67.) REAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business in the said city, plaintiff; vs EDWARD F. MORGAN, defendant.

A lot of land; bounded in front by Madison Avenue, being subdivision number three hundred and twenty-one (321) of original number one

soixante-deux (162) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, quartier Notre-Dame-de-Grâces, cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 22 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

767-8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME CORDELIA
No 4416. } BLACHE, veuve
de feu Alfred Dalbec, agissant en sa qualité
d'exécutrice testamentaire et administratrice et
fiduciaire des biens de la succession dudit feu
Alfred Dalbec, demanderesse; vs OSCAR-F.
BERTHIAUME, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Bruno, dans le district de Montréal, connue sous les numéros cent vingt-huit, trois cent cinquante-huit et trois cent cinquante-neuf (128, 358 et 359) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Bruno—avec une maison et autres bâties dessus érigées; avec la réserve pour Flavien Moquin, Odilon Moquin et François-Alfred Moquin du droit qu'ils ont dans la coupe et dépouille du bois d'une certaine étendue de terre à prendre sur ladite terre numéro trois cent cinquante-huit, tel qu'ils en ont le droit suivant l'acte de donation consenti par feu François Moquin et Dame Elizabeth Gareau, son épouse, en faveur de ces trois derniers, passé le seize juillet mil huit cent soixante-huit, devant M^{re} S. Hurteau, notaire, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly. Cette terre contient six arpents de front sur le chemin, quatre arpents environ de largeur en arrière, ayant une superficie totale d'environ cent trente-huit arpents, ledit lot No 128 étant situé du côté nord-ouest du rang de La Rabastalière, et lesdits lots Nos 358 et 359 étant situés au rang des 20 de la paroisse de Saint-Bruno; le tout formant une seule exploitation, et devant être vendu en bloc.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bruno, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 22 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

769-8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ANNA McFEE, ELI-
No 1826. } ZABETH McFEE,
CATHERINE McFEE et DONALDA McFEE,
toutes de la cité et du district de Montréal, et
filles majeures, exécutrices, fidéicommissaires et
légataires universels en vertu du testament de
feu Alex. McFee, en son vivant de la cité de
Montréal, demanderesse; contre CANADIAN
JEWELLERS, LIMITED, corporation légale
duement constituée selon la loi et dont le bu-
reau-chef et la principale place d'affaires sont
dans la cité de Montréal, défenderesse.

La totalité du droit, du titre, de la réclamation
et de l'intérêt appartenant à ladite "Canadian
Jewellers, Limited", en vertu de plusieurs titres

hundred and sixty-two (162) on the official plan
and book of reference for the parish of Montreal
Notre-Dame-de-Grâces ward, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
the THIRTEENTH day of APRIL next, at
THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, February 22nd, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

768-8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME CORDELIA
No. 4416. } BLACHE, widow of
the late Alfred Dalbec, acting in her quality
of testamentary executrix and administratrix and
fiduciary of the property of the estate of the said
late Alfred Dalbec, plaintiff; vs OSCAR F. BER-
THIAUME, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Bruno, in the district of Montreal, known under the numbers one hundred and twenty eight, three hundred and fifty eight and three hundred and fifty nine (128, 358 and 359) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Bruno—with a house and other buildings thereon erected; with the reserve in favor of Flavien Moquin, Odilon Moquin and François Alfred Moquin of the right they have in the cutting and removal of timber on a certain piece of land to be taken out of the said land number three hundred and fifty eight, such right being defined in a deed of donation from the late François Moquin and Dame Elizabeth Gareau, his wife, in favor of the three above named persons, passed on the sixteenth day of July, one thousand eight hundred and sixty eight, before M^{re} S. Hurteau, notary, and duly registered at the registry office of the county of Chambly. This farm contains six arpents in front, on the road, about four arpents in width at the rear, forming a total area of about one hundred and thirty eight arpents, the said lot No. 128 being situated on the northwest side of the La Rabastalière range, and the said lots Nos. 358 and 359 being situated in range 20 of the parish of Saint Bruno; the whole forming one single plot of land and to be sold *en bloc*.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bruno, the THIRTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 22nd February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

770-8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ANNA McFEE, ELI-
No. 1826 } ZABETH McFEE, CA-
THERINE McFEE and DONALDA McFEE,
all of the city and district of Montreal, and all
spinsters, executrix and trustees and universal
legatees under the will of the late Alex. McFee, in
his lifetime of the city of Montreal, plaintiffs;
against CANADIAN JEWELLERS, LIMITED,
a body politic and corporate duly incorporated
according to law and having its head office and
principal place of business in the city and district
of Montreal, defendant.

All the right, title, claim and interest belonging
to the said "Canadian Jewellers, Limited", under
and in virtue of the several deeds hereinafter

ci-après énumérés, et en vertu d'aucun autre titre quelconque, dans et sur le lot ou lopin de terre sis et situé du côté sud-est du canal Lachine, juste en amont de l'écluse Saint-Gabriel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne sous le numéro mille cinquante-sept (1057), lequel est borné en front par le chemin de remorque du canal Lachine, en arrière du côté nord-ouest par la queue d'eau construite pour fournir l'énergie au moulin, d'un côté au nord-est par la rue des Seigneurs, et de l'autre au sud-ouest par une lisière de terre sans numéro officiel et apparaissant une ruelle audit plan officiel—avec les bâtisses dessus construites et aussi la force hydraulique connexe, c'est-à-dire pour quatre meules; aussi les droits, s'il en est, que ladite "Canadian Jewellers, Limited" peut avoir dans ou sur la propriété sise entre ledit lot officiel mille cinquante-sept et les eaux dudit canal; et aussi tous les droits, s'il en est, que la "Canadian Jewellers, Limited" peut avoir en rapport avec ladite lisière de terre qui borne ledit lot officiel mille cinquante-sept (1057) au sud-ouest; les actes auxquels on réfère plus haut sont :

1. Bail par Sa Majesté la Reine, représentée par les commissaires des travaux publics, à l'honorable John Young et Ira Gould, passé devant A.-D. Jobin, notaire, le quatorzième jour de février mil huit cent cinquante et un, enregistré au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement d'alors de Montréal, le treizième jour de mars suivant, sous le No 9336;

2. Acte de transport par messieurs les prêtres du séminaire de Saint-Sulpice de Montréal à l'honorable John Young et Ira Gould, pardevant P. Lacombe, notaire, le douze août mil huit cent cinquante-un, enregistré audit bureau d'enregistrement le vingt du même mois, sous le No 9730;

3. Deux actes de vente par l'honorable John Young et Ira Gould à Jacob DeWitt et John Ostell, pardevant J. H. Isaacson, notaire, le treize février mil neuf cent cinquante-deux, enregistré audit bureau d'enregistrement, le sept décembre mil huit cent cinquante-trois, sous les Nos 12515 et 12516, respectivement;

4. Acte de partage entre John Young, Ira Gould, Jacob DeWitt et John Ostell, pardevant J. H. Isaacson, notaire, le douze juin mil huit cent cinquante-trois, enregistré dans ledit bureau d'enregistrement, le sept décembre suivant, sous le No 12514;

5. Bail de Ira Gould et Jacob DeWitt à John Ostell pardevant J. H. Isaacson, notaire, le premier septembre mil huit cent cinquante-trois, enregistré dans ledit bureau d'enregistrement, le treize décembre suivant, sous le No 12624;

6. Bail de John Ostell à William Allen, pardevant J. H. Isaacson, notaire, le vingt-deux juin mil huit cent cinquante-cinq;

7. Acte de transfert par William Allen à John Stevenson, pardevant J. R.-Houle, notaire;

8. Acte de transfert par John Stevenson à Dame Mary Ann Dredge, épouse de William Allen, passé le cinq octobre mil huit cent cinquante-neuf;

9. Acte de transfert par ladite Dame Mary Ann Dredge à John Leeming et William Nivin

mentioned and by any other title whatsoever, in and to the lot or parcel of land situate, lying and being on the southeast side of the Lachine Canal, immediately above the Saint Gabriel lock, known and distinguished on the official plan and book of reference of the Saint Anne ward by the number ten hundred and fifty-seven (1,057), which is bounded in front by the tow-path of the Lachine Canal, in rear by the northwest side of the tail-race constructed for mill power, on one side to the northeast by Seigneurs street, and on the other to the southwest by a strip of land bearing no official number and shown on the said official plan as a lane—with the buildings thereon erected and also the water power appertaining thereto, that is the water for four runs or pairs of stones; and such rights, if any, as the said "Canadian Jewellers, Limited" may have in, to or upon the property lying between said official lot ten hundred and fifty-seven and the waters of the said Canal; and also such rights, if any, as the "Canadian Jewellers, Limited" may have in respect of the said strip of land which bounds the said official lot ten hundred and fifty-seven (1057) to the southwest; the deeds to which reference is hereinbefore made being :

1. A lease from Her Majesty the Queen, represented by the Commissioners of Public Works, to the Honorable John Young and Ira Gould, executed before A.-D. Jobin, notary, on the fourteenth day of February, eighteen hundred and fifty-one, registered in the registry office for the then registration division of Montreal, on the thirteenth day of March following under No. 9336;

2. Deed of conveyance from the gentlemen ecclesiastics of the seminary of Saint Sulpice of Montreal to the Honorable John Young and Ira Gould, executed before P. Lacombe, notary, on the twelfth day of August eighteen hundred and fifty-one, registered in said registry office on the twentieth day of the same month, under No. 9730;

3. Two deeds of sale from the Honorable John Young and Ira Gould to Jacob DeWitt and John Ostell, executed before J. H. Isaacson, notary, on the thirteenth day of February eighteen hundred and fifty-two, registered in said registry office, on the seventh day of December eighteen hundred and fifty-three, under Nos. 12515 and 12516, respectively;

4. Deed of partition between John Young, Ira Gould, Jacob DeWitt and John Ostell, executed before J. H. Isaacson, notary, on the twelfth day of June eighteen hundred and fifty-three, registered in said registry office, on the seventh day of December following, under No 12514;

5. A lease from Ira Gould and Jacob DeWitt to John Ostell executed before J. H. Isaacson, notary, on the first day of September eighteen hundred and fifty-three, registered in said registry office on the thirteenth day of December following, under No. 12624;

6. A lease from John Ostell to William Allen, executed before J. H. Isaacson, notary, on the twenty-second day of June, eighteen hundred and fifty-five;

7. A deed of transfer from William Allen to John Stevenson, executed before J.-R. Houle, notary;

8. A deed of transfer from John Stevenson to dame Mary Ann Dredge, wife of William Allen, executed on the fifth day of October, eighteen hundred and fifty-nine;

9. A deed of transfer from the said Dame Mary Ann Dredge to John Leeming and William

(John Leeming & Co.), passé le dix octobre mil huit cent cinquante-neuf;

10. Vente et transfert par les fiduciaires de la succession John Ostell à William Molson, pardevant J. S. Hunter, notaire, le onze janvier mil huit cent soixante-quatre, enregistré audit bureau d'enregistrement, le vingt-deux du même mois, sous le No. 37001;

11. Acte de transfert par William Nivin, représentant John Leeming & Co., à Alexander Walker Ogilvie, John Ogilvie et William Watson Ogilvie, pardevant James Smith, notaire, le seize mars mil huit cent soixante-quatre;

12. Acte de dissolution de société entre Alexander Walker Ogilvie, John Ogilvie et William Watson Ogilvie, pardevant W. A. Phillips, notaire, le vingt-six novembre mil huit cent soixante-quatorze, enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal-ouest, le sept novembre mil huit cent soixante-dix-huit, sous le No 101785;

13. Le dernier testament de John Ogilvie, reçu par E. H. Stuart et confrère, notaires, le vingt-huit septembre mil huit cent soixante et onze, avec codicille annexé reçu par W. de M. Marler et confrère, notaires, le onze juin mil huit cent quatre-vingt-trois, les deux enregistrés dans ledit bureau d'enregistrement, le trois janvier mil huit cent quatre-vingt-neuf, sous les Nos 116695 et 116696, respectivement;

14. Acte de transfert par les exécuteurs testamentaires de John Ogilvie à William Watson Ogilvie, pardevant William McLennan, notaire, le trente-un décembre mil huit cent quatre-vingt-huit, enregistré audit bureau d'enregistrement le quinze janvier suivant, sous le No 116746;

15. Acte de vente par les exécuteurs testamentaires de William Molson à William Watson Ogilvie, pardevant C. Cushing, notaire, le vingt-cinq février mil huit cent quatre-vingt-seize, enregistré audit bureau d'enregistrement le vingt-trois mars suivant, sous le No 128081;

16. Le dernier testament de feu William Watson Ogilvie, reçu par W. de M. Marler et confrère, notaires, le sept décembre mil huit cent quatre-vingt-huit, avec codicille annexé reçu par lesdits notaires le vingt février mil huit cent quatre-vingt-douze, et renonciation par Dame Jelen Johnston, veuve de William Watson Ogilvie, pardevant E. H. Stuart, notaire, le six avril mil neuf cent, tous enregistrés audit bureau d'enregistrement le six avril mil neuf cent, sous les Nos 133571, 133572 et 133573, respectivement;

17. Acte de transfert par les exécuteurs testamentaires de William Watson Ogilvie aux légataires résiduaux de ce dernier, pardevant J. A. Cameron, notaire, le quinze octobre mil neuf cent sept, enregistré audit bureau d'enregistrement le vingt-huit du même mois, sous le No 144698;

18. Acte de vente par la compagnie "Royal Trust et al", es-qlté, audit Albert Edward Ogilvie et Gavin Lang Ogilvie, pardevant J. A. Cameron, notaire, le vingt-neuf novembre mil neuf cent sept, enregistré audit bureau d'enregistrement le treize décembre suivant, sous le No 144906;

19. Acte de vente par Albert Edward Ogilvie

Nivin (John Leeming & Co.) executed on the tenth day of October, eighteen hundred and fifty-nine;

10. A sale and transfer from the trustees of the estate John Ostell to William Molson, executed before J.-S. Hunter, notary, on the eleventh day of January eighteen hundred and sixty-four, registered in said registry office on the twenty-second day of the same month under No. 37001;

11. A deed of transfer from William Nivin, representing John Leeming & Co., to Alexander Walker Ogilvie, John Ogilvie and William Watson Ogilvie, executed before James Smith, notary, on the sixteenth day of March, eighteen hundred and sixty-four;

12. A deed of dissolution of the partnership between Alexander Walker Ogilvie, John Ogilvie and William Watson Ogilvie, executed before W.-A. Phillips, notary, on the twenty-sixth day of November eighteen hundred and seventy-four, registered in the registry office for the registration division of Montreal West on the seventh day of November eighteen hundred and seventy-eight, under No. 101785;

13. The last will of John Ogilvie received by E.-H. Stuart and colleague, notaries, on the twenty-eighth day of September eighteen hundred and seventy-one, with a codicil thereto received by W. de M. Marler and colleague, notaries, on the eleventh day of June, eighteen hundred and eighty-three, both registered in said registry office on the third day of January, eighteen hundred and eighty-nine, under Nos 116695 and 116696, respectively;

14. A deed of transfer from the testamentary executors of John Ogilvie to William Watson Ogilvie, executed before William McLennan, notary, on the thirty-first day of December, eighteen hundred and eighty-eight, registered in said registry office on the fifteenth day of January following, under No. 116746;

15. Deed of sale from the testamentary executors of William Molson to William Watson Ogilvie, executed before C. Cushing, notary, on the twenty-fifth day of February, eighteen hundred and ninety-six, registered in said registry office on the twenty-third day of March following, under No. 128081;

16. The last will of the late William Watson Ogilvie, received by W. de M. Marler and colleague, notaries, on the seventh day of December, eighteen hundred and eighty-eight, with a codicil thereto received by the said notaries on the twentieth day of February, eighteen hundred and ninety-two, and a renunciation by Dame Jelen Johnston, widow of William Watson Ogilvie, executed before E.-H. Stuart, notary, on the sixth day of April, nineteen hundred, all registered in said registry office on the sixth day of April, nineteen hundred, under Nos. 133571, 133572 and 133573, respectively;

17. A deed of conveyance from the testamentary executors of William Watson Ogilvie to the residuary legatees of the latter executed before J.-A. Cameron, notary, on the fifteenth day of October, nineteen hundred and seven, registered in said registry office on the twenty-eighth day of the same month, under No. 144698;

18. A deed of sale from the "Royal Trust Company, et al", es qual, to the said Albert Edward Ogilvie, and Gavin Lang Ogilvie, executed before J.-A. Cameron, notary, on the twenty-ninth day of November nineteen hundred and seven, registered in said registry office on the thirteenth day of December following, under No. 144906;

19. A deed of sale from Albert Edward Ogilvie

et Gavin Lang Ogilvie à Alexander McFee, par-devant J. A. Cameron, N. P., le 18 juin 1909, enregistré audit bureau d'enregistrement, le 29 du même mois, sous le No 147244;

20. Acte de vente par Alexander McFee à "Canadian Jewellers, Limited", par-devant R. W. Gibb, N. P., le 7 décembre 1911, enregistré audit bureau d'enregistrement le 28 du même mois, sous le No 151899.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif.

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 22 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

797—8-2

and Gavin Lang Ogilvie to Alexander McFee, executed before J. A. Cameron, N. P., on the 18th day of June, 1909, registered in the said registry office, on the 29th day of the same month, under No. 147244;

20. A deed of sale from Alexander McFee to "Canadian Jewellers, Limited", executed before R. W. Gibb, N. P., on the 7th of December, 1911, registered in the said registry office on the 28th day of the same month, under No. 151899.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX.

Sheriff.

Montreal, 22nd February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

798—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) EDMOND BROS-
No 5128.) SARD, demandeur;
vs J.-OMER LABELLE, défendeur; et "THE
CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPA-
NY", corporation légalement constituée, ayant
son siège social à Montréal; FELIX LABELLE,
DAME ELIZABETH TRUDEAU, épouse sé-
parée de biens de J.-O. Labelle, et ce dernier pour
autoriser son épouse aux présentes, tiers-saisies,
et ladite DAME E. TRUDEAU ET AL ET VIR,
intervenant et Mmes BEAUBIEN & LA-
MARCHE, distrayants.

Comme appartenant à Edmond Brossard, le demandeur:

Un lot de terre situé dans la cité de Westmount, contenant vingt-cinq pieds de front par cent pieds de profondeur, étant la juste moitié sud-ouest du lot numéro dix-sept C de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept du lot numéro deux cent huit des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front par l'avenue Chesterfield, au nord-est par le résidu dudit lot, au sud-ouest par le lot 17D, de la même subdivision et en profondeur par le lot No 208, subdivision 17A—avec bâtisses portant le No civique 59 de ladite avenue Chesterfield, et les droits attachés audit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif.

Montréal, 8 février 1922. L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 11 février 1922]

606—6-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) EDMOND BROS-
No. 5128.) SARD, plaintiff; vs
J. OMER LABELLE, defendant; and "THE
CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPA-
NY", a body politic and corporate, duly incor-
porated, having its head office at Montreal;
FELIX LABELLE, DAME ELIZABETH TRU-
DEAU, wife separate as to property of J. O.
Labelle, and the latter to authorize his wife for
the purposes hereof, garnishees, and the said
DAME E. TRUDEAU ET AL ET VIR, interven-
nant, and Mmes BEAUBIEN & LAMARCHE,
distracting for costs.

As belonging to Edmond Brossard, the plain-
tiff:

A lot of land situated in the city of Westmont, containing twenty five feet in front by one hundred feet in depth, being the exact south-west half of the lot number seventeen C of the official subdivision of the lot number seventeen of the lot number two hundred and eight of the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by Chesterfield Avenue, on the northeast by the residue of the said lot, on the southwest by the lot 17-D of the same subdivision, and in depth by the No. 208 subdivision 17-A—with the buildings thereon bearing the civic No. 59 in the said Chesterfield Avenue, and the rights attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX.

Montreal, February 8th, 1922.

Sheriff.

[First publication, 11th February, 1922]

606—6-2

QUÉBEC

Cour de circuit.

Québec, à savoir:) FRANÇOIS - XAVIER
No 5719.) PELCHAT, de la cité
de Lévis, marchand; contre DAME ZELIA
BISSON, de la cité de Lévis, épouse séparée de
biens de Charles Maranda, du même lieu, y fai-
sant affaires comme maître-charretier, sous la
raison sociale de Charles Maranda, et ledit Char-
les Maranda, mis-en-cause, pour autoriser et
assister sadite épouse à ester en justice.

Les bâtisses construites sur un lot de terre situé
en la ville de Lévis, au sud de la rue Saint-George,
contenant en front tout le terrain qu'il y a depuis

QUEBEC

Circuit Court.

Quebec, to wit:) FRANÇOIS-XAVIER PEL-
No. 5719.) CHAT, of the city of Lévis,
merchant; against DAME ZELIA BISSON, of
the city of Lévis, wife separate as to property
of Charles Maranda, of the same place, and there
carrying on business as master-carrier, under the
name of Charles Maranda, and the said Charles
Maranda, mis-en-cause to assist and authorize
his said wife to ester en justice.

The buildings erected on a lot of land situate
in the city of Lévis, to the south of Saint-Georges
street, containing in front all the land from the

la propriété de Lauréat Bégin, à l'est, à aller au poteau est de la barrière sur la profondeur de quatre-vingt-dix pieds, les bâtisses seules à être vendues et pour être enlevées dudit terrain après la vente.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif.

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 16 février 1922. 685—7-2

[Première publication, 11 mars 1922]

[Seconde publication, 25 mars 1922]

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : **L** A CITE DE QUEBEC; No 4546. **J** contre JOSEPH-A. BEDARD, ci-devant de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Marguerite Bédard, Marie-Jeanne-Bédard, Blanche Bédard et Simonne Bédard, enfants mineurs issus du mariage de feu Hormidas Bédard avec feu Alphonsine Letellier, défendeur.

Le lot No 1139 (onze cent trente-neuf) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier de Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Charest—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à la charge d'une rente annuelle de \$8.00 payable le 29 septembre à Hôpital-Général de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif.

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 16 février 1922. 687—7-2

[Première publication, 11 mars 1922]

[Seconde publication, 25 mars 1922]

Québec, à savoir : **J** -B. - LUCIEN MORAUD No 1152. **J** J. RAUD ET ALFRED SAVARD, tous deux de Québec, avocats, y faisant affaires ensemble sous les noms et raison sociale de "Moraud & Savard"; contre WILFRID PATRY, de Lévis.

1. Les Nos 915, 916 et 917 (neuf cent quinze, neuf cent seize et neuf cent dix-sept) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant des lots situés sur la rue Napoléon—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Le lot No 843 (huit cent quarante-trois) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant un terrain situé sur la rue Sainte-Onésime—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif.

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 23 février 1922. 773—8-2

[Première publication, 11 mars 1922]

[Deuxième publication, 25 mars 1922]

property of Lauréat Bégin, on the east, to the east post of the gate by the depth of ninety feet, the buildings alone to be sold and to be removed from the said land after the sale.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Lévis, the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, 16th February, 1922. 686—7-2

[First publication, 11th March, 1922]

[Second publication, 25th March, 1922]

Recorder's Court.

Quebec, to wit : **T** HE CITY OF QUEBEC; No. 4546. **J** against JOSEPH A. BEDARD, heretofore of the city of Quebec, in the district of Quebec, in his quality of duly appointed tutor to Marguerite Bédard, Marie-Jeanne Bédard, Blanche Bédard and Simonne Bédard, minor children issued of the marriage of the late Hormidas Bédard with the late Alphonsine Letellier, defendant.

The lot No. 1139 (eleven hundred and thirty nine) of the official cadastre for Jacques-Cartier ward, now Saint-Roch ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Charest street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to an annual ground rent of \$8.00 payable the 29th of September to the Hôpital-Général de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, 16th February, 1922. 688—7-2

[First publication, 11th March, 1922]

[Second publication, 25th March, 1922]

Quebec, to wit : **J** B. LUCIEN MORAUD No. 1152. **J** J. AND ALFRED SAVARD, both of Quebec, advocates, and there carrying on business together under the firm name and style of "Moraud & Savard"; against WILFRID PATRY, of Lévis.

1. The Nos. 915, 916 and 917 (nine hundred and fifteen, nine hundred and sixteen and nine hundred and seventeen) of the official cadastre for Notre-Dame ward, of the city of Lévis, being lots of land situated on Napoléon street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot No. 343 (eight hundred and forty three) of the official cadastre for Notre-Dame ward, of the city of Lévis, being a lot of land situate on Sainte-Onésime street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Lévis, the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office:

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, 23rd February, 1922. 774—8-2

[First publication, 11th March, 1922]

[Second publication, 25th March, 1922]

Cour de Circuit.

Québec, à savoir : } LUCIEN COUTURE, de
No 6595. } la cité de Lévis, menuisier;
contre JOSEPH BELANGER, de la paroisse
de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours-de-Charny,
dans le comté de Lévis.

1. Le lot numéro 479 (quatre-cent soixante-dix-neuf) du cadastre officiel du quartier Lauzon, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté sud de la côte Labadie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Le lot numéro 480 (quatre cent quatre-vingt) du cadastre officiel du quartier Lauzon, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté sud de la côte Labadie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 23 février 1922. 775—8-2

[Première publication, 11 mars 1922]

[Deuxième publication, 25 mars 1922]

Circuit Court.

Quebec, to wit : } LUCIEN COUTURE, of
No. 6595. } the city of Lévis, joiner;
against JOSEPH BELANGER, of the parish of
Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours-de-Charny, in
the county of Lévis.

1. The lot number 479 (four hundred and seventy nine) of the official cadastre of Lauzon ward, of the city of Lévis, being an emplacement situate on the south side of Côte Labadie—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot number 480 (four hundred and eighty) of the official cadastre of Lauzon ward, of the city of Lévis, being an emplacement situate on the south side of Côte Labadie—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Lévis, the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, 23rd February, 1922. 776—8-2

[First publication, 11th March, 1922]

[Second publication, 25th March, 1922]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } LOUIS-J. MO-
No 7639. } REAULT, médecin,
Rimouski; vs ISAIE LEPAGE, Rimouski,
savoïr:

1. Parties des lots Nos vingt-sept et trente-quatre au cadastre officiel de la ville de Rimouski, étant un terrain de 110 pieds de front sur 82 pieds de profondeur, plus ou moins; borné au nord à Johnny Bernier, à l'est à G. Bellavance, au sud aux Sœurs du Saint-Rosaire et à l'ouest à la rue—avec bâtisses sus-construites, à charge de la rente foncière de \$18.00 par année;

2. La rente foncière et constituée de douze piastres par année payable le 24 janvier, rachetable par capital de \$240.00 due par Jean-Baptiste alias Johnny Bernier, cantonnier, Rimouski, aux termes d'un acte de vente à lui consenti par Isaie Lepage, devant J.-E. Couture, N. P., le 22 janvier 1914, enregistré à Rimouski le 23 février 1914, sous le No 42255, reg. A. vol. 47 et affectant partie du lot No vingt-sept (p. 27) au cadastre officiel de la ville de Rimouski, étant un terrain de 90 pieds de front sur 82 de profondeur, mesure anglaise; borné au nord à la rue, à l'est à G. Bellavance, au sud à Isaie Lepage, à l'ouest à la rue.

Pour être vendus au bureau du shérif, en la ville de Rimouski, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,

CHS DANJOU.

Rimouski, 1er mars 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

867—9-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } LOUIS J. MO-
No 7639. } REAULT, physician,
Rimouski; vs ISAIE LEPAGE, Rimouski,
to wit:

1. Parts of the lots Nos. twenty seven and thirty four of the official cadastre of the town of Rimouski, being a parcel of land of 110 feet in front by 82 feet in depth, more or less; bounded on the north by Johnny Bernier, on the east by G. Bellavance, on the south by the Sisters of the Holy Rosary and on the west by the street—with the buildings thereon erected, charged with a ground rent of \$18.00 per annum;

2. The constituted ground rent of twelve dollars per annum payable the 24th January, redeemable for \$240.00 due by Jean Baptiste alias Johnny Bernier, sectionman, Rimouski, under the terms of a deed of sale from Isaie Lepage, before J. E. Couture, N. P., the 22nd January, 1914, registered at Rimouski the 23rd February, 1914, under the No. 42255, Reg. A. vol. 47 and charging part of the lot No. twenty seven (pt. 27) of the official cadastre of the town of Rimouski, being a lot of land of 90 feet in front by 82 feet in depth, English measurements; bounded on the north by the street, on the east by G. Bellavance, on the south by Isaie Lepage and on the west by the street.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Rimouski, the TWELFTH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CHS DANJOU,

Sheriff.

Rimouski, 1st March, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

868—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski,) **PIERRE BEAU-**
No 7560.) **LIEU, Métis ; vs**
DAME VEUVE GEORGES GAGNE ET AL.
Sayabec, savoir:

Les lots Nos douze et treize (12-13) au cadastre officiel du douzième rang du canton McNider—avec bâtisses sus construites, à charge de payer au Dr Deschênes, Sayabec, la somme de \$550.00 et intérêts à lui due aux termes d'un acte de vente à réméré.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Marie-de-Sayabec, le ONZIÈME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif.

CHS DANJOU.

Rimouski, 1er mars 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

869—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski,) **DAME VEUVE A.-C.**
No 7570.) **LANDRY, Mont-**
Joli; vs **ALFRED GAGNON, Sainte-Angèle,**
savoir:

1. Partie du lot No cent cinquante-neuf au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle, contenant environ 4 arpents en superficie; bornée au sud au chemin, à l'ouest à M. Langlois, au nord à la rivière, à l'est à Abraham Gagnon;

2. Une maison, hangar et grange en bois, érigés sur les lots Nos 156 et 158 au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle, appartenant à Abraham Gagnon;

3. Une grange érigée sur le lot No 192 au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle, appartenant à Abraham Gagnon.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Angèle-de-Méridi, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif.

CHS DANJOU.

Rimouski, 1er mars 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

871—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski,) **EMILE BLIER; vs**
No 7435.) **CHARLES - LUC**
BLOUIN et DESIRE BLOUIN, savoir.

Comme appartenant auxdits défendeurs;

1. Parties des lots treize-A et treize-B du septième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric, contenant environ cinq arpents en superficie, plus ou moins—avec moulin à scie sus construit, machineries et accessoires dudit moulin, booms et autres bâtisses;

2. La moitié ouest du lot No huit du huitième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric, contenant environ cent acres en superficie—avec moulin scie et machineries.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léandre, le TREIZIÈME jour d'AVRIL prochain 1922, à MIDI.

Bureau du shérif.

Le shérif.

CHS D'ANJOU.

[Première publication, 11 mars 1922]

887—9-10

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski,) **P-IERRE BEAU-**
No 7560.) **LIEU, Métis ; vs**
DAME WIDOW GEORGES GAGNE ET AL.
Sayabec, to wit:

The lots Nos. twelve and thirteen (12-13) on the official cadastre of the twelfth range of the township of McNider—with the buildings thereon erected, subject to the payment to Dr Deschênes, Sayabec, of the sum of \$550.00 with interests due him under the terms of a deed of sale with right of redemption.

To be sold at the church door of Sainte-Marie-de-Sayabec, the ELEVENTH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CHS DANJOU.

Sheriff.

Rimouski, 1st March, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

870—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski,) **DAME WIDOW A. C.**
No. 7570.) **LANDRY, Mont-**
Joli; vs **ALFRED GAGNON, Sainte-Angèle, to**
wit:

1. Part of the lot No. one hundred and fifty nine on the official cadastre of the parish of Sainte-Angèle, containing about 4 arpents in superficies; bounded on the south by the road, on the west by Mr. Langlois, on the north by the river and on the east by Abraham Gagnon;

2. A wooden house, shed and barn, erected on the lots Nos. 156 and 158 of the official cadastre of the parish of Sainte-Angèle, belonging to Abraham Gagnon;

3. A barn erected on the lot No 192 of the official cadastre of the parish of Sainte-Angèle, belonging to Abraham Gagnon.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Angèle-de-Méridi, the NINETEENTH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CHS DANJOU.

Sheriff.

Rimouski, 1st March, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

872—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski:) **EMILE BLIER; vs**
No. 7435.) **CHARLES LUC**
BLOUIN and DESIRE BLOUIN, to wit:

As belonging to the said defendants:

1. Parts of the lots thirteen A and thirteen B of the seventh range of the township of Matane, on the official cadastre of the parish of Saint-Ulric, containing about five arpents in area, more or less—with a saw-mill thereon erected, the machinery and accessories of the said mill, booms and other buildings;

2. The west half of the lot No. eight of the eighth range of the township of Matane, on the official cadastre of the parish of Saint-Ulric, containing about one hundred acres in area—with a saw-mill and machineries.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Leandre, the THIRTEENTH day of APRIL next, 1922, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office.

CHS D'ANJOU.

Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]

888—9-10

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } HARRY SHATTER
No 7378. } & COY; vs LUC
BLOUIN, savoir:

1. Tous droits d'occupation, de défrichement, d'améliorations et autres que le défendeur a et peut avoir sur les lots nos dix-huit et dix-neuf au cadastre du neuvième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric;

2. Partie ouest, de 3 arpents de large, du lot No sept, du huitième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric;

3. La moitié est du lot No huit, du huitième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léandre, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL, prochain 1922, à MIDI ET DEMI.

Bureau du shérif.

Le shérif.

CHS. D'ANJOU.

[Première publication, 11 mars 1922]

889—9—10

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski : } HARRY SHATTER
No. 7378. } & CO.; vs LUC
BLOUIN, to wit:

1. All the rights of occupation, clearing, improvements and other rights which the defendant has or may have on the lots Nos eighteen and nineteen, of the ninth range of the township of Matane, on the cadastre of the parish of Saint-Ulric;

2. The west part, 3 arpents wide, of the lot No. seven, of the eighth range of that township of Matane, on the official cadastre of the parish of Saint-Ulric;

3. The east half of the lot No. eight, of the eighth range of the township of Matane, on the official cadastre of the parish of Saint-Ulric.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Leandre, the NINETEENTH day of APRIL next, 1922, at HALF PAST TWELVE o'clock.

Sheriff's office.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]

890—9—10

ROBERVAL

Cour supérieure.

Province de Québec, } ADELARD DU-
District de Roberval, } FOUR, d'Hebert-
No 2834. } ville Station, journalier, demandeur; vs FRANÇOIS VILLENEUVE, du même endroit, journalier, actuellement de Saint-Joseph-d'Alma, défendeur, à savoir:

Un terrain ou emplacement situé dans le village de Saint-Joseph-d'Alma, faisant partie du lot de terre numéro quinze-B (Ptie No 15-B) du neuvième rang, au cadastre officiel du canton Signal, mesurant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur; borné vers le nord à un chemin non-verbalisé existant actuellement, vers le sud partie au terrain de Monsieur Bhéreur et partie au terrain d'Euclide Harvey, à l'est au terrain de Joseph Simard ou représentants et vers l'ouest au terrain de Gédéon Verreault — avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph-d'Alma, comté de Lac-Saint-Jean, MARDI, le ONZIÈME jour d'AVRIL prochain (1922), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif.

Roberval, 14 février 1922. GEO. LEVESQUE.

[Première publication, 11 mars 1922.]

675—7—2

Superior Court.

Province of Québec, } ADELARD DU-
District of Roberval, } FOUR, of Hebert-
No. 2834. } ville Station, laborer, plaintiff; vs FRANCOIS VILLENEUVE, of the same place, laborer, presently of Saint-Joseph-d'Alma, defendant.

A piece of land or emplacement situate in the village of Saint-Joseph-d'Alma, forming part of the lot of land number 15-B (Pt. 15-B) of the ninth range, on the official cadastre of the township of Signal, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth: bounded on the north by a non-verbalized road presently existing, on the south partly by the land of Mr. Bhéreur and partly by the land of Euclide Harvey, on the east by the land of Joseph Simard or representatives and on the west by the land of Gédéon Verreault—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Joseph-d'Alma, county of Lake Saint John, on TUESDAY, the ELEVENTH day of APRIL next (1922), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff.

Roberval, February 14th, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

676—7—2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } OVIDE BILO-
No 133. } DEAU, de la
paroisse de Disraeli, dans le district de Saint-François, cultivateur, demandeur; contre LUCIEN COTÉ, autrefois du même endroit, et maintenant absent aux États-Unis d'Amérique, défendeur.

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior court.—District of Saint Francis.

Saint-François, to wit: } OVIDE BILODEAU,
No. 133. } of the parish of
Disraeli, in the district of Saint Francis, farmer, plaintiff; against LUCIEN COTÉ, heretofore of the same place, and now absent to the United States of America, defendant.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un lot de terre connu sous le numéro quatorze-B (14-B) du septième rang, sur le plan et dans le le livre de renvoi officiels du canton de Garthby, mesurant deux acres de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du Lac Aylmer à aller au cordon du sixième rang—avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Luce (Disraeli) JEUDI, le TREIZIÈME jour d'AVRIL 1922, à MIDI.

Bureau du shérif. Le shérif,

C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 15 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922.]

677—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } L U T H E R- A.
No 141. } BROWN, entrepreneur, du village de Ayers Cliff, district de Saint-François, demandeur; contre MERRITT WALKER, du même endroit, défendeur:

Saisie comme appartenant au demandeur Luther A. Brown.

Partie du lot numéro mille vingt-quatre (pt. 1024) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Hatley, dit district, décrite comme suit: commençant à huit pieds et huit pouces au sud-ouest de la rue Principale dudit village de Ayers' Cliff à un point vingt-cinq pieds au sud-est du coin nord-est du magasin en brique: de là vers le sud en ligne droite soixante et quinze pieds jusqu'à un piquet; de là en décrivant un angle et en allant vers le sud-est en ligne droite cinquante-deux pieds jusqu'à un autre piquet; de là en décrivant un angle et vers le nord-est en ligne droite soixante et quinze pieds jusqu'à un autre piquet, à un point cinquante-deux pieds à l'est du point de départ et quatre pieds en arrière vers le sud à compter dudit point de départ; et de là sur un angle et en allant vers le nord-ouest en ligne droite, ladite distance de cinquante-deux pieds jusqu'au point de départ, suivant extension—avec toutes les bâtisses et améliorations dessus construites et faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilfrid-de-Barnston (Kingscroft), MARDI, le ONZIÈME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

Sherbrooke, 2 mars 1922 C.-E. THERRIEN.

[Première publication, 11 mars 1922]

855—9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } N A P O L E O N
No 720. } M E R C I E R, huissier, C. S. de Weedon, district de Saint-François, demandeur; contre DAME VERONIQUE VEILLEUX, épouse séparée de biens de Johnny Poulin, cultivateur, de Weedon, dans le susdit district, et ledit Johnny Poulin pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Saisi comme appartenant à ladite défendresse, Dame Veronique Veilleux:

1. La demi-partie sud-ouest du lot 57 du deuxième rang du canton de Stratford, comté de Wolfe, circonstances et dépendances, laquelle est bornée aux propriétés de François Goulet et Philémon Roy;

2. La demi-partie sud-ouest du lot 57 du troisième rang du canton de Stratford, comté de Wolfe, circonstances et dépendances, laquelle

Seized as belonging to the said defendant.

A lot of land known under the number fourteen B (14-B) of the seventh range, on the official plan and book of reference of the township of Garthby, measuring two acres in width by the depth existing from Aylmer Lake to the range line (cordon) of the sixth range—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Luce, (Disraeli), on THURSDAY, the THIRTEENTH day of APRIL, 1922, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office. C. E. THERRIEN,

Sherbrooke, 15th February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

678—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint-François, to wit: } L U T H E R- A.
No. 141. } BROWN, contractor, of the village of Ayers Cliff, district of Saint Francis, plaintiff; against MERRITT WALKER, of the same place, defendant.

Seized as belonging to plaintiff Luther A. Brown.

Part of lot number one thousand and twenty-four (pt. 1024) upon the official cadastral plan and book of reference for the township of Hatley, in said district, described as follows: beginning eight feet and eight inches south westerly of the Main street of said village of Ayers' Cliff at a point twenty-five feet south-easterly of the north easterly corner of the brick store building; thence running southerly in a straight line seventy-five feet to a stake set; thence turning at an angle and running south-easterly in a straight line fifty two feet to another stake; thence turning at an angle and running north easterly in a straight line, seventy five feet to another stake, at a point fifty two feet easterly of the place of beginning and four feet back and southerly from said point of beginning; and thence turning at an angle and running north westerly in a straight line, the said distance of fifty two feet to the place of beginning, as the same extends—with all the buildings and improvements thereon made and erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Wilfrid-de-Barnston (Kingscroft) on TUESDAY, the ELEVENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. C. E. THERRIEN,

Sherbrooke, 2nd March, 1922. Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]

856—9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } N A P O L E O N
No. 720. } M E R C I E R, bailiff, S. C., of Weedon, district of Saint-François, plaintiff; against DAME VERONIQUE VEILLEUX, wife separate as to property of Johnny Poulin, farmer, of Weedon, in the aforesaid district, and the said Johnny Poulin to authorize his said wife for the purposes hereof, defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Dame Veronique Veilleux.

1. The southwest half part of the lot 57 of the second range of the township of Stratford, county of Wolfe, circumstances and dependencies, said property being bounded by the properties of François Goulet and Philemon Roy;

2. The southwest half part of the lot 57 of the third range of the township of Stratford, county of Wolfe, circumstances and dependencies, said

est bornée aux terrains de Philémon Roy et Théodule Lecours.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Stratford, JEUDI, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 2 mars 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

857—9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de St-François

Saint-François, à savoir : J. S. MITCHELL, No 256 J. & CO. LIMITED

ED, corporation commerciale ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, demanderesse; contre J.-ESDRAS LAVOIE, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur :

"Ce certain morceau, lot ou lopin de terre situé dans le canton Westbury, et connu sur le plan du cadastre officiel du dit canton comme étant partie du lot treize, cent quatre-vingt-deux, cent (13-182-100); mesurant quarante-neuf pieds en largeur de l'est à l'ouest sur la profondeur dudit lot treize, cent quatre-vingt-deux, cent, dans le troisième rang dudit canton de Westbury, et situé dans la ville de East Angus; borné au sud par une rue; à l'ouest et au nord par les lignes dudit lot et à l'est par partie du même lot, vendu à Joseph St-Laurent, supposé contenir quatre mille neuf cents pieds en superficie—avec toutes les bâtisses et améliorations dessus faites et construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Westbury (East Angus), samedi, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 2 mars, 1922.

[Première publication, 11 mars, 1922]

861—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : DAME ELIZA No 565 PARKER, de

la ville de Duarte, dans l'État de Californie, l'un des États-Unis d'Amérique, épouse de Edward Boden, du même lieu, et ledit Edward Boden pour autoriser sadite épouse ET AL., demandeurs; contre CHARLES IRVING KNIGHT, ci-devant du canton Hatley, dans le district de Saint-François, et présentement de lieux inconnus, défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur.

Les lisières ou lopins de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du canton Hatley, dans le district de Saint-François, comme étant les lots numéros :

1. Lot numéro trente-quatre (34);
2. Le résidu du lot numéro cinquante-cinq (55) après déduction d'icelui de la partie vendue à Gertrude-I Poole, par actes enregistrés au bureau de la division d'enregistrement dans le registre "B", volume 41, numéro 4335, ledit résidu borné comme suit : au nord par les lots Nos 57 et 59 dudit plan cadastral et la partie dudit lot 55 telle que vendue à Gertrude-I, Poole, à

property being bounded by the lands of Philemon Roy and Theodule Lecours.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Gabriel-de-Stratford, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

C. E. THERRIEN,

Sherbrooke, 2nd March, 1922.

Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]

858—9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint-François

Saint Francis, to wit : J. S. MITCHELL & No. 256 J. & CO. LIMITED, a

commercial corporation having its head office and principal place of business in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, plaintiff; against J. ESDRAS LAVOIE, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant;

"That certain piece, lot or parcel of land situate in the township of Westbury, and known on the cadastral plan of the said township as being part of the lot thirteen, one hundred and eighty-two, one hundred (13-182-100); measuring forty-nine feet in width from east to west by the depth of the said lot thirteen, one hundred and eighty-two, one hundred, in the third range of the said township of Westbury, and situated in the town of East Angus; bounded on the south by a street, on the west and north by the lines of the said lot and on the east by part of the same lot sold to Joseph St-Laurent, supposed to contain four thousand nine hundred feet in superficies—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-de-Westbury (East Angus), on SATURDAY, the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

C. E. THERRIEN,

Sheriff.

Sherbrooke, March 2nd, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

862—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS. ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : DAME ELIZA PARKER, of the town

of Duarte, in the state of California, one of the United States of America, wife of Edward Boden, of the same place, and the said Edward Boden to authorize his said wife *et al.* plaintiffs; against CHARLES IRVING KNIGHT, formerly of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, and presently of parts unknown, defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

Those certain tracts or parcels of land known and designated upon the official cadastral plan and book of reference for the township of Hatley, in the district of Saint Francis, as lots numbers :

1. Lot number thirty-four (34);
2. The residue of lot number fifty-five (55) after deducting therefrom the part sold to Gertrude-I. Poole, by deed registered at Stanstead division registry office in register "B", volume 41, number 4335, said residue bounded as follows: to the north by lots Nos. 57 and 59 of said cadastral plan and the part of said lot 55 as sold to Gertrude-I. Poole, to the east by lot No. 54 of

l'est par le lot numéro 54 dudit plan, au sud par le lot numéro 56 dudit plan et la route conduisant à Compton, et à l'ouest par la rue principale de Hatley village;

3. Le lot numéro cinquante-six (56);
4. Le lot numéro soixante-trois (63);
5. Le lot numéro trois cent soixante-deux (362);
6. Le lot numéro trois cent soixante-neuf (369);
7. Partie du lot numéro trois cent quarante-sept étant la partie ouest dudit lot et étant bornée comme suit : au sud par la route, à l'ouest par le lot cadastral No 349, au nord par le lot cadastral No 346, et à l'est par ledit résidu du lot cadastral 347 et le lot cadastral No 348.—avec toutes les bâtisses et améliorations faites sur les lopins ci-haut décrits.

Pour être vendus comme suit : le lot No 56 et partie du lot No 55, décrits aux paragraphes 2 et 3, pour être vendus en bloc, et tous les autres séparément, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilfrid-de-Barnston (Kingscroft), mardi, le ONZE AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 2 mars 1922.

[Première publication, le 11 mars, 1922]

863—9-2

said plan, to the south by the lot number 56 of said plan and the highway leading to Compton, and to the west by main street of Hatley village;

3. Lot number fifty-six (56);
4. Lot number sixty three (63);
5. Lot number three hundred and sixty two (362);
6. Lot number three hundred and sixty-nine (369);
7. Portion of lot number three hundred and forty-seven being the west part of said lot and being bounded as follows : to the south by the highway, on the west by cadastral lot No. 349, on the north by cadastral lot No. 346, and on the east by said residue of cadastral lot 347 and the cadastral lot No. 348—Together with all the buildings and improvements on the said above described parcels of land, erected and made.

To be sold as follows : the lot No 56 and part of the lot No. 55, described in paragraphs 2 and 3 to be sold en bloc, and all others separately, at the church door of the parish of Saint-Wilfrid-de-Barnston (Kingscroft), on TUESDAY, the ELEVENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, March 2nd, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

864—9-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } DAME REGINA
No 977. } LABOSSIERE,
es-qualité, demanderesse; contre JEAN-BAPTISTE GIROUARD, défendeur.

Une terre sise et située sur le rang Saint-Roch, en la paroisse de Saint-Barnabé, de trois arpents de large, plus ou moins, sur la longueur de la concession, connue et désignée sous le lot numéro cent vingt-trois (123) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse—avec les bâtisses y érigées; cette vente est faite sujette à une rente annuelle et viagère de cent piastres, payable semi-annuellement, en faveur de Joseph Girouard et son épouse, Julie Rodier, de Saint-Barnabé; la dite rente devant être réduite d'un tiers au décès du premier mourant des donateurs, et autres charges, réserves, servitudes, obligations et prestations mentionnées dans un acte de donation consenti par Joseph Girouard et uxor à Stanislas Girouard, devant Mtre J.-A. Boisseau, N. P., le 3 mai 1912, enregistrée à Saint-Hyacinthe sous le No 56146.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnabé, district de Saint-Hyacinthe, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 14 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

673—7-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } MRS REGINA
No. 977. } LABSSIERE,
esquality, plaintiff; against JEAN BAPTISTE GIROUARD, defendant.

A land situate on the Saint Roch range, in the parish of Saint Barnabé, containing three arpents in width, more or less, by the length of the concession, known and designated under lot number one hundred and twenty three (123) on the official plan and book of reference of said parish—with buildings thereon erected; this sale to be made subject to a life annuity of one hundred dollars, payable semi-annually, in favor of Joseph Girouard and his wife, Julie Rodier, of Saint-Barnabé; said rent to be reduced of a third at the death of the first of said donors dying, and other charges, reserves, servitudes, obligations and prestations mentioned in a deed of donation consented by Joseph Girouard et uxor to Stanislas Girouard, before J. A. Boisseau, N. P., on the third of May, 1912, registered at Saint Hyacinthe under No. 56146.

To be sold at the parochial church door of Saint Barnabé, district of Saint-Hyacinthe, on the ELEVENTH day of APRIL next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

JOS. L. CORMIER,
Saint Hyacinthe, 14th February, 1922. Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]

674—7-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 1977. } **ANTOINE-EDOUARD ST-AUBIN ET AL,** demandeurs; vs **DAME ELISA PELTIER ET VIR,** défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs:

Un certain terrain faisant partie du lot numéro 126 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, dans le troisième rang du canton de Beresford, contenant un arpent de front par deux arpents de profondeur, mesure française—avec toutes les bâtisses dessus érigées; bornée au sud par un terrain de 36 pieds, au nord et à l'ouest par le terrain de V.-S. Forget, et à l'est par un passage de 15 pieds de long du terrain de la fabrique; ce terrain a 198 dans la ligne sud, 192 dans la ligne nord, 360 pieds dans la ligne ouest et 408 pieds dans la ligne est avec droit de passage dans la rue projetée jusqu'à la rue Nantel.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique en la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, le DOUZIÈME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-deux, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Sainte-Scholastique, 14 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

667-7-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No. 1977. } **ANTOINE-EDOUARD ST-AUBIN ET AL,** Plaintiffs; vs **DAME ELISA PELTIER ET VIR,** defendants.

As belonging to the said defendants:

That certain lot of land forming part of the lot number 126 of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Agathe-des-Monts, in the third range of the township of Beresford, containing one arpent in front by two arpents in depth, French measurements—with all the buildings thereon erected; bounded on the south by a piece of land of 36 feet, on the north and west by the land of V. S. Forget, and on the east by a passage of 15 feet along the land of the Fabrique; this lot of land measures 198 in the south line, 192 in the north line, 360 feet in the west line and 408 feet in the east line with a right of way in the projected street up to Nantel street.

To be sold at the Catholic church door, in the town of Sainte-Agathe-des-Monts, district of Terrebonne, the TWELFTH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty-two, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sainte-Scholastique, 14th February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922].

668-7-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Nicolet.

Trois-Rivières, à savoir: } **HENRY LACROIX,** demandeur; vs **LUDOVIC COTE,** défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

a. Un lot de terre situé à l'encoignure des rues Saint-Joseph et Léon XIII, connu et désigné aux plan, cadastre et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour les ville et paroisse de Nicolet, sous le numéro deux cent quatre-vingt-six (286), ayant front sur la rue Saint-Joseph;

b. Une lisière de terrain d'environ douze pieds de front sur ladite rue Saint-Joseph, adjoignant audit numéro 286, et faisant partie, du côté nord-est, du lot connu et désigné auxdits plan, cadastre et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour lesdites ville et paroisse de Nicolet, sous le numéro deux cent quatre-vingt-sept (287), et étant le côté nord-est dudit No 287;

c. Le lot de terre situé sur la rue Panet, formant l'encoignure de la rue Léon XIII, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour lesdites ville et paroisse de Nicolet, sous le numéro trois cent trois (303)—le tout avec les bâtisses dessus construites et servant actuellement d'hôtel de tempérance. Les susdits trois lots de terre formant actuellement un seul emplacement; borné en front par la rue Panet, en profondeur par la rue Saint-Joseph, du côté nord-est par la rue Léon XIII, et du côté sud-ouest, partie à Félix Boivin et partie à J.-H. Rousseau. Ledit emplacement comprend une

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Nicolet.

Three Rivers, to wit: } **HENRY LACROIX,** plaintiff; vs **LUDOVIC COTE,** defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

a. A lot of land situate at the corner of Saint Joseph and Leon XIII streets, known and designated on the official plan, cadastre and book of reference of the county of Nicolet, for the town and parish of Nicolet, under the number two hundred and eighty six (286), fronting on Saint Joseph street;

b. A strip of land of about twelve feet frontage on Saint Joseph street, adjacent to the said lot number 286, and forming part, on the northeast side, of the lot known and designated on the said official plan, cadastre and book of reference of the county of Nicolet, for the said town and parish of Nicolet, under the number two hundred and eighty seven (287), and being the northeast side of the said No. 287;

c. The lot of land situate on Panet street, forming the corner of Leon XIII street, known and designated on the official plan and book of reference of the county of Nicolet, for the said town and parish of Nicolet, under the number three hundred and three (303)—the whole with the buildings thereon erected and presently used as a temperance hotel.

The above three lots of land forming presently one single plot of land; bounded in front by Panet street, in depth by Saint-Joseph street, on the northeast side by Leon XIII street and on the southwest side, partly by Felix Boivin and partly

largeur de trente-huit pieds de front sur la rue Panet, sur une longueur de quatre-vingt-douze pieds, puis reprend une largeur de soixante et douze pieds sur encore une longueur de cent dix-huit pieds aboutissant à la rue Saint-Joseph et formant une longueur de deux cent dix pieds sur la rue Léon XIII.

Pour être vendus en bloc comme un seul et même emplacement, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, en la ville de Nicolet, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 20 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

799—8-2

by J.-H. Rousseau. The said emplacement measures, thirty eight feet in width in front on Panet street, by a depth of ninety two feet, then widens to seventy two feet by an additional depth of one hundred and eighteen feet, abutting on Saint-Joseph street and forming a total depth of two hundred and ten feet on Léon XIII street.

To be sold *en bloc* as one single plot of land, at the church door of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, in the town of Nicolet, the TWELFTH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

PHI.-L. LASSONDE,

Three Rivers, 20th February, 1922. Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]

800—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Nicolet.

Trois-Rivières, à savoir: } JOSEPH TREM-
No 274. } BLAY, deman-
deur; vs FORTUNAT LEBLANC, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Une terre située sur le troisième rang du canton de Blandford, paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, connue et désignée comme étant la partie latérale et longitudinale nord du lot de terre numéro soixante et neuf (p. No 69) dudit cadastre, du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, contenant trois arpents de front, sur la profondeur des terres dudit rang, d'un cordon à l'autre, entre les terre de Gentilly au nord et le surplus du terrain du donateur Denis Leblanc ou représentants au sud, et sous la réserve de la partie de ladite terre à sa profondeur qu'en possède Zéphirin Poisson, de Gentilly, et une chemin de passage pour y communiquer, le tout suivant ses titres.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, comté de Nicolet, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 20 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

803—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Nicolet.

Three Rivers, to wit: } JOSEPH TREM-
No. 274 } BLAY, plaintiff;
vs FORTUNAT LEBLANC, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A farm situated in the third range of the township of Blandford, parish of Sainte Marie-de-Blandford, known and designated as being the lateral and longitudinal north part of the lot number sixty nine (pt. No. 69) of the said cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte-Marie-de-Blandford, containing three arpents in front by the depth of the lands of the range, from one line (cordon) to the other, between the lands of Gentilly to the north and the surplus of the land of the donor Denis Leblanc or representatives to the south, and with the reserve of the part of the said farm, at the depth thereof, possessed by Zéphirin Poisson, of Gentilly, and a right of way to gain access thereto, the whole as per the titles.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Marie-de-Blandford, county of Nicolet, the THIRTEENTH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon

Sheriff's office

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 20th February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

804—8-2

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU
Assistant-procureur-général. } qu'en vertu
des dispositions de la loi 6 Georges V, chapitre 8, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la demande de quinze propriétaires ou occupants qui résident dans un canton dûment érigé, et compris dans le territoire des comtés de Pontiac et de

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS un-
Deputy-Attorney-General. } der and by
virtue of the provisions of the Act 6 George V, chapter 8, the Lieutenant Governor in Council, may, on the application of fifteen owners or occupants residing in a township duly erected, and comprised within the territory of the counties of

Témiscamingue situé au nord de la ligne 48^o de latitude, créer une municipalité de canton ou des cantons-unis, pourvu qu'il y ait, dans ce canton ou ces cantons-unis et voisins dans le même comté au moins cent lots octroyés pour fins de colonisation;

ATTENDU qu'en vertu de la même loi, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'annexer à toute municipalité locale formée en vertu de ladite loi, toute portion d'un territoire située dans un ou plusieurs cantons voisins dans le même comté, et qui ne forme pas partie d'une municipalité antérieurement organisée;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires ou occupants de biens-fonds compris dans la partie ci-après désignée du canton de Malartic, nous a été présentée, demandant d'annexer cette portion du canton de Malartic qui ne forme partie d'aucune municipalité, à la municipalité voisine de la partie ouest du canton de La Motte;

ATTENDU que les cantons de La Motte et de Malartic sont tous deux situés au nord de la ligne 48^o de latitude, dans la deuxième division du canton de Témiscamingue;

ATTENDU qu'il nous a été démontré que le plan et la description technique de ce territoire, faits selon les exigences de la loi, ont été approuvés par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'annexion de ce territoire à la municipalité de la partie ouest du canton de La Motte.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions de ladite loi 6 George V, chapitre 8 et du Code Municipal, Nous déclarons par les présentes que ledit territoire, savoir :

A la municipalité de la partie ouest du canton de La Motte, dans la municipalité de la seconde division du comté de Témiscamingue, sont annexés :

Les lots numéros de un (1) à dix-sept (17) et de trente-deux (32) à trente-neuf (39) du dixième rang, et ceux de un (1) à seize (16) du neuvième rang—tous inclusivement—du canton de Malartic, est annexée à la municipalité de la partie ouest du canton de La Motte, dans la seconde division du comté de Témiscamingue, et forment partie de ladite municipalité, à compter de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement de Notre province de QUÉBEC, ce TROISIÈME jour de MARS en l'année mil neuf cent

Pontiac and Témiscamingue, situated to the north of the 48th. parallel of latitude, may create a municipality of a township or of united townships, provided there be, in such township or united townships, which must be adjoining and situated in the same county, at least one hundred lots granted for settlement purposes;

WHEREAS under and by virtue of the same Act, the Lieutenant-Governor in Council may annex to any local municipality erected under this act, any portion of a territory situated in one or more adjacent townships in the same county, and which do not form part, of a municipality previously organized;

WHEREAS a petition signed by the majority of the owners or occupants of immoveable property comprised within the part hereunder described of the township of Malartic, has been presented to Us, praying for the annexation of that portion of the township of Malartic which does not form part of any municipality, to the adjacent municipality of the west part of the township of La Motte;

WHEREAS the townships of La Motte and Malartic are both situated to the north of the 48th. parallel of latitude, in the second division of the county of Témiscamingue;

WHEREAS it hath been shewn to Us that the plan and technical description of this territory, made according to the requirements of the law, have been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other formalities of the law have been complied with and that, in consequence, We have deemed fit to grant the petition presented to Us for the annexation of this territory to the municipality of the west part of the township of La Motte.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council and pursuant to the provisions of the said Act 6 George V, chapter 8 and of the Municipal Code, We declare by these presents that the said territory, to wit:

To the municipality of the west part of the township of La Motte, in the municipality of the second division of the county of Témiscamingue, are annexed :

The lots numbers from one (1) to seventeen (17) and from thirty-two (32) to thirty-nine (39) of the tenth range, and those from one (1) to sixteen (16) of the ninth range—all inclusively—of the township of Malartic, are annexed to the municipality of the west part of the township of La Motte, in the second division of the county of Témiscamingue, on and from this day.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this THIRD day of MARCH, in the Year of Our Lord one

vingt-deux de l'ère chrétienne et de
Notre règne la douzième année.

Par ordre,

883

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

thousand nine hundred and twenty
two and in the twelve year of Our Reign.

By command,

884

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Arrêté en Conseil

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 10 mars 1922.

PRESENT: le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu que, par le statut 10 Geo. V, chapitre 5, le gouvernement de cette province a été autorisé à faire construire un pont sur la rivière Batiscau, comté de Champlain, vis-à-vis les points les plus rapprochés des extrémités des deux côtés de la rivière sur la route Montréal-Québec, avec tous les approches, culées et travaux nécessaires;

Que ce pont est maintenant pratiquement terminé;

Que l'article 3 dudit statut permet au gouvernement de percevoir et de prélever des péages sur ledit pont jusqu'à concurrence du montant dépensé pour les acquisitions mentionnées dans la section 2 dudit statut, ainsi que pour le coût de construction dudit pont, et que le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender et remplacer un tarif des taux de péage exigibles de tous les conducteurs de véhicules-moteurs, pourvu qu'aucun taux de péage ne soit perçu des habitants de la paroisse de Batiscau;

Que ce tarif de péage peut être déterminé comme suit:

Pour un passage : Voitures automobiles à passagers, quel que soit le nombre de personnes, camions ou tracteurs.....	50 cts.
avec privilège de n'avoir rien à payer de nouveau si le retour s'effectue le même jour.	
Voitures traînées par un animal.....	10 "
Voitures traînées par deux animaux.....	20 "
Pour chaque voiture traînée par un tracteur.....	10 "
Pour les motocyclettes.....	10 "
Pour les motocyclettes avec panier.....	15 "
Pour chaque cheval, taureau, bœuf, âne, non attelé, vache et toute autre bête à corne, de quelque espèce qu'elle soit, ou tout autre animal à pied.....	5 "
Pour chaque cochon, chèvre, mouton, veau ou agneau à pied.....	5 "

Le passage des voitures contenant exclusivement de l'engrais est libre de même que le passage des piétons.

Les chiens ne paient pas, de même que les bicyclettes.

Les voitures accompagnant le corps d'un défunt sont également exemptes de péage. Sont encore exemptes de péage toute personne, cheval ou voiture avec leurs conducteurs employés à transporter les malles sous l'autorité d'un bureau de poste de Sa Majesté, qui accompagnent des officiers ou soldats de Sa Majesté ou de la milice, qui transportent des prisonniers de toute description.

Il est ordonné que le tarif ci-haut déterminé soit approuvé, suivant la loi 10 George V, chapitre 5, section 5, et que le gouvernement soit autorisé à afficher, pour la connaissance du public, à chaque extrémité du pont, le présent tarif, qui viendra en vigueur le 15 mars 1922; les revenus du pont devant être versés au Trésor pour former

Order-in-Council

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 10th March, 1922.

PRESENT: the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas in and by the Statute 10 George V, chapter 5, the government of this Province has been authorized to have a bridge built over the Batiscau river, county of Champlain, opposite the points on both sides of the river which are the closest possible to the Montreal-Quebec road, with all the necessary approaches, abutments and works;

That this bridge is now practically completed;

That article 3 of the said Statute empowers the Government to charge and collect tolls on the said bridge, up to the amount expended for the acquisitions mentioned in section 2 of the said Statute, as well as for the cost of construction of the said bridge, and the Lieutenant-Governor in Council may make, amend and replace a tariff of tolls payable by the driver of every motor vehicle, provided no such toll shall be collected from the inhabitants of the parish of Batiscau;

That this tariff of tolls may be fixed as follows:

For one passage : passenger automobiles, whatever the number of persons, trucks or tractors.....	50 cts.
with the privilege of a free return passage if made the same day.	
One horse vehicles.....	10 cts.
Two horse vehicles.....	20 "
For every vehicle drawn by a tractor.....	10 "
For motor cycles.....	10 "
For motor cycles with side car.....	15 "
For every horse, bull, ox, ass, unharnessed, cow and any other head of cattle, of every kind whatever, or any other animal on foot.....	5 "
For every pig, goat, sheep, calf or lamb on foot.....	5 "

Vehicles loaded with manure exclusively are free as well as foot passengers.

Dogs and bicycles are free.

Vehicles carrying mourners following a funeral are also free. Are also free from tolls every persons, horse or vehicle with their drivers carrying the mails under the authority of a Post Office of His Majesty, accompanying officers or soldiers of His Majesty or of the Militia, transporting prisoners of any description.

It is ordered that the above tariff be approved in accordance with the Act 10 George V, chapter 5, section 5, and that the government be authorized to post up, for the convenience of the public, at both ends of the bridge, the above tariff, which shall come into force on the 15th of March, 1922; the revenues of the bridge to be paid in to

un fonds dit "Fonds d'amortissement et d'entretien du pont de Batiscan".

Il sera loisible à l'honorable ministre de suspendre temporairement la perception des péages durant une certaine période de l'année, lorsqu'il le jugera à propos.

Le greffier du Conseil exécutif,
891 A. MORISSET.

the Treasury to form a fund called "Batican Bridge sinking and maintenance Fund".

The Honourable Minister may temporarily suspend the collection of tolls for a certain period of the year when he shall think it expedient.

A. MORISSET,
892 Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette Officielle de Québec, Nos 7, 8, 9, 10

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Bélanger vs Rodrigue.....	448
" Byrd vs Dyson.....	450
" Chamberland vs Gagnon.....	449
" Coutu vs Roberge.....	449
" Currier vs Campeau.....	450
" Dietcher vs Barbas.....	449
" Goldberg vs Schwartz.....	447
" Gosselin vs Lessard.....	450
" Hirtz vs Knoff.....	449
" Kouri vs Jazzar.....	450
" Lafontaine vs Perusse.....	448
" Mercil vs Papineau.....	450
" Paquet vs Lehouiller.....	448
" Portugais vs Turcotte.....	447
" Pow vs Hutchins.....	449
" Provost vs Mousseau.....	448
" Thibodeau vs Roy.....	449
" Todd vs Stark.....	448
" Tremblay vs Nassif.....	447

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Dame Champagne vs Cloutier.....	451
---------------------------------	-----

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 423

ARRÊTÉS EN CONSEIL :—

Concernant l'annexion du canton de Chilton à la municipalité du canton de Chertsey.....	425
Concernant l'annexion de certains rangs du canton de Matane à la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec.....	426
Honoraires payables pour véhicules-moteurs.....	426
Rapport des services forestier, apicole et sucrier.....	427
Taux de péage sur la rivière Batiscan....	492

ASSEMBLÉE :—

Canada & Gulf Terminal Company....	451
------------------------------------	-----

AVIS DIVERS :—

Gagnon Automobile, Limitée.....	451
Garage Drolet de Granby, ltée.....	451
Gosselin, Joseph.....	452
Grève des typographes de Québec.....	423
Thetford Country Club, Inc.....	452

BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL—AVIS :

Demande d'application pour bills privés..	435
---	-----

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Bélanger vs Rodrigue.....	448
" Byrd vs Dyson.....	450
" Chamberland vs Gagnon.....	449
" Coutu vs Roberge.....	449
" Currier vs Campeau.....	450
" Dietcher vs Barbas.....	449
" Goldberg vs Schwartz.....	447
" Gosselin vs Lessard.....	450
" Hirtz vs Knoff.....	449
" Kouri vs Jazzar.....	450
" Lafontaine vs Perusse.....	448
" Mercil vs Papineau.....	450
" Paquet vs Lehouiller.....	448
" Portugais vs Turcotte.....	447
" Pow vs Hutchins.....	449
" Provost vs Mousseau.....	448
" Thibodeau vs Roy.....	449
" Todd vs Stark.....	448
" Tremblau vs Nassif.....	447

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Dame Champagne vs Cloutier.....	451
---------------------------------	-----

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 323

ORDERS IN COUNCIL :—

Respecting the annexation of the township of Chilton to the municipality of the township of Chertsey.....	425
Respecting the annexation of certain ranges of the township of Matane to the municipality of the parish of Sainte Marie-de-Sayabec.....	426
Fees payable for motor-vehicles.....	426
Report of Wood & Forest, Bee and Maple Sugar Service.....	427
Tool collected of the river Batiscan....	492

MEETING :—

Canada & Gulf Terminal Railway Company.....	451
---	-----

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Gagnon Automobile, Limitée.....	451
Garage Drolet de Granby, ltée.....	451
Gosselin, Joseph.....	452
Strike of the Quebec printers.....	423
Thetford Country Club, Inc.....	452

PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT—NOTICE :

Notice of application for Private Bills..	435
---	-----

BUREAUX CHEF :—

Gagnon Automobile, Limitée.....	453
McNiece, Orchard, Lt'd.....	453

CHIEF OFFICES :—

Gagnon Automobile, Limitée.....	453
McNiece, Orchard, Lt'd.....	453

CHARTES—ABANDON DE :—

Outremont Appartments, Lt'd.....	454
Steamer Marion W., Limited.....	454
The Chatam Steamship Co., Lt'd.....	453
Wells, Limited.....	453

CHARTERS—SURRENDER OF :—

Outremont Appartments, Lt'd.....	454
Steamer Marion W., Limited.....	454
The Chatam Steamship Co., Lt'd.....	453
Wells, Limited.....	453

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES :

The Canadian Holt Company, Lt'd.....	454
The Ellis Adding Typewriter Company.....	454

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :—

The Canadian Holt Company, Lt'd.....	454
The Ellis Adding Typewriter Company.....	454

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Dance, James.....	443
La cité de Verdun.....	443
L'Entrepôt frigorifique St-Maurice, Itée.....	443
Saint Francis Valley Railway Company.....	443

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Dance, James.....	443
The city of Verdun.....	443
The St-Maurice Cold Storage, Lt'd.....	443
Saint Francis Valley Railway Company.....	443

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Lots canton Compton à mun. scolaire	
L'Assomption-de-Waterville.....	444
Lots mun. York à mun. Haldimand.....	444
Lots paroisse Notre-Dame-de-Montcarmel à mun. scolaire Saint-Georges-de-Champlain.....	444
Lots paroisse Saint-Laurent; ville Mont-Royal, paroisse Saint-Laurent.....	444
Municipalité scolaire Layuna.....	444

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Lots township Compton to school mun.	
L'Assomption-de-Waterville.....	444
Lots mun. York to mun. Haldimand.....	444
Lots parish Notre-Dame-de-Montcarmel to school mun. Saint-Georges-de-Champlain.....	444
Lots parish Saint-Laurent; town Mont-Royal, parish Saint-Laurent.....	444
School municipality Layuna.....	444

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Compagnie d'assurance mutuelle de Montréal contre le feu.....	445
Montreal Ex. Fighting Mens Association.....	445

TREASURY DEPARTMENT :—

Montreal Mutual Life Insurance Company.....	445
Montreal Ex. Fighting Mens Association.....	445

ÉLECTION—ÉTAT DES DÉPENSES :—

L'hon. Jacob Nicol.....	455
-------------------------	-----

ELECTION—STATEMENT OF COSTS :—

Hon. Jacob Nicol.....	455
-----------------------	-----

FAILLITES—AVIS DE :—

Provencher, dividende.....	455
Walker Co, dividende.....	455

BANKRUPT NOTICES :—

Provencher, dividend.....	455
Walker Co, dividend.....	455

LETTRES PATENTES :—

Bernard Brault, Limitée.....	435
Import Traders, Limited.....	438
Robertson, Kennedy, Limited.....	441
The Finance Secretary, Inc.....	439

LETTERS PATENT :—

Bernard Brault, Limitée.....	435
Imports Traders, Limited.....	438
Robertson, Kennedy, Limited.....	441
The Finance Secretary, Inc.....	439

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Association Avicole de Saint-Hyacinthe.....	446
Cercle agricole de la mun. de Sweetsburg.....	446
Cercle agricole de la municipalité du canton de Gore.....	447
Cercle agricole de la paroisse de Saint-Marc.....	447
Société coopérative des Beurriers de Témiscouata.....	446
Société coopérative agricole de Saint-Vital-de-Lambton.....	446
The Noyan Co-operative Agricultural Association.....	445

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Association Avicole de Saint-Hyacinthe.....	446
Farmer's Club of the mun. of Sweetsburg.....	446
Farmer's Club of the municipality of the township of Gore.....	447
Farmer's Club of the parish of Saint-Marc.....	447
Société coopérative des Beurriers de Témiscouata.....	446
Société coopérative agricole de Saint-Vital-de-Lambton.....	446
The Noyan Co-operative Agricultural Association.....	445

MINUTES DE NOTAIRE :—

Demande par M. Tardif, Henri.....	456
Demande par M. Victor W. Meek.....	456

NOTARIAL MINUTES :—

Application by Mr. Tardif, Henri.....	456
Application by Mr. Victor W. Meek.....	456

Demande par M. L.-Ed. Morier.....	456	Application by Mr. L. Ed. Morier.....	456
Demande par M. Pierre-Edmond Durocher.....	456	Application by Mr. Pierre-Edm. Durocher.....	456
Demande par M. Emile Hébert.....	456	Application by Mr. Emile Hébert.....	456
En faveur de M. Joseph Sirois.....	455	In favor of Mr. Joseph Sirois.....	455

NOMINATIONS :—

Inspecteur d'écoles du comté de Témiscouata.....	424
Juges de paix.....	424
L'hon. Jacob Nicol.....	424

ORDRES DE COUR :—

Bachand & Dionne vs Paquet.....	457
Green vs Bean.....	457
Pard vs Bourassa.....	457

PROCLAMATIONS :—

Canton de Macpès.....	429
Canton Lamothe et comté Témiscamingue.....	490
Cour de circuit, village Saint-Jérôme-de-Matane.....	434
Municipalité de la paroisse Saint-Narcisse-de-Rimouski.....	427
Mun. village Saint-Victor-de-Tring.....	431
Village de Pierreville.....	433

SOUMISSIONS :—

Cité de Hull.....	458
Ville Laval-sur-le-Lac.....	458

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Atlas Printing Co.....	463
Benoit, Wilfrid.....	465
Chapdelaine, Louis.....	464
Joyal, Charles-Edouard.....	461
Lafrance, Philias.....	465
Lambert, Agenor.....	462
Lemire, Agénard.....	459
Moussin, M.....	460
Payan, Ernest.....	459
St-Germain, Amédée.....	461
Tétreault, Hormidas-Pierre.....	464
Truteau, Alfred-Napoléon.....	463

VENTES PAR LICITATION :—

Adelman vs Gibouveau.....	468
Keilty <i>et vir</i> vs Keilty <i>et al.</i>	466
Ledoux vs Dme Ledoux <i>et al.</i>	467

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—

Ville de Dorval.....	466
----------------------	-----

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Archambault vs Jutras.....	469
Fortier vs Laroche.....	469
Lambert vs Tremblay.....	469

BEAUCE :—

Campeau vs Picard.....	470
------------------------	-----

BEAUHARNOIS :—

Goyer vs Allard.....	471
Rhéault vs Lesiège <i>et vir.</i>	471
Smaill vs Dame Leslie.....	470

APPOINTMENTS :—

School inspector for the county of Témiscouata.....	424
Justices of peace.....	424
Hon. Jacob Nicol.....	424

RULES OF COURT :—

Bachand & Dionne vs Paquet.....	457
Green vs Bean.....	457
Pard vs Bourassa.....	457

PROCLAMATIONS :—

Township of Macpès.....	429
Township Lamothe and county Temiscamingue.....	490
Circuit Court, village of Saint Jérôme-de-Matane.....	434
Municipality of the parish of Saint Narcisse-de-Rimouski.....	427
Mun. village Saint-Victor-de-Tring.....	431
Village of Pierreville.....	433

TENDERS :—

City of Hull.....	458
Town Laval-sur-le-Lac.....	458

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Atlas Printing Co.....	463
Benoit, Wilfrid.....	465
Chapdelaine, Louis.....	464
Joyal, Charles-Edouard.....	461
Lafrance, Philias.....	465
Lambert, Agenor.....	462
Lemire, Agénard.....	459
Moussin, M.....	460
Payan, Ernest.....	459
St-Germain, Amédée.....	461
Tétreault, Hormidas-Pierre.....	464
Truteau, Alfred-Napoléon.....	463

SALES BY LICITATION :—

Adelman vs Gibouveau.....	468
Keilty <i>et vir</i> vs Keilty <i>et al.</i>	466
Ledoux vs Dme Ledoux <i>et al.</i>	467

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—

Town of Dorval.....	466
---------------------	-----

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

Archambault vs Jutras.....	469
Fortier vs Laroche.....	469
Lambert vs Tremblay.....	469

BEAUCE :—

Campeau vs Picard.....	470
------------------------	-----

BEAUHARNOIS :—

Goyer vs Allard.....	471
Rhéault vs Lesiège <i>et vir.</i>	471
Smaill vs Dame Leslie.....	470

CHICOUTIMI :—

Levesque & Frère vs Gagné..... 472

GASPÉ :—

Côté vs Paquet..... 473
The Le Boutellier Bros, Company, Limited vs Leblanc..... 472

HULL :—

J. Vallée vs W. Vallée..... 471
The General Supply Co. of Canada vs The Consolidated Graphite & Milling Co..... 473
Valois vs Rossignol..... 474

KAMOURASKA :—

Bérubé & Mercier vs Mignault..... 475
Potvin vs Larochelle..... 475

MONTMAGNY :—

Normand vs Vézina..... 476

MONTREAL :—

Blache (Dme) vs Berthiaume..... 478
Brossard vs Labelle..... 481
Cité de Montréal vs Goldberg..... 477
Cité de Montréal vs Morgan..... 477
Cité de Montréal vs Morin..... 477
Cité de Montréal vs Welsh..... 476
McFee (Dme) *et al* vs Canadian Jewellers, Ltd..... 478
Yorkshire Insurance Co. vs Fromson..... 476

QUÉBEC :—

Cité de Québec vs Bédard..... 481
Couture vs Bélanger..... 483
Moreau & Savard vs Patry..... 482
Pelchat vs Bisson..... 481

RIMOUSKI :—

Beaulieu vs Dme Gagné *et al*..... 484
Blier vs Blouin *et al*..... 484
Landry (Dme) vs Gagnon..... 484
Moreau vs Lepage..... 483
Shatter Coy vs Blouin..... 485

ROBERVAL :—

Dufour vs Villeneuve..... 485

SAINT-FRANÇOIS :—

Bilodeau vs Côté..... 485
Brown vs Walker..... 486
Mercier vs Dme Veilleux..... 486
Mitchell & Co vs Lavoie..... 487
Parker vs Knight..... 487

SAINT-HYACINTHE :—

Labossière vs Girouard..... 488

TERREBONNE :—

St-Aubin *et al* vs Dme Pelletier *et vir*..... 489

TROIS-RIVIÈRES :—

Lacroix vs Côté..... 489
Tremblay vs Leblanc..... 490

CHICOUTIMI :—

Levesque & Frère vs Gagné..... 472

GASPÉ :—

Côté vs Paquet..... 473
The Le Boutellier Bros, Company, Limited vs Leblanc..... 472

HULL :—

J. Vallée vs W. Vallée..... 474
The General Supply Co. of Canada vs The Consolidated Graphite & Milling Co..... 473
Valois vs Rossignol..... 474

KAMOURASKA :—

Bérubé & Mercier vs Mignault..... 475
Potvin vs Larochelle..... 475

MONTMAGNY :—

Normand vs Vézina..... 476

MONTREAL :—

Blache (Dme) vs Berthiaume..... 478
Brossard vs Labelle..... 481
City of Montreal vs Goldberg..... 477
City of Montreal vs Morgan..... 477
City of Montreal vs Morin..... 477
City of Montreal vs Welsh..... 476
McFee (Dme) *et al* vs Canadian Jewellers, Ltd..... 478
Yorkshire Insurance Co. vs Fromson..... 476

QUÉBEC :—

City of Quebec vs Bédard..... 481
Couture vs Bélanger..... 483
Moreau & Savard vs Patry..... 482
Pelchat vs Bisson..... 481

RIMOUSKI :—

Beaulieu vs Dme Gagné *et al*..... 484
Blier vs Blouin *et al*..... 484
Landry (Dme) vs Gagnon..... 484
Moreau vs Lepage..... 483
Shatter Coy vs Blouin..... 485

ROBERVAL :—

Dufour vs Villeneuve..... 485

SAINT-FRANÇOIS :—

Bilodeau vs Côté..... 485
Brown vs Walker..... 486
Mercier vs Dme Veilleux..... 486
Mitchell & Co vs Lavoie..... 487
Parker vs Knight..... 487

SAINT-HYACINTHE :—

Labossière vs Girouard..... 488

TERREBONNE :—

St-Aubin *et al* vs Dme Pelletier *et vir*..... 489

THREE RIVERS :—

Lacroix vs Côté..... 489
Tremblay vs Leblanc..... 490